

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 19 février 2018

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
75	52	23

N° de la séance : 26

Objet de la délibération : Mission
Evaluation Contrôle Partenariat - Rapport
d'activités 2016-2017

- ☒ Original
☐ Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2018.026

Date de la convocation :
Le 13/02/2018

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **27 FEV. 2018**

de la réception s/Préfecture
en date du **28 FEV. 2018**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services


Stéphane PINTRE

L'an deux mil dix-huit et le 19 février à 17h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations - 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de février, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Christophe ETORE, Guilaïne DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, René TRASTOUR, Thérèse ROUAZE, Robert CREPIN, Christine SYLVESTRE, Michèle MURATORE, Marie-Claude MOITRY, Angèle MURATORI, Guy GIRAUD, Marie BENASSAYAG, Elisabeth JANIN, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Claudine MAURY, Thérèse DARTOIS, Albert CALAMUSO, Patrick CHAGNEAU, Marina LONVIS, Anne-Marie DUMONT, Audouin RAMBAUD, Simone TORRES-FORET DODELIN, Michel VIANO, Martine BONNEAU, Michel BERTRAND, Abderrazak SALOUH, Françoise THOMEL, Nathalie DEPETRIS, Elisabeth PILLARD, Laurent COLLIN, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Déborah MINEI

PROCURATIONS :

Joseph LE CHAPELAIN à Jean-Bernard MION, Colette ZALMA à Jean Pierre MAURIN, Afrim KACA à Audouin RAMBAUD, Marc DAUNIS à Christophe ETORE, Eric DUPLAY à Anne-Marie BOUSQUET, Serge AMAR à Simone TORRES-FORET DODELIN, Valérie TIERAN-GNONI à Damien BAGARIA, Khéra BADAOU à Françoise THOMEL

ABSENTS :

Joseph VALETTE, Henri GANNARD, André-Luc SEITHER, Patrick DULBECCO, Jacques GENTE, Cléa PUGNAIRE, Nadine GASTAUD, Yves DAHAN, Jean-Pierre DERMIT, Béatrice VIGNOLO, Martine SAVALLI, Barbara LANCE, Anne CHEVALIER, Matthieu GILLI, Lionel TIVOLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Déborah MINEI, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur THIERY,

L'article 26 de la Loi d'Orientation pour l'Aménagement et le Développement Durable du territoire du 25 juin 1999 prévoyait la création d'un Conseil de Développement composé des milieux économique, social, culturel et associatif.

Le conseil Communautaire, par délibération en date du 19 mai 2003, s'est prononcé sur la création de son Conseil de Développement. Cette instance de démocratie participative a été renouvelée en 2008 puis en 2014.

L'article L. 5211-10-1 du CGT et l'article 88 de la loi NOTRe du 7 août 2015 disposent que le Conseil de Développement établit *"un rapport d'activités qui est examiné et débattu par l'organe délibérant de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale"*.

Après en avoir débattu, il est proposé au Conseil Communautaire de prendre acte de ce rapport d'activités qui couvre les années 2016 et 2017.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, PREND ACTE de ce rapport d'activités qui couvre les années 2016 et 2017.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 19 février 2018
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI



Conseil de Développement de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis

Rapport d'activités 2016-2017

1- Rapport d'activités

2- Annexes

- a) Liste des adhérents
- b) Règlement intérieur
- c) Avis du CdD
- d) Organigramme





Rapport d'activités 2016-2017

L'article 26 de la Loi d'Orientation pour l'aménagement et le développement durable du Territoire du 25 juin 1999 prévoit la création d'un Conseil de Développement composé de représentants des milieux économique, social, culturel et associatif.

Le conseil Communautaire, par délibération en date du 19 mai 2003, s'est prononcé sur la Création de son Conseil de Développement. Cette instance de démocratie participative a été renouvelée en 2008 puis en 2014.

L'article 88 de la loi NOTRe du 7 août 2015 est venu consolider leur rôle auprès de l'Assemblée de l'Etablissement dont ils émanent. Ainsi, le Conseil de Développement « *établit un rapport d'activité, qui est débattu et examiné par l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale* ».

L'objectif du Conseil de développement est de faire émerger des idées, des propositions pour l'aménagement et le développement durable de son territoire. Il étudie les dossiers techniques, participe à des débats thématiques, réfléchit aux solutions envisageables, propose des réponses et enfin, émet des avis motivés sur les projets qui lui sont soumis. Mais, il peut également être force de proposition et s'autosaisir, si nécessaire, de tout dossier qui paraîtrait prioritaire pour en faire une analyse critique assortie de propositions constructives.

Il est porteur d'une politique d'information et de communication auprès de la population en liaison avec la CASA. C'est un lieu privilégié d'échanges.

Le Conseil propose un mode de travail reposant sur la démocratie participative, qui consiste à confronter les points de vue, à dialoguer, à échanger afin d'émettre des avis cohérents et partagés.

Lors du renouvellement d'octobre 2014, le Président de la CASA a souhaité que cette instance joue pleinement son rôle d'aide à la décision des élus. Le pilotage en a été confié à Monsieur Bernard Tomasini, Préfet de Région Honoraire, qui orchestre une feuille de route tournant autour de trois enjeux :

1 Produire davantage d'avis, soit par saisine, soit par auto-saisine, sur les compétences prospectives de la CASA.

2 Elargir le travail du conseil de développement au monde des entreprises pour que les avis produits soient en lien avec les préoccupations du monde de l'entrepreneuriat à la fois en termes d'attractivité du territoire et de l'engagement pour l'emploi local.

3 Améliorer la communication extérieure du Conseil de Développement, pour mieux écouter la société civile et mieux se faire entendre des élus.

Le Conseil de Développement de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis est constitué d'un bureau, d'une assemblée plénière, et de 4 groupes thématiques.

Le bureau du Conseil de Développement

Composition:

Président: Bernard TOMASINI

Elu référent: Richard THIERY, Maire de Courmes

Chargée de mission: Marika ROMAN, Association agréée de sécurité civile

Directeur: François-Xavier KOEMPGEN, Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis

4 Vice-présidents

Groupe de travail Patrimoine Environnement:

Carole GHIBAUDO Association ADECOHA

Groupe de travail Développement économique et Emploi:

Jean-François-CARRASCO TELECOM VALLEY

Groupe de travail Aménagement du Territoire:

Stéphane NEDONSEL TRAVISA

Groupe de travail Politique de la ville, Transports, Déplacements et Logements:

Alain JUNCKEL ADECOHA

8 rapporteurs titulaires ou suppléants

En 2016 et 2017, le bureau du Conseil de développement s'est réuni une fois par mois. Son ordre du jour est principalement orienté sur l'état d'avancement des travaux des quatre groupes thématiques, la préparation et la production de leurs avis, les rencontres avec les services de la CASA, et l'organisation d'événements (colloques, séminaires...).

L'assemblée plénière du Conseil de Développement

L'Assemblée plénière réunit la soixantaine de membres du Conseil de Développement. En 2016 et 2017, elle s'est réunie six fois. Les comptes rendus de ces assemblées sont disponibles sur le site du CdD (cddcasa.fr).

Elle a pour objectif principal de délibérer sur les avis présentés par les groupes de travail et validés en bureau. Bien évidemment lors des pléniers, il est souvent fait état de sujet d'actualité locale et d'échanges d'information.

Avis présentés et débattus

Rappel: le Conseil de développement engage ses travaux sur saisine de la communauté d'agglomération ou par auto saisine.

- **Assemblée du 24 mars 2016**

- Avis sur la maîtrise d'énergie. Le groupe thématique "Patrimoine –Environnement" a souhaité étudier la question de la "maîtrise de l'énergie" en raison d'une part de l'adoption de la loi sur la transition énergétique et, d'autre part, de la double problématique dans les Alpes-Maritimes: l'obligation d'économie d'énergie et l'insuffisance d'approvisionnement.

- **Assemblée du 24 mai 2016**

- Avis sur la création et aménagement d'un réseau cohérent de pistes cyclables sur le territoire de la CASA. Auto saisine.
- Avis sur l'aménagement de chemins piétonniers sur le territoire de la CASA. Auto saisine.
- Avis sur le plan paysage – La Communauté d'Agglomération a associé son conseil de développement à l'élaboration du Plan Paysage afin de recueillir ses observations sur le programme d'actions.

- **Assemblée du 22 novembre 2016**

- Avis d'information sur Ligne nouvelle Provence Côte d'Azur et nouvelle gare ouest Alpes-Maritimes. Participation à la concertation publique 2016 initiée par le maître d'ouvrage SNCF RESEAU.

- **Assemblée du 29 mars 2017**

- Présentation par le groupe thématique "Economie & Emploi " de l'avancée de la réflexion sur le colloque interentreprises "les entreprises et leur territoire" qui s'est déroulé en mars 2016.

- Présentation par le groupe thématique " Environnement & Patrimoine" des travaux sur le Programme de Développement Durable.

Assemblée du 8 juin 2017

- Avis sur l'économie : « les entreprises et leur territoire ».

Sous la forme d'un Colloque, le groupe thématique « Économie & Emploi » a voulu donner l'opportunité aux acteurs locaux d'échanger sur l'attractivité du territoire et les entreprises. Cet avis reprend les préconisations dans le domaine de la promotion économique du territoire, de la GPECT, et du Business Local.

- Assemblée du 12 décembre 2017

- Présentation de la démarche de la révision du SCOT de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis par les services de la CASA. Saisine des membres du Conseil de Développement pour travailler sur ce dossier.

Les avis sont consultables sur le site du CdD : cddcasa.fr. Chaque avis est suivi par un comité qui réunit les services de la CASA et les représentants du groupe thématique concerné.



Les groupes thématiques

Ils se sont réunis régulièrement tout au long de ces deux années (environ une fois par mois) pour mener à bien leurs missions autour des thématiques du projet d'agglomération que sont : la gestion des déchets et l'environnement, l'aménagement du territoire, la réforme territoriale, le TSCP, le SCOT, l'économie.

A noter en 2016

1) L'adhésion de trois nouveaux membres:

- le Club de basket d'Antibes les SHARKS,
- Avenir 06

- Actif Côte d'Azur.

Ainsi, la composition du Conseil de développement s'est renforcée dans la représentation du monde culturel, économique et social.

2) L'organisation de son 1^{er} Colloque Interentreprises au Pôle Auguste Escoffier à Villeneuve Loubet sur le thème: "Les entreprises et leur territoire" le 19 mars 2016.

Avec quatre tables rondes:

Table ronde 1^o Thème : « Promotion économique du territoire »

Table ronde 2 Thème : « Comment favoriser le business local? »

Table ronde 3 Thème : « L'impact des risques sur l'économie locale »

Table ronde 4 Thème : « La GPECT (Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences), l'adéquation de l'offre et de la demande ».



Objectif:

L'objectif de cette rencontre, concentrée sur une matinée dense et sans interruption, où quatre tables rondes se sont enchaînées, était de faire émerger des propositions, des idées.

Organismes intervenants:

Team Côte d'Azur, CCI Côte d'Azur, UMIH06 Antibes, CASA, Groupe Azur Truck, CNRS, JLW Conseil, CoRisk, Pôle emploi 06, UCA, la Région, Escota.

L'attractivité du territoire, l'encouragement du business local, l'impact des risques sur l'économie, la formation professionnelle ont été les quatre thèmes de réflexion que la quinzaine d'intervenants a fait partager à un public nombreux et averti.

Bilan:

Plus de cent invités ont répondu présent et joué le jeu de l'échange et de la réflexion commune. Parmi eux, des chefs d'entreprise, des élus, des représentants du monde de l'enseignement de la recherche de la formation, des associations, des organismes consulaires...

Ce colloque a donné suite à un avis sur l'économie, voté à l'Assemblée Plénière du 8 juin 2017. Les propositions qui en émanent sont à l'étude.



3) L'organisation du 2^{ème} séminaire institutionnel le 11 juin 2016 à la Maison des Associations à Antibes sur le thème: " La Réforme Institutionnelle-Loi NOTRe, les incidences sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis".

Avec la participation de **Jean LEONETTI**, Député-Maire d'Antibes, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis.

Paul MOURIER, Préfet, DGS de la Région Provence Alpes Côte d'Azur, en présence de **Stéphane PINTRE**, DGS de la CASA, ont animé cette rencontre dans le cadre des nouvelles compétences du Conseil Régional.



L'objectif de cette rencontre était double. Permettre aux participants de mieux appréhender la loi NOTRe et ses incidences au niveau du territoire - faire remonter leurs interrogations, préoccupations et attentes.

Bilan: Un beau succès avec environ 100 participants, parmi lesquels des chefs d'entreprises, des représentants de la société civile et des élus locaux.

A noter en 2017

1. L'accueil d'un volontaire en service civique de septembre à juin 2017

Objectif:

"Renforcement de l'animation et de la mobilisation de la société civile autour des activités du Conseil de Développement de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis".

Avec deux types de mission.

- Une mission principale auprès des Vice-Présidents du CdD pour renforcer la mobilisation de la société civile au sein des groupes de travail.
- Une mission secondaire auprès du Président et du Directeur de la CASA en charge du CdD : "renforcer la communication du Conseil de Développement auprès de la société civile.

2. La poursuite de l'amélioration du site internet

- Site public: espace d'information ouvert à tous où l'on peut retrouver les avis, les comptes rendus de d'assemblée, l'actualité. (cddcasa.fr)
- Espace collaboratif accessible aux membres inscrits dans les groupes de thématiques permettant de partager et consulter des informations. Chaque vice-président a en charge l'animation de son groupe thématique sur le site, propose des publications, informe sur les travaux en cours.

A noter, la grande implication du service civique, en collaboration étroite avec les services de la CASA et notamment la Direction Système Informatique et Numérique.

3. Nouveau règlement intérieur

Le règlement intérieur du CdD a fait l'objet d'un toilettage, le document est en annexe.

En 2016 et 2017 les membres du CdD ont été invités à participer à différents évènements organisés par la CASA

- Programme de formations à la restauration des restanques pour les particuliers et les professionnels.
- Programme formations Afidol à Opio (Formation / Démonstration de taille de l'Olivier et Formation sur les maladies et ravageurs de l'Olivier).

- Atelier sur les usages numériques.
- ...

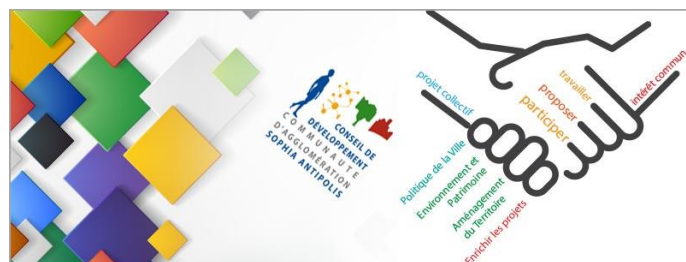
Les moyens financiers et humains

Pour 2016 et 2017, les dépenses du conseil de développement correspondent principalement à la prise en charge des frais de missions, de réceptions, de communication dont l'organisation d'évènements. Le budget alloué est de l'ordre de 15 K €. Le CdD dispose également d'apports en nature : espaces de travail, salles de réunion, et deux agents titulaires à temps non complet.

Liste des Membres du Conseil de Développement

	SIGLE	NOM
1	CCI	Chambre de Commerce et d'Industrie Nice Cote d'Azur
2	CMA	Chambre de Métiers et de l'Artisanat des Alpes Maritimes
3		Chambre d'Agriculture des Alpes Maritimes
4	UPE	Union pour l'Entreprise 06
5	UNSA	Université Nice Sophia Antipolis
6	JCE	Jeune Chambre Economique
7	FSA	Fondation Sophia Antipolis
8	INRIA	Institut National de Recherche en Informatique et Automatique
9	CRT	Comité Régional Touristique
10	ADEME	Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie PACA
11	CH	Centre Hospitalier d'Antibes Juan les Pins
12	FPC 06	Fédération des Promoteurs Constructeurs 06
13	BTP 06	Fédération du Bâtiment des Travaux Publics des Alpes Maritimes
14	CAPEB	Chambre des Artisans et des Petites Entreprises du Bâtiment des Alpes-Maritimes
15	CNL	Confédération Nationale du Logement
16	CDOS	Comité Départemental Olympique et Sportif
17	FCPE	Fédération des Conseils de Parents d'Elèves des Alpes Maritimes
18	PEEP	Fédération des Parents d'Elèves de l'Enseignement Public
19	FFP	Fédération Française du Paysage
20	FDSEA	Fédération Départementale des Syndicats et Exploitants Agricoles
21	ADASEA	Association Départementale pour l'Aménagement des Structures des Exploitations Agricoles
22		Union Patronale des Transporteurs des Alpes-Maritimes
23		Syndicat des Hôteliers
24		Union Patronale des Cafetiers Restaurateurs Nice Côte d'Azur
25	UL CGT Antibes	Union Locale Confédération Générale du Travail
26	UL CFDT	Union Locale Confédération Française Démocratique du Travail d'Antibes
27	FO	Force Ouvrière
28	CFTC	Confédération Française des Travailleurs Chrétiens
29	CFE -CGC	Confédération Française de l'Encadrement - Confédération Générale des Cadres
30		Telecom Valley

31	SCE	Sophia Club Entreprises
32	IPE	Incubateur Paca Est
33	AFPA	Association pour la Formation Professionnelle des Adultes
34	MLA	Mission Locale Antipolis
35	ADIE	Association pour le Droit à l'Initiative Economique
36	MDE	Maison de l'Emploi de la CASA
37	PFI	Plate Forme France Initiative de la CASA
38	APF	Associations des Paralysés de France
39	UDCAM 06	Union Départementale des Consommateurs des Alpes-Maritimes
40	C.L.C.V 06	Union Départementale Consommation Logement et Cadre de Vie 06
41	ELAN	Groupement d'associations de défense de l'environnement et de la qualité de la vie du canton d'Antibes Juan les Pins
42	TRAVISIA	Association Travailler et Vivre à Sophia Antipolis
43	GADSECA	Groupe des Associations de Défense des Sites et de l'Environnement de la Cote d'Azur
44	GIR MARALPIN	Groupe Interdiscipline de Réflexions sur les traversées sud alpines et l'aménagement du territoire maralpin
45	ADEV	Association Défense Environnement Villeneuve
46	ADECOHA	Association pour le Développement Concerté et Harmonieux d'Antibes Juan les Pins
47	ADEGV	Association pour la Défense de l'Environnement et la qualité de la vie de Golfe Juan Vallauris
48	ACS 2000	Association du Collectif Des Solidarités 2000
49	AVARAP	Association pour la Valorisation des Relations Avec les Professionnels
50	MJC/FJT	Maison des Jeunes et de la Culture/ Foyer de Jeunes Travailleurs
51		Amicale des Anciens de Polytech'Nice-Sophia
52		Croix-Rouge française Unité Locale Antibes Juan les Pins Vallauris Golfe Juan
53	ADSEA	Association Départementale pour la Sauvegarde de l'Enfant à l'Adulte
54		Club des Entreprises de Villeneuve Loubet
55		Carrefour Antibes
56		Avenir 06
57		Les Sharks d'Antibes
58		Actif Azur



REGLEMENT INTERIEUR CONSEIL DE DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SOPHIA ANTIPOLIS

Décembre 2017

TABLE DES MATIERES

<i>Règlement intérieur Conseil de Développement de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis.....</i>	<i>1</i>
<i>Préambule :</i>	<i>5</i>
<i>Les Membres du Conseil de Développement et leurs représentants s'engagent:</i>	<i>5</i>
<i>TITRE I- MANDAT ET ORGANISATION DU CONSEIL DE DEVELOPPEMENT</i>	<i>6</i>
<i>Chapitre 1. Objet du Conseil de Développement</i>	<i>6</i>
Article 1.1 Objet et fonction.....	6
Article 1.2 Durée d'existence	6
<i>Chapitre 2.Composition et adhésion au Conseil de Développement.....</i>	<i>6</i>
Article 2.1 Composition.....	6
Article 2.2 Adhésion	6
<i>Chapitre 3.Cadre du mandat des membres du Conseil de Développement</i>	<i>6</i>
Article 3.1 Durée et renouvellement du mandat des membres	6
Article 3.2 Engagement et représentation des membres	7
Article 3.3 Défraiements des représentants des membres du Conseil de Développement	7
Article 3.4 Siège du Conseil de Développement	7
<i>Chapitre 4.Perte de la qualité de membre et remplacement.....</i>	<i>7</i>
Article 4.1 Démission d'un membre ou de l'un de ses représentants du Conseil de Développement	7
Article 4.2 Suspension d'un membre ou de l'un de ses représentants pour absence sans motif légitime	7
Article 4.3 Cas de perte de qualité d'un représentant d'un membre.	8
Article 4.4 Remplacement d'un représentant d'un membre	8
Article 4.5 Incompatibilité entre la représentation d'un membre et l'engagement politique	8
<i>Chapitre 5. Présidence du Conseil de Développement.....</i>	<i>8</i>
Article 5.1 Désignation du Président.....	8
Article 5.2 Rôle du Président.....	8
Article 5.3 Mandat	8
<i>Chapitre 6.Le Bureau du Conseil de Développement</i>	<i>9</i>

Article 6.1	Composition.....	9
Article 6.2	Mandat	9
Article 6.3	Fonctionnement	10
TITRE II – FONCTIONNEMENT DU CONSEIL DE DEVELOPPEMENT.....		10
<i>Chapitre 7 Groupes thématiques et d'études</i>		<i>10</i>
Article 7.1	Désignation et fonctionnement des groupes de thématiques	10
Article 7.2	Participation aux groupes de thématiques.....	10
Article 7.3	Accès aux travaux des groupes de thématiques.....	11
<i>Chapitre 8.Séances Plénières du Conseil de Développement</i>		<i>11</i>
Article 8.1	Rôle des Séances Plénières	11
Article 8.2	Régularité des séances et modalités de convocation	11
Article 8.3	Organisation des Séances Plénières	11
Article 8.4	Déroulement des débats	12
Article 8.5	Publicité des débats	12
<i>Chapitre 9. Modalités de vote en Séance Plénière</i>		<i>12</i>
Article 9.1	Types de votations.....	12
Article 9.2	Vote par procuration	12
Article 9.3	Validité des votations	13
Article 9.4	Conditions de dépôt d'un amendement.....	13
<i>Chapitre 10 Consultation de partenaires et/ou audition d'experts.....</i>		<i>13</i>
Article 10.1	CONSULTATION – GROUPE THEMATIQUE	13
Article 10.2	consultation BUREAU OU ASSEMBLEE PLENIERE	13
<i>Chapitre 11. Relations avec la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis</i>		<i>13</i>
Article 11.1	Modalités de saisine par le Président de la CASA	13
Article 11.2	Relation avec la CASA	13
Article 11.3	Rapport fonctionnel entre la CASA et le CdD	13
<i>Chapitre 12. Représentation Extérieure du Conseil de Développement.....</i>		<i>14</i>
Article 12.1	Désignation.....	14

Article 12.2	Mandat	14
Article 12.3	Fonctionnement	14
Article 12.4	Les instances.....	15
<i>Chapitre 13. Dispositions diverses.....</i>		<i>15</i>
Article 13.1	Modification du fonctionnement du Conseil de Développement.....	15
Article 13.2	Modification du Règlement Intérieur.....	15
<i>ANNEXE 1 Liste des organismes, institutions et associations membres du Conseil de Développement.</i>		<i>15</i>

PREAMBULE :

En référence à la loi n° 99-533 du 25 juin 1999 d'orientation d'aménagement et de développement durable du territoire qui prévoit la mise en place d'un Conseil de Développement dans les agglomérations de plus de 50 000 habitants, et conformément à la délibération du Conseil Communautaire du 19 mai 2003, il est créé un Conseil de Développement de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (CASA).

Par cette décision, la CASA affirme l'intérêt qu'elle porte au dialogue nécessaire et permanent avec les différentes composantes de la société civile, et sa volonté de favoriser la concertation et la participation de l'ensemble des acteurs sur le développement global et durable de l'agglomération.

La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République est venue apporter des précisions sur l'organisation et le fonctionnement de cette instance.

Ce règlement intérieur a pour objet de définir et de préciser la composition, l'organisation et les principes de fonctionnement du Conseil de Développement de la Communauté d'agglomération Sophia Antipolis.

LES MEMBRES DU CONSEIL DE DEVELOPPEMENT ET LEURS REPRESENTANTS S'ENGAGENT :

- A travailler collectivement en vue de l'intérêt général de la communauté d'agglomération dans le sens du service public et du développement territorial;
 - A débattre avec tolérance et dans le respect de la diversité de chaque individu et de ses idées;
 - A respecter la réserve indispensable lors des échanges oraux ou écrits ;
 - A utiliser le site collaboratif du CdD pour exprimer leurs remarques ou propositions éventuelles sur les travaux en cours ;
 - A écarter tout enjeu partisan et à consulter sans discrimination tout acteur compétent pour éclairer les propositions du Conseil de Développement ;
 - A rechercher l'intérêt du territoire dans un esprit d'ouverture ;
 - A participer activement aux réunions plénières du conseil et aux groupes de travail auxquels ils ont choisi de contribuer ;
 - A ne pas exercer leur mandat à des fins personnelles et à ne pas utiliser les travaux du Conseil de Développement dans cette optique ;
 - A informer le Président ou le Bureau de leur éventuel engagement dans une campagne politique ;
- A ne pas s'exprimer au nom du Conseil de Développement sans en avoir été missionné par le Président ou le Bureau.

TITRE I- MANDAT ET ORGANISATION DU CONSEIL DE DEVELOPPEMENT

CHAPITRE 1. OBJET DU CONSEIL DE DEVELOPPEMENT

ARTICLE 1.1 OBJET ET FONCTION

1. Le Conseil de Développement a pour objet de favoriser le dialogue et la concertation entre la collectivité, les citoyens et les acteurs du territoire de la CASA. Il remplit une fonction consultative auprès du Conseil Communautaire et est représentatif des milieux économiques, culturels et associatifs.
2. Le Conseil de Développement a pour objectif de traiter en prospective les questions relatives au développement de l'agglomération, dans le cadre des compétences légales de la CASA.
3. Le Conseil de Développement intervient sur saisine de la CASA ou par auto saisine, proposée à la validation du Bureau.

ARTICLE 1.2 DUREE D'EXISTENCE

1. Le Conseil de Développement est mis en place de façon permanente.

CHAPITRE 2.COMPOSITION ET ADHESION AU CONSEIL DE DEVELOPPEMENT

ARTICLE 2.1 COMPOSITION

1. Le Conseil de Développement se compose de membres représentant la société civile, notamment des organismes à caractère économique, social, culturel et sportif, organisations syndicales, institutions, associations et personnalités qualifiées. La liste détaillée des membres se trouve en Annexe.
2. Le Conseil de Développement est doté d'un organe exécutif.

ARTICLE 2.2 ADHESION

1. Tout organisme, institution ou association souhaitant faire partie du Conseil de Développement, devra adresser une demande motivée au Président du Conseil de Développement et au Président de la CASA.
2. La demande d'adhésion devra être approuvée par le Bureau du CdD et soumise au vote du conseil communautaire de la CASA.

CHAPITRE 3.CADRE DU MANDAT DES MEMBRES DU CONSEIL DE DEVELOPPEMENT

ARTICLE 3.1 DUREE ET RENOUVELLEMENT DU MANDAT DES MEMBRES

1. La désignation des membres du Conseil de Développement est réalisée pour la durée du mandat du Conseil Communautaire.

ARTICLE 3.2 ENGAGEMENT ET REPRESENTATION DES MEMBRES

1. Chaque membre désigne un représentant titulaire et un représentant suppléant, lesquels s'engagent à siéger au sein du Conseil de Développement et à participer activement aux travaux du ou des groupes thématiques qu'ils auront choisis.
2. Tout représentant ne peut représenter qu'un seul membre.

ARTICLE 3.3 DEFRAIEMENTS DES REPRESENTANTS DES MEMBRES DU CONSEIL DE DEVELOPPEMENT

1. Les représentants des membres du Conseil de Développement percevront uniquement le remboursement des frais de déplacement lorsque ceux-ci sont réalisés en dehors des travaux habituels incombant aux membres (réunion du Bureau, des groupes de travail ou des assemblées plénières).
2. Les frais de déplacement sont remboursés sur la base des tarifs en vigueur dans la fonction publique territoriale (cf. barème de frais kilométriques, frais de mission ...). Les justificatifs devront être remis au service administratif du CdD dans les bureaux de la CASA.
3. Les éventuels coûts de déplacement hors de la CASA liés à des missions particulières sont pris en charge selon les mêmes modalités, sous réserve d'un ordre de mission préalablement signé par le Directeur Général des Services de la CASA.

ARTICLE 3.4 SIEGE DU CONSEIL DE DEVELOPPEMENT

1. Le Conseil de Développement siège dans les locaux administratifs de la CASA.
2. Le Président du Conseil peut, en accord avec le Bureau, proposer au Conseil de Développement de le réunir en d'autres lieux sur le territoire de l'agglomération.

CHAPITRE 4. PERTE DE LA QUALITE DE MEMBRE ET REMPLACEMENT

ARTICLE 4.1 DEMISSION D'UN MEMBRE OU DE L'UN DE SES REPRESENTANTS DU CONSEIL DE DEVELOPPEMENT

1. La démission d'un membre du Conseil est reçue par le Président, qui en avise le Bureau.
2. La démission d'un représentant est reçue par le Président, qui sollicite auprès du membre son remplacement.

ARTICLE 4.2 SUSPENSION D'UN MEMBRE OU DE L'UN DE SES REPRESENTANTS POUR ABSENCE SANS MOTIF LEGITIME

1. En cas d'absence de représentation d'un membre du CdD aux réunions plénières et /ou aux groupes thématiques, sans motif reconnu légitime par le Bureau et sur une période

d'un an, le Président du CdD prend contact avec le membre afin d'obtenir un engagement de future participation. En cas de non-réponse du membre, le Président propose au Bureau le retrait de son adhésion.

ARTICLE 4.3 CAS DE PERTE DE QUALITE D'UN REPRESENTANT D'UN MEMBRE.

1. Est réputé perdre la qualité en vertu de laquelle il a été désigné : tout représentant d'un membre qui cesse d'appartenir à l'organisme par lequel il a été désigné ou perdant le mandat de cette institution.

ARTICLE 4.4 REMPLACEMENT D'UN REPRESENTANT D'UN MEMBRE

1. Chaque remplacement de représentant par le membre, doit être notifié au Bureau du Conseil de Développement.

ARTICLE 4.5 INCOMPATIBILITE ENTRE LA REPRESENTATION D'UN MEMBRE ET L'ENGAGEMENT POLITIQUE

1. Le représentant d'un membre du Conseil de Développement ne peut participer aux instances du Conseil de Développement à partir du moment où il brigue un mandat électif.
2. Il doit présenter sa démission au Bureau du CdD dès le début de la campagne électorale.
3. A l'issue de la campagne électorale, si ce candidat est élu, il demeure démissionnaire. S'il n'est pas élu, il peut demander au Bureau sa réintégration en tant que représentant du membre.

CHAPITRE 5. PRESIDENCE DU CONSEIL DE DEVELOPPEMENT

ARTICLE 5.1 DESIGNATION DU PRESIDENT

1. Le Président du Conseil de Développement est proposé par le Président de la CASA à l'occasion de l'installation de l'assemblée plénière qui suit le renouvellement du Conseil Communautaire.

ARTICLE 5.2 ROLE DU PRESIDENT

1. La Présidence du Conseil de Développement est assurée par le Président. Il nomme les membres du Bureau.
2. Le président peut avoir recours à des tiers pour obtenir des avis éclairés.

ARTICLE 5.3 MANDAT

1. La durée du mandat de la Présidence est liée à la durée du Mandat du Conseil Communautaire. Le Président et les Vice-présidents du Conseil de Développement représentent de façon permanente le Conseil pendant toute la durée de son mandat.
2. Le Président convoque les réunions plénières du Conseil ainsi que les réunions du Bureau.
3. Le Président, assisté du Bureau, assure le bon fonctionnement et à ce titre se tient informé de l'instruction des affaires soumises au Conseil et veille à la publication et à la diffusion des avis du Conseil.
4. Le Président dirige les débats du Conseil, en fait observer le règlement et assure la police des séances.
5. Le Président proclame le résultat des votes.
6. Le Président exerce les mêmes fonctions lors des réunions de Bureau.
7. En cas d'absence ou d'empêchement du Président, la Présidence est suppléée dans ses fonctions par un représentant qu'il désigne au sein du Bureau.

CHAPITRE 6. LE BUREAU DU CONSEIL DE DEVELOPPEMENT

ARTICLE 6.1 COMPOSITION

1. Le Bureau est composé d'un Président, des Vice-présidents, du chargé de communication et du représentant administratif de la CASA (Directeur en charge de l'administration générale du CdD qui participe aux débats, sans droit de vote).
2. A titre consultatif, le conseiller communautaire délégué au conseil de développement est systématiquement convoqué aux réunions du Bureau.
3. Le cas échéant, le Président, en fonction de l'ordre du jour, peut inviter le rapporteur titulaire, voire suppléant, d'un groupe thématique à participer au Bureau.
4. Le Bureau est dit « élargi » lorsqu'il est convoqué par le Président, avec l'ensemble des rapporteurs titulaires et, ou, suppléants.

ARTICLE 6.2 MANDAT

1. La durée du mandat du Bureau est liée à la durée du mandat du Conseil Communautaire. Le Bureau représente de façon permanente le Conseil pendant toute la durée de son mandat.
2. Le Bureau assiste le Président du Conseil de Développement dans l'exercice de ses fonctions, notamment pour l'organisation des travaux, des manifestations et la préparation des séances.
3. Le Bureau détermine la feuille de route du Conseil de Développement. Il en est donné connaissance au Conseil de Développement lors de l'assemblée plénière.

4. Le Bureau assure la synthèse des travaux du Conseil de Développement et des suites éventuelles à leur donner. Il valide les propositions d'avis des groupes thématiques, qu'il soumet au vote du Conseil de Développement en réunion plénière.

ARTICLE 6.3 FONCTIONNEMENT

1. Le Bureau se réunit une fois par mois, ou plus, en fonction des besoins.
2. Les décisions sont adoptées à la majorité des membres présents et/ou représentés.

TITRE II – FONCTIONNEMENT DU CONSEIL DE DEVELOPPEMENT

CHAPITRE 7 GROUPES THEMATIQUES ET D'ETUDES

ARTICLE 7.1 DESIGNATION ET FONCTIONNEMENT DES GROUPES DE THEMATIQUES

1. Pour l'étude des affaires soumises à examen ou dont il se saisit, et, pour la préparation des rapports et avis qui lui incombent, le Conseil de Développement se divise en groupes qui recouvrent les thématiques fondatrices du Projet d'Agglomération. Les quatre groupes thématiques constitués à ce jour sont :

- ✓ Groupe « Economie Emploi »
- ✓ -Groupe « Transports/Déplacements/Politique de la Ville/ Logement »
- ✓ -Groupe « Patrimoine et Environnement »
- ✓ -Groupe « Aménagement du Territoire »

Ils sont susceptibles de modification ou de regroupement sur décision du Bureau.

2. Chaque Vice-Président est libre d'organiser les travaux du groupe thématique dont il assure l'animation et la présidence dans le respect de la démocratie.
Au cours de sa première réunion de l'année de renouvellement, chaque groupe désigne pour la durée du mandat un rapporteur titulaire et un rapporteur suppléant.

Prioritairement, le groupe est tenu d'instruire et de débattre des sujets figurant à leur feuille de route.

3. Les rapporteurs sont chargés de synthétiser l'ensemble des travaux du groupe, appelés rapports. Ils assistent le président du groupe pour la présentation et la proposition des projets d'avis correspondants.
4. Les rapports et comptes rendus sont signés ou contre signés par le Vice-Président. Une fois visés par le Président, ils sont mis en ligne sur le site collaboratif du Conseil de Développement.

ARTICLE 7.2 PARTICIPATION AUX GROUPES DE THEMATIQUES

1. Tout représentant désigné par un membre du Conseil de Développement doit appartenir au moins à un groupe de thématique.
2. Le Vice-Président peut accepter dans son groupe thématique d'autres personnes, non membres du CdD mais étant reconnues pour les compétences et connaissances pouvant être utiles selon la nature des travaux du groupe.

ARTICLE 7.3 ACCES AUX TRAVAUX DES GROUPES DE THEMATIQUES

1. Tout représentant d'un membre du CdD peut suivre les travaux des groupes thématiques, notamment à travers le canal du site collaboratif du CdD.

CHAPITRE 8. SEANCES PLENIERES DU CONSEIL DE DEVELOPPEMENT

ARTICLE 8.1 ROLE DES SEANCES PLENIERES

1. Le Conseil de Développement se réunit en Séance Plénière pour discuter de ses orientations générales ainsi que des travaux réalisés par les différents groupes thématiques. Ces séances sont publiques. Les membres par leurs représentants, participent au débat et votent sur les avis proposés. Le Bureau peut aussi inviter, à titre informatif, des représentants des services de la CASA, des experts extérieurs ou l'élu référent à présenter des exposés sur des dossiers particuliers d'intérêt général, dans le cadre des travaux en cours.
Les anciens présidents du CdD sont invités permanents.

ARTICLE 8.2 REGULARITE DES SEANCES ET MODALITES DE CONVOCATION

1. Le Conseil de Développement se réunit en séance plénière au moins deux fois par an sur convocation du Président après consultation du Bureau.
2. La convocation est adressée aux membres du Conseil deux semaines au moins avant la date fixée pour la réunion, par les moyens jugés nécessaires par le Bureau (courrier papier ou électronique, extranet). Elle est accompagnée de l'ordre du jour des travaux, arrêté après consultation du Bureau. Lors de la présentation d'un Avis pour un vote, le texte complet doit parvenir aux (adhérents) représentants des membres cinq jours avant la séance.

ARTICLE 8.3 ORGANISATION DES SEANCES PLENIERES

1. A l'ouverture de la réunion, le Président du Conseil peut désigner un Président de séance, parmi les représentants des membres présents dans la salle, avant de lancer les débats de la séance plénière.
2. Le Président du Conseil de Développement ouvre, dirige et lève la séance.
3. La présence des représentants est constatée par l'apposition de leur signature sur une feuille de présence.
4. Les décisions sont adoptées à la majorité des membres représentés.

ARTICLE 8.4 DEROULEMENT DES DEBATS

1. Le Président de séance dirige les débats; les membres ne peuvent intervenir qu'après lui avoir demandé la parole. Il rappelle l'ordre du jour.
2. Il assure le respect du règlement intérieur et la police de l'assemblée.
3. Le Président de séance prononce la clôture des débats.

ARTICLE 8.5 PUBLICITE DES DEBATS

1. Les rapports étudiés et avis adoptés devront faire mention des positions prises en séance plénière, à la fois sur les textes et sur les amendements déposés par les membres du Conseil de Développement.
2. Les rapports et les avis du Conseil de Développement seront remis au Président de la Communauté d'Agglomération.
3. Chaque avis transmis fera l'objet d'un suivi qui prendra la forme de réunions régulières entre des représentants du CdD et les services de la CASA. Ce comité de suivi aura pour objectif de faire un retour au Conseil de Développement sur ses travaux et la prise en compte, ou pas, de ses préconisations.
4. La communication des travaux (rapports et avis) est assurée par la parution d'un compte rendu annuel d'activités. Les avis sont mis en ligne sur le site du CdD.

CHAPITRE 9. MODALITES DE VOTE EN SEANCE PLENIERE

ARTICLE 9.1 TYPES DE VOTATIONS

1. Le Conseil de Développement vote sur les questions soumises à ses délibérations de trois manières :
 - à main levée,
 - au scrutin secret.
 - vote par procuration

La règle est celle de la main levée, cependant, si la majorité des représentants titulaires et suppléants présents le souhaite, le scrutin secret est organisé.

ARTICLE 9.2 VOTE PAR PROCURATION

1. Pour toute décision du Conseil de Développement, un représentant d'un membre du Conseil empêché d'assister à tout ou partie d'une séance peut déléguer son droit de vote à son représentant suppléant, ou à défaut au représentant d'un autre membre.
2. Ce dernier doit disposer d'une délégation de vote (Mail ou courrier) qu'il transmet au Président.

3. Chaque représentant d'un membre du Conseil ne peut recevoir plus d'une délégation de vote par séance

ARTICLE 9.3 VALIDITE DES VOTATIONS

1. Les votes sont acquis à la majorité simple, en cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante.

ARTICLE 9.4 CONDITIONS DE DEPOT D'UN AMENDEMENT

1. Tout représentant d'un membre du Conseil peut présenter des amendements aux propositions soumises au Conseil de Développement.

CHAPITRE 10 CONSULTATION DE PARTENAIRES ET/OU AUDITION D'EXPERTS

ARTICLE 10.1 CONSULTATION – GROUPE THEMATIQUE

Par décision du bureau, des personnalités et des organismes (experts, cabinets d'études, ...) n'appartenant pas au conseil de développement, peuvent être associés à titre consultatif, aux travaux des groupes thématiques.

ARTICLE 10.2 CONSULTATION BUREAU OU ASSEMBLEE PLENIERE

A l'initiative du Président, toute personne étrangère au Conseil de Développement, mais dont le concours est utile à la bonne exécution de ses travaux, peut être appelée, à titre consultatif, à participer à ses réunions.

CHAPITRE 11. RELATIONS AVEC LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SOPHIA ANTIPOLIS

ARTICLE 11.1 MODALITES DE SAISINE PAR LE PRESIDENT DE LA CASA

1. La CASA notifie à la Présidence du Conseil de Développement les demandes d'avis.
2. Le Président du Conseil de Développement peut demander au Président de la CASA, de rencontrer les services concernés par les travaux à venir et de pouvoir consulter les documents nécessaires.

ARTICLE 11.2 RELATION AVEC LA CASA

1. Les élus de la CASA, et en particulier les Vice-présidents, peuvent être sollicités pour participer aux travaux du Conseil de Développement.

ARTICLE 11.3 RAPPORT FONCTIONNEL ENTRE LA CASA ET LE CDD

1. La Communauté d'Agglomération met à la disposition du Conseil de Développement, un cadre, dont le rôle est d'assurer la direction administrative de l'instance. Pour mener cette mission, ce Directeur Administratif est assisté d'un agent à temps partiel.

Le Directeur Administratif aide le Président du Conseil de Développement dans l'exercice de ses missions. A ce titre, et notamment:

- ✓ Il participe aux travaux budgétaires du CdD et supervise avec le Président l'exécution du budget.
- ✓ Il participe aux travaux préparatoires aux Bureaux et aux assemblées plénières.
- ✓ Il assure le lien entre les différentes directions de la Communauté d'Agglomération et le CdD.
- ✓ Il s'assure que le Conseil de Développement soit opportunément dans les circuits d'information, de travail ou même de décision de la CASA. Il veille à ce que le Conseil de Développement soit intéressé suffisamment en amont de certains projets pour pouvoir jouer son rôle de relais auprès de la population. Ainsi, le Conseil de Développement est intégré aux différentes étapes qui jalonnent le déroulement des projets concernés.
- ✓ Il veille à ce que la Communauté d'Agglomération transmette au Conseil de Développement l'ensemble des documents qui sont de nature à faciliter ses travaux et en fonction de l'actualité des sujets, il propose l'organisation de réunions thématiques avec les Directions de la CASA.

2. Chaque année le Directeur du CdD prépare et présente un projet de budget à la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis. Cette préparation s'inscrit dans le calendrier d'élaboration budgétaire de l'agglomération. Une fois voté, le Conseil de Développement dispose de ce budget pour mener à bien ses missions en toute autonomie, et ce, conformément aux règles financières et juridiques applicables.

CHAPITRE 12. REPRESENTATION EXTERIEURE DU CONSEIL DE DEVELOPPEMENT

ARTICLE 12.1 DESIGNATION

1. Le Président est le représentant permanent du Conseil de Développement et a tout pouvoir de se faire représenter par un membre du Bureau. Cependant le Bureau peut désigner parmi les membres du Conseil de Développement des représentants qui participeront au nom du Conseil à des groupes de travail extérieurs, commissions administratives et organismes divers, dans lesquels le Conseil de Développement peut être invité à siéger.

ARTICLE 12.2 MANDAT

1. Les représentants extérieurs du Conseil ainsi désignés représentent le Conseil de Développement dans ces instances. Ils peuvent y prendre des responsabilités statutaires sous réserve de l'accord du Bureau, et ils y exposent les analyses et positions du Conseil de Développement.

ARTICLE 12.3 FONCTIONNEMENT

1. Autant que de besoin, les représentants extérieurs soumettent aux groupes thématiques les affaires qui sont traitées dans ces instances extérieures, afin de recueillir la position du Conseil, et rendent compte des travaux auxquels ils ont participé.

ARTICLE 12.4 LES INSTANCES

1. Le Président du Conseil de Développement peut négocier avec des organismes comparables aux Conseils de Développement la création de nouvelles instances au niveau départemental, régional ou national et en définir les conditions de la représentation. La décision sera soumise à l'accord du Bureau.

CHAPITRE 13.DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 13.1 MODIFICATION DU FONCTIONNEMENT DU CONSEIL DE DEVELOPPEMENT

1. La modification du fonctionnement du Conseil de Développement est instruite par le Bureau et transposée dans le règlement intérieur.

ARTICLE 13.2 MODIFICATION DU REGLEMENT INTERIEUR

1. Les modifications du règlement intérieur relèvent du bureau et sont soumises à validation en séance plénière.

ANNEXE 1 LISTE DES ORGANISMES, INSTITUTIONS ET ASSOCIATIONS MEMBRES DU CONSEIL DE DEVELOPPEMENT.



CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT DE LA
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE SOPHIA ANTIPOLIS

AVIS DU GROUPE DE TRAVAIL « AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE »

Rédigé par
Stéphane NEDONSEL Vice-Président en charge du groupe AT,
Ugo POCHY (TraViSA) et Cynthia RONDELLI (UNice).

AMÉNAGEMENT DE CHEMINEMENTS PIÉTONNIERS SUR LE TERRITOIRE DE LA CASA

AVIS proposé au vote de l'assemblée plénière du conseil de développement réunie
le 24 mai 2016

PRÉAMBULE :

La ville est fille du commerce et de l'échange dit-on souvent. Elle permet le maximum d'interactions sociales et économiques pour un minimum d'efforts nécessaires à réaliser l'échange.

Au fur et à mesure de sa croissance, la densité et la mobilité lui ont permis de garder cet avantage. En prenant le pas sur la campagne, elle a encore accentué son développement. Aujourd'hui, avec les facilités de communication, les grandes métropoles et les grappes de ville suffisamment proches marginalisent les villes moyennes isolées.



La mobilité facilitée déclenche des dynamiques territoriales aux diverses échelles géographiques.

A l'échelle urbaine, aller plus vite pour un coût moindre a déstabilisé les équilibres dont la ville résultait, provoquant son étalement et son éparpillement.

Pour en minimiser les effets pervers que sont la pollution, la congestion, la ségrégation et la désolidarisation, il paraît indispensable de créer de nouvelles conditions d'exercice d'un pouvoir urbain local.

Il existe aujourd'hui **de multiples initiatives en faveur du développement de la marche**. Elles rappellent que ce développement est désormais un objectif commun poursuivi par les ministères respectivement en charge du développement durable et de la santé, par un nombre croissant de collectivités et par le milieu associatif.

L'Inpes souhaite faire réfléchir en termes de temps, non de distance

 Mairie	10 min
 Centre historique	8 min


L'Inpes a mené en novembre 2010 une campagne de communication télévisée et d'affichage pour promouvoir l'activité physique dans le Programme national nutrition santé (PNNS) et présenter les modes actifs pour assurer à chacun 30 minutes de marche rapide par jour.

L'Inpes a également élaboré un projet événementiel, en installant une signalisation piétonne dans neuf villes en France. La signalisation consistait en un fléchage d'itinéraires exprimés en temps de trajets à pied et non plus en distance. Les panneaux de signalisation ont été installés sur des emplacements loués aux commerces de proximité et dans les gares.

L'évaluation a montré un bon accueil de ce dispositif par les citoyens, par exemple :

- 91 % des habitants ayant déjà vu les panneaux ont déclaré les apprécier ;
- 87 % les ont jugés utiles pour les citoyens en général, et 69 % pour eux en particulier ;
- 16 % des citoyens concernés par le dispositif ont déclaré avoir déjà changé certains de leurs comportements de déplacements.

Afin d'apporter un soutien aux communes intéressées par ce principe de signalisation piétonne, l'Inpes et le ministère de la Santé ont élaboré un « kit d'appui » aux collectivités locales, téléchargeable sur www.mangerbouger.fr/pro



Cerema

PLU et déplacements

Modes actifs

Les déplacements à pied et à vélo sont stratégiques pour le développement équilibré d'un territoire car ils représentent un potentiel important de report modal pour les déplacements courts. En effet, selon l'Ademe, « 1 trajet en voiture sur 2 est inférieur à 3 kilomètres. Faire 500 mètres à pied prend 8 minutes, évite la recherche de place de stationnement et les problèmes de surconsommation et de pollution liés au démarrage. Pour parcourir jusqu'à 5 kilomètres, le vélo est le mode de transport le plus rapide ! ».

trafics supportés par les voies traversantes. Certains PLU évoquent les temps d'accès aux pôles alentours (par la voiture le plus souvent) mais ils restent rares à exprimer les enjeux de mobilité en temps de parcours ou en distance.

Les PLU les plus aboutis en matière de déplacements sont ceux qui évoquent de façon approfondie les modes actifs aussi bien dans le diagnostic que dans la mise en œuvre. Mais, si l'offre (cheminements, itinéraires) est bien détaillée, les pratiques sont peu analysées.

POURQUOI

1. Pourquoi vouloir favoriser la marche ?

Nous pourrions nous en tenir au simple argument du plaisir de marcher pour promouvoir la marche en ville. Il est cependant important d'avoir également à l'esprit le très large éventail des bénéfices individuels et collectifs locaux et nationaux à tirer du développement de la marche.

Il s'agit de rappeler ici les grands enjeux qui font l'objet de programmes de développement impliquant les ministères et organismes nationaux.

1.1. La marche dans les politiques de réduction de la pollution

La réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) et de polluants, grâce à un report même modeste des déplacements motorisés, ne peut être négligée.

D'autant que la surconsommation et le mauvais fonctionnement des équipements de dépollution des véhicules sur les trajets courts – souvent réalisés moteur froid – génèrent une pollution locale bien réelle.

Aussi, la marche a sa place dans la politique de transport en France : la loi de programmation du 3 août 2009 relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement stipule dans son article 13 que « l'État encouragera, dans le cadre des plans de déplacements urbains, la mise en place de plans de déplacement d'entreprises, d'administration [...], de l'autopartage et du télétravail, **de la marche et du vélo** ».

La marche est également favorisée dans l'action 14 du deuxième Plan national santé environnement (PNSE2). Elle apparaît également dans le Plan particules qui vise à réduire les GES produits pour partie par les déplacements motorisés et ainsi améliorer la qualité de l'air. Ces plans sont déclinés en régions dans les Plans régionaux santé environnement (PRSE) et les Schémas régionaux climat air énergie (SRCAE).

1.2. La marche dans les politiques de santé publique

Le ministère de la Santé mène une politique d'encouragement à la pratique d'une activité physique régulière et des modes de déplacements sains et actifs, du fait de leur importance majeure en termes de prévention des risques.

Ainsi, de nombreux plans destinés à l'amélioration de la santé publique intègrent l'objectif de développement de la marche.

En effet, faire au moins 30 minutes d'activités physiques par jour permet de prévenir un certain nombre de pathologies chroniques : d'abord l'obésité, mais aussi les maladies cardiovasculaires, respiratoires, les cancers, les diabètes, la dépression, etc.

Marcher régulièrement est donc un facteur indiscutable d'amélioration de la qualité de vie et d'augmentation de l'espérance de vie.

1.3. La marche a acquis une reconnaissance internationale

À l'échelle internationale aussi, le développement de la marche est pris en compte, par exemple dans le Programme paneuropéen sur les transports, la santé et l'environnement (PPETSE) créé en 2002 par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Organisation des nations unies (ONU), réunissant 52 États. Les actions de ce plan en faveur de modes actifs de déplacements ont été renforcées après l'adoption de la déclaration d'Amsterdam en 2009.

Autre exemple, le rapport « Piétons : sécurité, espace urbain et santé » (OCDE/FIT 2011) élaboré récemment par un groupe d'experts internationaux représentant dix-neuf pays, sous l'égide du centre de recherche du Forum international des transports, au sein de l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE).

Constatant les nombreux bienfaits de la marche, ce rapport souligne son importance en tant que maillon essentiel de la mobilité quotidienne et la nécessité vitale de politiques publiques visant à promouvoir la marche à tous les niveaux.

1.4. Permettre de marcher plus pour gagner plus

La marche est bonne pour le commerce !

Dans l'étude « commerces et zones à priorité piétonne, anticiper les effets possibles », le bureau Archi'urba, missionné par le Certu, démontre que **piétons et cyclistes sont de meilleurs clients que les automobilistes**.

La fréquentation des commerces de proximité constitue une bonne occasion de marcher en ville et de redécouvrir un moyen de déplacement commun à l'ensemble de la population.

Si pendant les décennies du tout-voiture, les pratiques d'achat étaient principalement tournées vers les centres commerciaux périphériques, le vieil adage « no parking, no business » n'est aujourd'hui plus la règle absolue : la grande distribution multiplie les magasins de petites et moyennes surfaces, réinvestit le centre des villes et les quartiers. La présence de ces supérettes redonne parfois vie à certains pôles de commerce de proximité et la vie de quartier peut ainsi se réorganiser et redonner le goût de marcher.

1.5. D'autres impacts trop peu valorisés

Les politiques publiques locales ont souvent des impacts économiques réels insoupçonnés qui vont bien au-delà de la réduction des dépenses publiques : accessibilité aux services, économies directes pour les usagers, plus-value induite par l'amélioration du cadre de vie ou animation locale génèrent des effets positifs monétisables.

De même, les avantages – en termes d'équité et de cohésion sociale – procurés par le développement de l'accessibilité à pied aux services et aux transports sont insuffisamment valorisés, alors qu'une partie de la population, non motorisée et résidant dans des quartiers enclavés, peut rapidement se retrouver en situation d'exclusion.

Les enjeux liés au développement de la marche sont multiples, tant à titre individuel que collectif : les acteurs publics en sont de plus en plus convaincus. Pour les convaincre qu'ils peuvent réussir, il peut être utile d'apporter un éclairage sur leurs marges de progrès.

2. Pour qui ?

La dernière Enquête nationale transports et déplacements (ENTD) et les Enquêtes ménages déplacements (EMD) montrent la diversité des pratiques de la marche et prouvent que des perspectives de développement significatives apparaissent bel et bien.

Le développement de la marche est crédible.

Après une forte baisse les décennies précédentes

- chute de la part modale de 40 % au début des années 1980 à 27 % au début des années 2000
- la stabilité apparente de la marche dans la dernière décennie cache en fait une double réalité : la part de la marche continue de baisser dans les zones périurbaines et les villes petites et moyennes tandis qu'elle augmente depuis le milieu des années 2000 en zone dense des grandes villes.

Faire progresser la pratique de la marche est donc possible pour certains déplacements. **Pour des déplacements ne dépassant pas 1 km**, la part modale de la marche atteint près de 80 % dans les centres villes : la marge de progression est donc faible. Or, les résidents des périphéries ont largement recours à la voiture, alors que nombre de leurs déplacements ont courts et ne s'inscrivent pas majoritairement dans des programmes d'activités complexes : des reports sont donc bel et bien envisageables à condition de trouver les bons leviers.

Au-delà du kilomètre, la part de la marche chute rapidement. Cependant, de nombreux déplacements de moyenne et longue distance peuvent s'effectuer en inter-modalité avec la marche.

2.1. Les bons marcheurs... et les autres

La pratique de la marche selon les individus est très variable.

Un jour donné, ce sont près de 40 % des personnes qui ne se déplacent pas du tout à pied !

L'immobilité totale un jour donné n'en explique que 10 %.

Les différences de pratique de la marche sont également flagrantes selon l'âge et le sexe des personnes. Les jeunes et les personnes âgées marchent plus, et surtout pour toutes les tranches d'âge la part modale de la marche est plus forte (d'environ 5 %) pour les femmes. Si certains facteurs peuvent être avancés (disponibilité d'un autre mode de déplacement, type de déplacement), il y a aussi une part due aux habitudes dans ces comportements.

2.2. La marche et les transports en commun, le ticket gagnant

S'agissant de la marche de rabattement vers les autres modes de déplacements, il est fréquent de marcher 300 mètres pour prendre un autobus, un car ou un tramway, alors qu'un conducteur de véhicule particulier parvient à le stationner à 50 mètres de sa destination, moins encore pour un conducteur de deux-roues motorisés.

Se déplacer à pied est donc en réalité une pratique très contrastée, qui demande à expliquer ces différences de comportements et **proposer des outils pertinents afin de débloquent les freins à la pratique de la marche.**

COMMENT

3. Améliorer concrètement le sort des piétons : comment faire ?

Il s'agit ici de rappeler les besoins essentiels des piétons, et de mettre en avant ce que peuvent faire les collectivités en matière de programmation, planification, modération des vitesses, rabattement vers les transports en commun, maillage, etc.

3.1. Des besoins et des préconisations déjà largement documentés

Pour répondre aux attentes des piétons actuels et potentiels, il est nécessaire de bien les connaître, par exemple via les publications récentes de l'OCDE (OCDE/FIT 2011) ou de l'action COST 358.

Ces publications ont remis en avant le concept des « 5C » publié par Gardner à Londres en 1998 : convivialité, commodité, connectivité, confort, clarté.

Elles mettent également en évidence le besoin fondamental de sécurité et rappellent que le principe d'une conception de cheminements destinés non pas aux piétons moyens mais aux plus vulnérables est un gage d'efficacité de toute politique en faveur de la marche.

En France, l'ENTD de 2008 montre que 6 % des personnes de 18 ans et plus déclarent être gênées pour marcher quelques centaines de mètres et 41 % des ménages **estiment que les trottoirs et les carrefours à moins de 1 km de leur domicile ne sont pas aménagés pour se déplacer à pied en sécurité.**

Les préconisations des publications internationales sont donc tout à fait adaptées à l'Hexagone.

3.2. Des évolutions réglementaires sur lesquelles s'appuyer

La création de la zone de rencontre et la redéfinition de l'aire piétonne et de la zone 30 par un décret du 30 juillet 2008 ont sans doute redonné un élan aux approches globales de hiérarchisation et de modération de la vitesse, favorables à la sécurité des piétons (cf. Techni.Cités n° 162).

Autre avancée majeure de ce décret, l'introduction du principe de respect et de prudence du plus fort vis-à-vis du plus faible, condition incontournable d'un meilleur partage de la rue en toute sécurité.

Puis le décret du 12 novembre 2010 a permis d'affirmer la priorité au piéton régulièrement engagé dans la traversée d'une chaussée ou manifestant l'intention de le faire, de clarifier les règles d'usage des trottoirs par les conducteurs et de reconnaître le « trottoir traversant ».

Enfin, l'arrêté du 6 décembre 2011 modifiant l'instruction interministérielle de signalisation routière (IISR) a donné une assise réglementaire aux **signalisations spécifiques pour aider les piétons** à se repérer et à **se déplacer**. Une signalisation directionnelle à l'usage des piétons peut être mise en place sur la voirie urbaine pour signaler les pôles, équipements et services présentant un intérêt particulier, et il est aussi désormais possible de **signaler les impasses comportant une issue pour les seuls piétons**.

3.3. Bien comprendre le fonctionnement de son territoire, un préalable incontournable

Établir un diagnostic, exploiter les données, analyser le terrain et notamment les coupures, voilà la base de toute démarche. Cette démarche est bien entendu facilitée si l'on dispose d'une EMD pour en tirer une analyse détaillée sur la marche comme l'a fait par exemple l'Agence d'urbanisme de Strasbourg (ADEUS). Mais nul besoin d'être une grande collectivité pour se lancer :

La Chapelle-Glain, commune de 850 habitants en Loire-Atlantique, à partir d'une simple étude de sécurité et des besoins de cheminements piétons en 1996, a su ensuite **bâtir un véritable plan piéton** et le faire vivre.

Autre outil de diagnostic, celui des zones d'accessibilité à pied des stations de transports en commun, baptisées « ZAP » à la communauté urbaine de Lille. Ces cartes font apparaître clairement les coupures pénalisantes pour les candidats piétons.

Enfin, **les marches exploratoires avec les habitants constituent un outil de diagnostic** aussi efficace qu'innovant : elles permettent de se rendre compte des dysfonctionnements directement sur le terrain et d'expérimenter des situations particulières comme les déplacements à pied de nuit (cf. Techni. Cités n° 226). Les collectivités qui ont déjà réalisé de telles marches, comme Rennes ou Nice avec des seniors par exemple, se sont aperçues notamment que les piétons manquaient de repères et que certains points « durs » d'insécurité ressentie subsistaient

3.4. S'engager dans la durée

Inscrire dans des documents opposables, planifier, financer : comme pour toute action publique, une démarche de développement de la marche ne produira ses effets **qu'à condition de s'inscrire dans la durée**, avec une garantie de soutien et d'investissement pérenne.

Il s'agit d'un choix sans rapport avec la taille de la collectivité :

le plan piéton de La Chapelle-Glain est inscrit dans son PLU ainsi qu'au PADD, ce qui lui donne un caractère prescriptif,

le plan piéton en 10 points de la ville de Strasbourg : « Strasbourg, une ville en marche », une première dans une grande ville en France. Ces 10 points constituent désormais la référence pour toutes les opérations de voirie et d'urbanisme sur le territoire communal.

Agir globalement, c'est l'approche gagnante.

CONCLUSION :

Redécouvrir le territoire par les sentiers pédestres

Espace piétonnier, **maillage fin de cheminements confortables et de qualité**, espace public invitant au séjour, modération des vitesses et aménagements de sécurité, signalisation de repérage et de guidage, rabattement vers les TC, etc. :

Les actions en faveur d'une politique d'aménagement et de gestion favorable aux piétons sont légion et la boîte à outils techniques et réglementaires est bien garnie.

Chaque collectivité peut se lancer en fonction de ses enjeux et de ses objectifs propres, même modestement, en se disant que chaque pas compte !

Il nous faut donc trouver un juste milieu que représente la "transition urbaine" :

Entre ville pédestre ville condensée à métrique piétonne (le "walking city") et la ville motorisée, ville éparpillée voire éclatée à métrique principalement automobile,

Entre la ville héritée, jouant de la densité et de la proximité, et la ville déployée mais aussi fragmentée ou même éparpillée.

Pour aller plus loin, nous pouvons nous poser la question du bien-fondé de l'existence des grands centres commerciaux périphériques.

Ils sont bien souvent dissociés des fonctions résidentielle et récréative, ne sont plus en mesure de jouer leur rôle structurant et remettent en cause la centralité qui était inhérente à la structure commerciale du centre-ville.

Ils obligent la construction de gigantesques parking, encouragent l'utilisation de la voiture et tuent les liens sociaux qui existaient dans la population qui se rendait chez les commerçants indépendants.

Attendu que l'Etat préconise le développement et l'amélioration des modes de déplacements sains et actifs

Attendu que le la CASA, doit être moteur dans le département du fait d'être le territoire de la 1^{ère} technopôle d'Europe

Attendu que le Territoire de la CASA avec les nouvelles limites de son EPCI s'est muni de Chartes.

- Charte de l'environnement et de Développement Durable pour l'Agglomération et Convention ;

Vu les impacts positifs sur l'économie, l'environnement, le social et la santé qu'a le développement de la pratique de la marche,

Vu la portée du Plan Climat

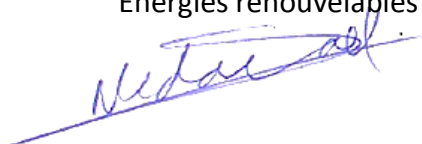
e CDD CASA souhaite que la CASA encourage le développement de cette pratique de déplacement.

Ainsi, nous préconisons :


- **Que la CASA, étudie sur son territoire toutes les liaisons pouvant être créées, améliorées, ... afin de réaliser un véritable maillage de liaisons piétonnières pour connecter les différents quartiers, centres urbains, services.**
- **Que la CASA mène des actions :**
 - **De sensibilisation :**
 - « Marchez 30 minutes par jour c'est bon pour votre santé »,
 - « Redécouvrez votre ville par les chemins de traverses »,
 - « Pour faire moins de 1500 m pensez à vos pieds vous irez plus vite et économiserez de l'argent »
 - **D'information (distribution de plan indiquant tous les chemins pour se rendre d'un point à un autre, ...)**
 - **De signalisation : pose de poteaux indiquant les directions et les temps de parcours, installation de plan ...**
 - **De mise en valeur du patrimoine accessible à pieds : bords de la brague, bords du Loup, Acqueduc Romain, ...**
- **Que la CASA inscrive ces préconisations dans son PDU en cours de révision,**
- **Que la CASA publie un état d'avancement de la construction de ce réseau au travers de la diffusion d'une carte du réseau (internet ou papier) dans tous les lieux publics.**

SOPHIA ANTIPOLIS, le 07 Avril 2016

Stéphane NEDONSEL, Vice-Président
Groupe Aménagement du territoire,
Energies renouvelables



Bernard TOMASINI,
Président du Conseil de Développement de la
Communauté d'Agglomération de Sophia Antipolis

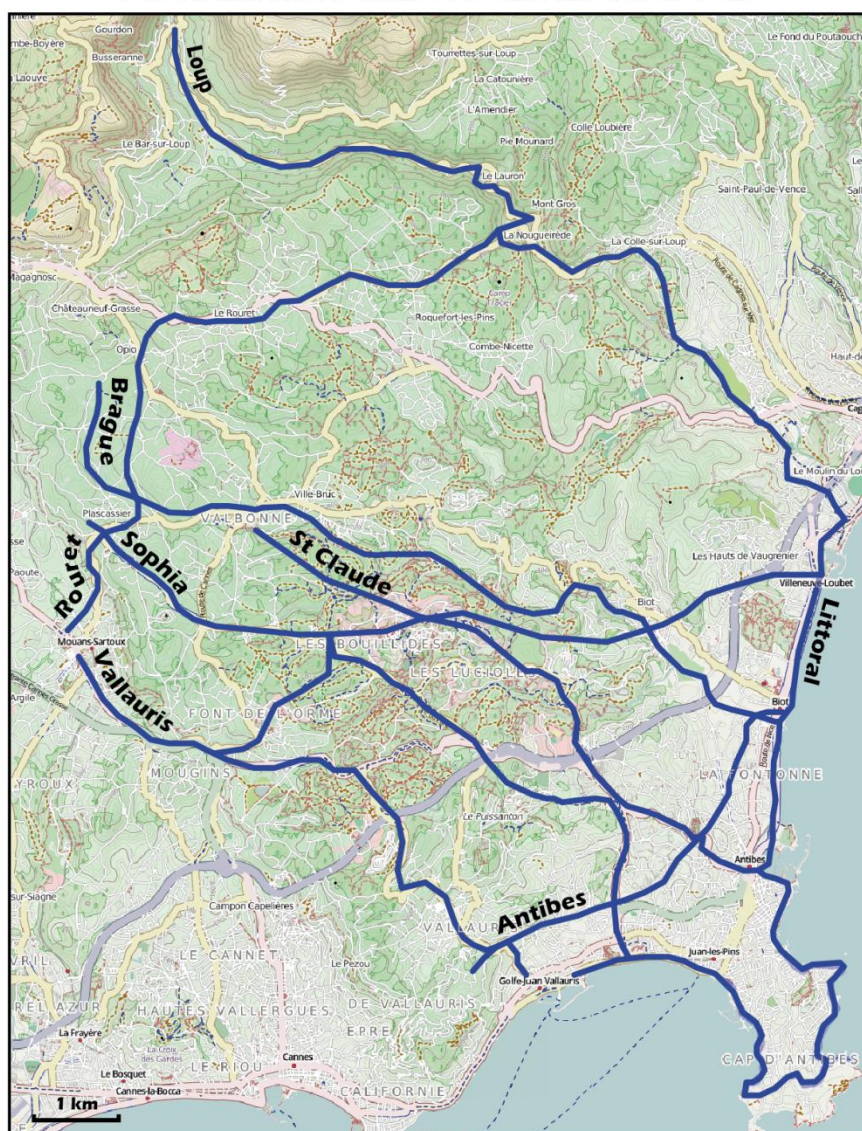


ANNEXES

AMÉNAGEMENT DE CHEMINEMENTS PIÉTONNIERS

SUR LE TERRITOIRE DE LA CASA

PROPOSITION CHEMINEMENTS PIÉTONNIERS ET CYCLABLES



Procédure type

1) Déterminer les lieux d'intérêt local

- Equipements privés ou publics et services locaux.
- Définir leurs niveaux d'importance

2) Etablir un plan de jalonnement en mettant en place des éléments de signalétique de pré-signalisation et de signalisation de position

- Depuis le lieu d'attrait, implanter des panneaux pour guider les visiteurs.
- Respecter les règles de visibilité et de lisibilité spécifiques à la signalétique : hauteur de caractère, choix des couleurs, niveau de rétroréflexion...



3) Repérer le visiteur via une carte générale

- Implanter un Relais Info Service ou une borne interactive afin que le visiteur se situe dans la ville.



Lexique :

ENTD : Enquête nationale transports et déplacements

EMD : Enquête ménages déplacements

PQN : Pedestrian quality needs

INPES : Institut national de prévention et d'éducation pour la santé.

GES : Gaz à eff et de serre

Trente ans de pas perdus !

Par Jean-Marc Offner.

Le piéton est de retour ! Comprendre cet engouement consensuel implique d'invoquer les "modes doux", ambition affichée de tout plan de déplacements urbains politiquement correct. À l'heure de la sobriété énergétique et de la chasse aux gaz à effet de serre, vélo et marche ont logiquement la cote. Les urbanistes ne sont pas en reste qui, du new urbanism américain à "la ville des courtes distances" allemande, font de l'agglomération compacte le modèle de la gestion urbaine durable. Enfin, les soucis d'urbanité soulignent le rôle majeur de l'espace public, lieu privilégié des mixités et des aménités. Jean-Marc Offner, directeur du Laboratoire techniques, territoires et sociétés (LATTs) et professeur à l'École nationale des ponts et chaussées, revient sur l'histoire en zigzag du piéton, si bien considéré avant d'être oublié et à nouveau choyé.

Du marcheur urbain

Par Sonia Lavadinho et Yves Winkin.

Qu'est-ce qui donne envie de marcher, que ce soit pour se rendre à son travail, faire des courses ou aller au cinéma, alors qu'il pleut, que le bus passe à proximité ou que la voiture est garée juste en bas de la porte ? C'est à partir de cette question très classique que Sonia Lavadinho, collaboratrice scientifique, École polytechnique fédérale de Lausanne, et Yves Winkin, sociologue, professeur à l'ENS (Lyon), dégagent quelques-unes des incitations à la marche urbaine. Ils examinent un certain nombre d'aménagements matériels et symboliques susceptibles de lui donner le statut d'un mode de transport à part entière. Qu'ils émanent des pouvoirs publics ou ressortissent à la sphère personnelle, ces aménagements comportent toujours, selon eux, une composante physique et une composante idéelle.

Le Plan Piétons, un concept qui fait ses preuves...

Par Sonia Lavadinho.

Favoriser la marche urbaine, c'est garantir l'attrait, l'animation, la sécurité et la convivialité de la ville tout en veillant à la santé des habitants. Une réappropriation du domaine public par les piétons permet ainsi aux rues et aux places de jouer leur rôle de lieux de rencontre et de vie sociale.

La santé en marchant ?

Par Bengt Kayser

Selon l'OMS, environ 70 % des problèmes actuels de santé dans le monde sont liés au comportement, dont la sédentarité et une alimentation trop riche et inadaptée. S'il y a accord sur ce point, des stratégies efficaces restent à déterminer. Car les facteurs pouvant inciter à une activité physique au quotidien, la marche ou le vélo par exemple, sont complexes et multiples. Analyse par le professeur Bengt Kayser, MD, PhD, Institut des sciences du mouvement et de la médecine du sport, Université de Genève, Suisse.

Chemins de traverse et lignes de désir

Analyse de Sonia Lavadinho, collaboratrice scientifique, École polytechnique fédérale de Lausanne

Le marcheur urbain, qu'il flâne ou qu'il se rende d'un pas pressé à sa destination, compose une partition qui lui est propre. Le degré d'intégration des piétons dans une ville et, partant, la cohésion de son réseau pédestre varient avec le degré de porosité de ses espaces publics et le degré de connectivité de ses rues. Regroupant des spatialités autant que des temporalités mouvantes, dont le sens est donné à interpréter à leurs usagers, ces territoires sont dès lors fréquentés par le plus grand nombre et deviennent des "espaces publics centraux". En ce sens, le détournement des dispositifs d'aménagement par des pratiques imprévues et différenciées est souvent signe d'une vitalité propre au caractère centripète de ces espaces, vitalité qui tient aux degrés de liberté offerts.

Confort urbain et intensité poétique

Interrogations et propositions par Jean-Pierre Charbonneau, urbaniste, consultant en politiques urbaines ou culturelles

À première vue, la marche apparaît comme une activité qui fait consensus. Qui pourrait être contre et serait assez fou pour vouloir en entraver l'exercice ? On en célèbre même le caractère poétique. La marche serait-elle un non-problème ? Rien n'est moins sûr car, paradoxalement, la place de la mobilité piétonne est bien peu prise en compte dans les projets publics.

Sources :

<http://www.marseille-tourisme.com/fr/decouvrir-marseille/decouverte-de-marseille/itineraires-pedestres/>

Numéro spécial du magazine « Urbanisme » : Marcher

<http://www.urbanisme.fr/issue/report.php?code=359>

http://www.cergyponoise.fr/upload/docs/application/pdf/2013-07/developper_la_marche_en_ville_pourquoi_et_comment.pdf

Entreprise spécialisée en signalisation locale urbaine

<http://www.lacroix-signalisation.com/fr/france/solutions/en-centre-ville/jalonnement-local/>

Plan d'action mobilités actives (PAMA)

http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/PAMA_revele_de_decisions_comite_de_pilotage_5_mars_2014.pdf



CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT DE LA
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION SOPHIA ANTIPOLIS

AVIS DU GROUPE DE TRAVAIL « ÉCONOMIE & EMPLOI »

Rédigé par
Jean-François CARRASCO, Vice-Président en charge du groupe

LES ENTREPRISES ET LEUR TERRITOIRE

RETOUR DU COLLOQUE INTERENTREPRISES
DU 19 MARS 2016

AVIS proposé au vote de l'assemblée plénière du conseil de développement réunie
le 08 juin 2017

PRÉAMBULE :

Par sa composition, la structure qu'est le Conseil de Développement (CdD) exprime la richesse et la diversité du territoire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (CASA).

Sous la forme d'un Colloque, le groupe de travail « Économie & Emploi » a voulu donner l'opportunité à ces acteurs, qui se méconnaissent, de se parler et d'être les uns et les autres autant de miroirs des forces et des faiblesses individuelles et collectives présentes sur notre territoire.

A l'initiative de la présidence du groupe, le colloque interentreprises nommé « *les entreprises et leur territoire* » a été structuré par quatre tables-rondes. Soit, quatre angles de vue à offrir à notre volonté d'analyse, de partage et de prospective ; Quatre mises en perspective permettant de se dire et de partager avec les élus du territoire, tout le constat factuel et la projection raisonnable qui peut être faite du territoire, à la lumière de l'expérience et de la lecture de chacun. Ou encore, quatre opportunités de mettre à contribution des experts extérieurs ainsi que le public.

Ces quatre tables-rondes étaient :

- **Promotion économique du territoire** : en fait-on assez et le fait-on dans la bonne direction? Les acteurs économiques et institutionnels se rejoignent-ils dans l'effort? Les élus sont-ils assez informés?
- **Gestion Prévisionnelles des Emplois et des Compétences Territoriaux (GPECT)** : le territoire vit-il de façon coordonnée les constats relatifs à la demande économique et ceux tirés de l'état de l'offre formative?
- **Small Business Act Local (SBA)** : comment dans le respect du CMP faire en sorte que les chaînes de décision budgétaires et contractuelles favorisent les acteurs de proximité?
- **Risques et économie locale** : conjoncturel ou naturel, le risque plane sur le présent et le futur économique de tout territoire. Comment l'appréhender avec lucidité?

Cet exercice collectif a fixé, à un moment de la vie du territoire, des avis d'experts et les retours du public présent. Il débouche ici en une série de faits synthétiques accompagnés de propositions d'actions que le Conseil de Développement entend soumettre aux élus comme expression de la « force de proposition motivée » qu'il est depuis le premier jour de sa constitution.



1. LA PROMOTION ÉCONOMIQUE DU TERRITOIRE

1.1. L'objectif de cette table –ronde :

Cette première table-ronde souhaitait rassembler un ensemble d'acteurs du territoire pour assurer, par une politique commune de communication et de promotion, l'attractivité de celui-ci auprès des entreprises et des touristes. Il s'agit également de valoriser les atouts de l'agglomération auprès de ses habitants.

1.2. Les grandes idées de cette table-ronde :

- Le territoire de la CASA s'inscrit dans un périmètre touristique et économique plus large qu'est celui de la Côte d'Azur avec bon nombre d'atouts (une méga-université, une technopole, des entreprises de pointe et innovantes, pépinière et télépépinière, un aéroport, des plages, un arrière pays plus rural, des PNR, ...). La promotion de ce territoire relativement dynamique ne peut être qu'efficace que si l'ensemble des acteurs de l'économie (aux différentes échelles territoriales) se rassemble dans l'intérêt commun de le valoriser ;
- Certes le tourisme joue un rôle important dans l'économie locale mais l'industrie lui est supérieure en terme de chiffre d'affaire dans le département. Pourtant, à date, ceci n'est pas assez visible ou lisible dans la communication sur le territoire ;
- Les nouvelles technologies, les réseaux sociaux, l'organisation d'événements annuels, l'identification de pépites et les prix sont des outils pour promouvoir et faire connaître le territoire du local à l'international ;
- Il serait souhaitable de développer des outils de mesure de la communication ;

1.3. Les propositions d'action du Conseil de Développement :

Les membres du CdD représentent la palette des éléments constitutifs de « l'équation du territoire ». Nous offrons aux élus la force de mettre en œuvre, avec pragmatisme et volontarisme, le travail d'une identité d'« Ambassadeurs de la CASA ».

L'identité territoriale, si elle bénéficie de ceux qui sont élus ou engagés pour la servir, doit pouvoir compter sur le travail de chacun. C'est une forme de « patriotisme économique » qui est à développer. La fierté d'avoir réussi et de pouvoir imaginer que cette générosité du territoire a pour ambition de se transmettre aux générations suivantes et de rendre encore plus durable une affirmation de qualité(s) locale(s).

En passant par l'identification de « pépites » et de « champions », en les illustrant et en les valorisant, le territoire se valorisera lui-même. Cette dynamique de victoire et de fierté doit retomber sur tous.

⇒ Ainsi, il est recommandé la mise en œuvre d'**événements institutionnels de valorisation du territoire économique** avec une politique de médiatisation forte (BFM, news magazines, presse internationale...), et accompagné de la mobilisation de la collectivité pour aller vers un **Small Business Act Local** respectueux des contraintes du Code des Marchés Publics (CMP).

TABLE RONDE 1 :

Promotion économique du territoire

INTERVENANTS :

UMIHO6 ANTIBES

ALAIN PALAMITI

PRÉSIDENT DES PLAGISTES ET
RESTAURATEURS D'ANTIBES

TEAM CÔTE D'AZUR

JACQUES LESIEUR

DIRECTEUR

CCI CÔTE D'AZUR

JEAN PIERRE SAVARINO

VICE-PRÉSIDENT

2. LA GESTION PRÉVISIONNELLE DES EMPLOIS ET DES COMPÉTENCES TERRITORIAUX (GPECT)

2.1. L'objectif de cette table –ronde :

Il est important pour le développement du territoire de créer un lien, un échange entre le monde de l'entreprise et celui de la formation pour que les futurs besoins en personnel des entreprises soient en adéquation avec les formations proposées par les créateurs de compétences (l'université et les écoles). Dans cette démarche gagnant-gagnant, il s'agit d'équilibrer sur le bassin d'emploi le jeu de l'offre et de la demande.

2.2. Les grandes idées de cette table-ronde :

- Développer un « territoire intelligent et prospectif » en mettant en relation les entreprises et les structures de formation pour que les besoins de l'un correspondent aux offres de l'autre ;
- Anticiper l'évolution des besoins des entreprises celles des parcours, académiques et formatifs qui leurs sont liés ;
- Une bonne relation entre l'offre et la demande sur le bassin d'emploi aide à lutter contre le chômage et la précarité. Elle permet aussi aux diplômés de rester sur le territoire après leur formation ;
- L'économie de demain est une « économie du savoir » et du partage d'information.

2.3. Les propositions d'action du Conseil de Développement :

Notre territoire a évolué en trois temps. D'une économie rurale, il est passé à une prééminence du tourisme et de ses activités dérivées. Puis récemment, il a découvert un équilibre entre cette activité éternelle, le monstre immobilier azuréen et un nouvel arrivant : la Recherche & Développement (R&D) qui surpasse désormais le tourisme.

Au fil de ces trois étapes, il a pu observer, et nous avec, comment la "fabrique des métiers" ne parvenait pas à rattraper cette course permanente. Le tour de table du CdD permet un échange fructueux entre les offreurs d'emplois et ceux qui ont pour mission de former les futurs actifs. On y compte aussi les acteurs du Service de Prospective Economique (SPE) de la CASA à mobiliser au premier rang.

Notre objectif simple est de créer une situation de coopération prospective entre ces parties prenantes de sorte à ce que, à l'échelle d'un territoire de vie, une anticipation – ou du moins une réactivité – puisse se traduire en une pertinence au service des générations à venir et des besoins de l'économie au quotidien.

⇒ Il est donc proposé de renforcer la relation pragmatique entre les acteurs économiques et académiques (de l'alternance au supérieur, par la création d'un « **Observatoire permanent des Compétences** » émetteur de recommandations d'actions et orientations concrètes.

TABLE RONDE 2 :

La GPECT

(Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences).

*l'adéquation
de l'offre
et de la demande*

INTERVENANTS :

REGION PACA

SERGE AMAR / CONSEILLER COMMUNAUTAIRE
CASA & CONSEILLER RÉGIONAL – PRÉSIDENT DE
LA COMMISSION «FINANCES, ADMINISTRATION
GÉNÉRALE ET RESSOURCES HUMAINES»

PÔLE EMPLOI 06

GHISLAINE ELENNIA / DIRECTRICE

UNIVERSITÉ CÔTE D'AZUR (UCA)

JEAN-MARC GAMBAUDO / PRÉSIDENT

VINCI AUTOROUTE ESCOTA

PAUL MAAREK / DIRECTEUR GÉNÉRAL

3. LE SMALL BUSINESS ACT LOCAL (SBA)

3.1. L'objectif de cette table –ronde :

Les entreprises locales doivent pouvoir trouver des débouchés sur le territoire et entre elles afin qu'une quelconque opération soit profitable à plusieurs entreprises locales plutôt qu'à une seule. Il s'agit aussi pour la collectivité d'avoir une autre logique de rationalisation des dépenses en favorisant un système d'économie circulaire local où les dépenses seront amoindries par un retour indirect sur l'investissement.

3.2. Les grandes idées de cette table-ronde :

- Revenir à un système plus naturel et plus durable de contacter son voisin plutôt qu'une personne offrant les mêmes services à plusieurs kilomètres (échange direct, facilite les rendez-vous, renforce l'entraide entre entreprises locales, ...) ;
- Développer un réseau d'entreprises dans un maillage local renforce le sentiment d'appartenance au territoire (dans un contexte où la délocalisation est devenue « facile ») ;
- Importance d'avoir un flux de la connaissance, c'est à dire de connaître qui est présent sur le territoire et quels services sont offerts (réseaux, source en OpenData, ...) ;
- Le Code des Marchés Publics (CMP) et les règles qui régissent la mise en concurrence sont de grands frein au SBA, ils empêchent la mise en place de ce système « gagnant / gagnant » entre entreprises locales. Ils faut donc trouver des solutions permettant de lever les barrières.

3.3. Les propositions d'action du Conseil de Développement :

La CASA est incluse dans une Région qui elle-même se pose la question de l'« équité de proximité » dans le respect du Code des Marchés Publics (CMP).

Les acteurs du CdD souhaitent pouvoir offrir leur soutien aux élus voulant démontrer la cohérence de la composition économique de notre paysage. Cette cohérence peut se traduire au bénéfice d'une forme de circularité transparente de l'économie démontrant la richesse et l'intelligence de notre territoire.

⇒ Le CdD préconise à la collectivité de s'orienter vers l'étude puis l'adoption pragmatique d'un **SBA CASA**, conforme aux efforts et aux travaux de la Région PACA. Par ses membres actifs, le CdD de la CASA peut, sur toute la chaîne de valeur économique, aider à la compréhension et à la popularisation de ce SBA local et ce par l'avancée d'arguments tels que la réduction de l'impact environnemental et la proximité économique.

TABLE RONDE 3 :

*Comment
favoriser le
business local ?*

INTERVENANTS :

C.A.S.A

VINCENT WELTIN

DIRECTEUR COMMANDE PUBLIQUE

GROUPE AZUR TRUCKS

PIERRE IPPOLITO

CO-DIRIGEANT

CNRS

FRÉDÉRIC MARTY

CHERCHEUR AU CNRS

4. LES RISQUES ET L'ÉCONOMIE LOCALE

4.1. L'objectif de cette table –ronde :

Le risque, qui peut être de différentes natures (économique, naturel, technologique, terroriste, numérique, ...), a de terribles conséquences sur le territoire et en particulier sur son économie. Prévoir l'arrivée et l'ampleur d'un risque n'est pas chose évidente. Toutefois, les acteurs du territoire doivent s'y préparer (anticiper) et savoir y faire face (être résilient).

4.2. Les grandes idées de cette table-ronde :

- En cas de crise, pour la gérer au mieux et assurer une résilience du territoire, les acteurs du territoire doivent aller dans la même direction et s'entraider : « la concertation des bons sens » → le partenariat imprévu entre le supermarché carrefour et l'association agréée de sécurité civile a montré son efficacité lors des inondations d'octobre 2015 ;
- Importance des réseaux techniques et humains en cas de catastrophe et d'urgence ;
- Savoir rebondir après une catastrophe avec de l'entraide, des prêts de locaux, un soutien économique, un renforcement de la promotion du territoire (la démarche citoyenne #côtedazur en est un exemple), ... ;
- Le territoire est sans doute porteur de solutions de proximité. Il est donc urgent d'identifier et valoriser puis diffuser et former ;

4.3. Les propositions d'action du Conseil de Développement :

Les actifs composant le CdD représentent une véritable « photo » du territoire et permettent d'appréhender la complexité mais aussi la proximité de ses acteurs. Ils vivent la notion de risque de façons très différentes et à des échelles très diverses.

Le concept de « risque » a été exploré sous des avatars démontrant, aux mains des experts, la variabilité de la question, tout comme celle des mesures préalables ou des actions à mettre en œuvre en cas de survenue.

Le territoire apparaît systématiquement faible et isolé même si l'aléa peut être partagé soit au niveau territorial soit à celui conjoncturel. C'est notamment, la culture du risque permettant de faire face aux aléas, qui manque d'ancrage et de diffusion.

⇒ C'est pourquoi, à la lumière des conseils des experts sollicités tout comme des faits observables par ses membres, il est proposé que soit mis en place un « **Observatoire des Risques** » destiné à anticiper les risques, communiquer dessus et accompagner toute décision. Cette structure doit être au service des élus et des populations.

TABLE RONDE 4 :

*L'impact
des risques sur
l'économie locale*

INTERVENANTS :

JLW CONSEIL

JEAN LUC WYBO

CHERCHEUR AU CNRS

CNRS

FRÉDÉRIC MARTY

CHERCHEUR AU CNRS

CORISK

PIERRE-MARIE SARANT

FONDATEUR

CONCLUSION :

Attendu que la CASA doit être un territoire innovant car, le territoire de la première technopole d'Europe. Que bientôt cinquante ans après sa préfiguration puis lancement, elle demeure une référence mondiale et démontre un solde positif constant d'emplois.

Attendu que dans le mille-feuilles des décisions et des lectures territoriales, la CASA, de part ses caractéristiques, a du mal à faire valoir sa voix au concert des décideurs.

Attendu que la concurrence territoriale commence à ses propres portes ce dit sans la moindre agressivité envers Nice ou Marseille mais sur le simple ton du constat éclairé par l'histoire.

Ainsi, le Conseil de Développement de la CASA, qui se veut être force de propositions, rappelle qu'il recommande à la collectivité la mise en place des actions suivantes :

- Que soit organisé un **événement institutionnel de valorisation du territoire économique**, accompagné d'une politique de médiatisation forte (BFM, news magazines, presse internationale...) et que se mobilise la collectivité pour aller vers un Small Business Act Local respectueux des contraintes du Code des Marchés Publics ;
- Que soit renforcée la relation pragmatique entre les acteurs économiques et académiques (de l'alternance au supérieur), sous l'oeil bienveillant et impliqué de la collectivité, notamment par la création d'un « **Observatoire permanent des Compétences** », émetteur de recommandations, d'actions et orientations concrètes ;
- Que la collectivité se s'orienter vers l'étude puis l'adoption pragmatique d'un **SBA CASA**, conforme aux efforts et aux travaux de la Région PACA. Par ses membres actifs, le CdD de la CASA peut, sur toute la chaîne de valeur économique, aider à la compréhension et à la popularisation de ce SBA local et ce par l'avancée d'arguments tels que la réduction de l'impact environnemental et la proximité économique ;
- Que, à la lumière des conseils des experts sollicités tout comme des faits observables par ses membres, soit mis en place un « **Observatoire des Risques** » destiné à anticiper les risques, communiquer dessus et accompagner citoyens et élus à s'instruire et se préparer.

SOPHIA ANTIPOLIS, le 08 juin 2017

Jean-François CARRASCO, Vice-Président
Groupe Économie & Emploi



Bernard TOMASINI
Président du Conseil de Développement de la
Communauté d'Agglomération de Sophia Antipolis





CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT DE LA
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE SOPHIA ANTIPOLIS

AVIS DU GROUPE DE TRAVAIL « TRANSPORTS ET POLITIQUE DE LA VILLE »

Rédigé par

Alain JUNCKEL, Vice-président du groupe de travail « transports et politique de la ville »

LIGNE NOUVELLE PROVENCE CÔTE D'AZUR ET NOUVELLE GARE OUEST A-M

PARTICIPATION À LA CONCERTATION PUBLIQUE 2016
INITIÉE PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE SNCF RÉSEAU

AVIS proposé au vote de l'assemblée plénière du conseil de développement réunie
le 22 novembre 2016.

AVERTISSEMENT :

Le présent projet d'avis qui est soumis au Conseil de Développement de la C.A.S.A résulte de l'aboutissement d'un travail collectif de réflexion, d'analyse, d'écoute, de débat et de participation, de la part d'un petit noyau assidu de membres du Groupe de Travail « Transports/ Déplacements » du CD CASA.

A ce stade d'élaboration il s'avère donc hasardeux de considérer que le présent avis serait le fruit d'une démarche intellectuelle représentative de l'opinion majoritaire de la société civile.

Dans le cas d'espèce, compte tenu des positions affirmées solennellement par le conseil communautaire de la C.A.S.A le 26/09/2016 d'une part, et par des collectivités locales membres de l'agglomération « Sophia Antipolis » directement concernées d'autre part, le rôle du Conseil de Développement de la C.A.S.A, ne peut donc se limiter qu'à la production d'un simple avis d'information de circonstance destiné au Président de l'agglomération, étant précisé que la procédure de concertation réglementaire en cours permet d'associer à la définition du projet "les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées".

Vu le projet de ligne nouvelle Provence Côte d'Azur et plus particulièrement la section qui traverse le territoire de la C.A.S.A ;

Vu le dossier technique, administratif et financier élaboré par SNCF Réseau et soumis à la concertation publique ;

Vu l'avis émis par la commune de Biot refusant tout passage sur son territoire de la nouvelle ligne « boucle » et souhaitant une reconsidération de la 3ème voie littorale;

Vu l'avis émis par la commune de Valbonne portant à la fois sur le refus d'une gare TGV sur son territoire mais favorable à la poursuite des études sur l'implantation d'une gare TER au cœur de Sophia Antipolis sous réserve que la gare et ses quais soient entièrement souterrains et n'impactent pas non plus la commune de Biot ;

Vu l'avis de la communauté d'agglomération de Sophia Antipolis, pris sous la forme d'une motion, dans sa séance du 26 septembre 2016 par laquelle il est exprimé :

- Le regret de l'abandon du projet de 3ème voie littorale dans sa seconde phase ;
- une interrogation d'un projet dont le coût est estimé aujourd'hui à plus de quatre milliards d'euros dans son hypothèse la moins onéreuse, sans pour autant engendrer de gain de temps pour l'utilisateur du TGV avant 2050 ;
- la dénonciation de l'impact sur l'environnement des scénarii présentés par SNCF Réseau sur les communes de Biot et Valbonne ;
- la demande à SNCF Réseau de proposer une desserte TER de Sophia Antipolis au cœur du technopôle, étayée par des études précises et incontestables, qui n'entraîne pas d'impact environnemental dans les communes traversées.

Face à ces constats, la communauté d'agglomération Sophia Antipolis a émis d'intenses réserves quant à la faisabilité et l'efficacité du projet ainsi proposé par SNCF Réseau.

S'AGISSANT DE LA LIGNE NOUVELLE :

Considérant que le projet consiste à établir, à partir de Nice St Augustin, un tronçon de ligne nouvelle (dénommé : boucle) via le site de Sophia Antipolis ainsi qu'une gare nouvelle, ledit tronçon rejoignant

la ligne Cannes Grasse qu'elle emprunte sur un court trajet avant de se rabattre sur la ligne historique littorale à Cannes-la Bocca ;

Considérant que pour assumer cette disposition, le maître d'ouvrage impose :

- des rampes à 3,5 % incompatibles avec le fret et les matériels ferroviaires classiques ;
- une succession de raccordements de faible rayon (donc parcourables à vitesse limitée) ;

Considérant que la limitation de la capacité TER semi direct de la "boucle" à 2 circulations/heure dans chaque sens apparaît insuffisante dans les créneaux horaires de pointe ;

Considérant la problématique de l'imbrication délicate de l'ensemble des circulations nouvelles (TAGV & TERD) avec les circulations de Cannes-Grasse de la ligne littorale (pour assurer les débouchés vers l'Ouest et le retour vers l'Est) ;

Considérant que pour le cas où la mise à double voie de la ligne Cannes-Grasse ne serait pas acquise (et financée dans le cadre du CPER), l'essor de cette importante antenne serait compromis ;

Considérant que la mise à quatre voies de la gare d'Antibes est indispensables pour assurer conjointement les dessertes TER Littorales et additionnelles de "la Boucle" ;

Considérant que le projet tel que proposé à la concertation serait en majeure partie enterré mais qu'un linéaire de voies ferrées (actuellement inconnu) serait réalisé en aérien, constituant par la même une atteinte irréparable au paysage naturel ;

Considérant que les différents tracés franchissent des obstacles naturels nécessitant la réalisation de viaducs portant irrémédiablement atteinte à l'environnement;

Considérant que le tracé « couleur bleue » suit par endroit le lit majeur de la Valmasque, et le surplombe (en viaduc). Or le débit de la Valmasque a triplé entre 2000 et 2011. Se pose la question de la compensation aux infrastructures pour éviter d'augmenter le risque d'inondation sur la commune de Biot (nécessité de création de bassin de rétention à proximité de la Valmasque) ;

Considérant que ce tracé entrecoupe deux fois la ligne du Bus-Tram reliant Antibes à Sophia ;

Considérant que ce tracé passe dans des secteurs où poussent et vivent des espèces endémiques protégées (faune et flore) ;

Considérant pour le tracé « couleur bordeaux » la ligne passe sur le terrain de l'ex-INPI or il y a deux espèces rares d'orchidées protégées qui poussent à cet endroit ;

Considérant le projet d'extension de la boucle du Bus Tram après 2020 passerait aussi sur ce site ;

Considérant pour le tracé « couleur rose » les terrains du complexe sportif proche CIV sont directement concernés par l'implantation de la future gare ouest au cœur de Sophia ;

Considérant que sont également concernés les étangs de Garbejaire, lesquels jouent le rôle de retenue d'eau lors des épisodes très pluvieux. Leur imperméabilisation ou pire leur disparition aurait un effet aggravant sur la crue aval située sur la commune de Biot ;

Considérant que des ensembles résidentiels sont situés à proximité de ladite zone ;

S'AGISSANT DE LA RÉALISATION DE LA GARE OUEST :

Considérant que cette gare a majoritairement vocation à permettre l'accès au réseau ferroviaire des actifs et étudiants devant se rendre sur le site de Sophia Antipolis;

Considérant que l'attractivité tant professionnelle qu'universitaire du technopôle attire un public d'environ 40 000 personnes sur l'ensemble du site;

Considérant qu'une étude initiée par Sophia Club Entreprises, dans le cadre de l'élaboration d'un plan de déplacement inter entreprises, a permis de géo localiser un échantillon de 15 000 trajets domicile-travail ;

Considérant que l'exploitation de cette étude met en évidence:

- la dispersion géographique des lieux de résidence ;

Que l'on peut en déduire qu'un nombre non négligeable d'actifs et d'étudiants domiciliés trop loin d'une gare ferroviaire de départ et ne seront de fait peu concernés par la « boucle », de même, les personnes résidant à proximité de Sophia Antipolis (communes de Valbonne, Roquefort, Biot, Vallauris, Mougins) environ 24% de l'échantillon seront peu intéressées de se rendre à une gare de départ ;

- la prééminence du bassin de vie d'Antibes environ 24% de l'échantillon ;

Considérant que le pôle d'échange multi modal d'Antibes sera relié dans deux ans au technopôle de Sophia Antipolis par le Bus tram (TCSP en cours de travaux) ;

Considérant que depuis NICE un service de transport en commun (ligne 230 express) comprenant une flotte importante de véhicules permet de se rendre sur le site de Sophia Antipolis dans des conditions de confort acceptables et qui peuvent être améliorées, concurrençant par là même le rail dont la qualité de service est parfois en cause ;

CONCLUSION DU GROUPE DE TRAVAIL :

L'opportunité de créer une gare nouvelle (la sixième) dans le territoire de la CASA située sur la « boucle » ne nous a pas convaincu.

Le rejet de cette gare ouest appellerait une seconde interrogation : Une boucle pour quoi faire ?

Une position définitive ne peut être rendue qu'après avoir connaissance du résultat de la « théorie du bilan » (mission confiée à un tiers indépendant du maître d'ouvrage) :

Coût prévisionnel de l'investissement + impact écologique et cadre de vie non compensés

Qualité du service rendu au plus grand nombre.

Si la réalisation de la gare ouest est maintenue par le maître d'ouvrage sur le site de Sophia, cette gare ne devra pas accueillir de TGV afin que la prééminence de la gare d'Antibes soit confirmée pour assurer tous les départs et arrivées en un lieu unique de l'agglomération sophilopolitaine.

Conclusion de l'Assemblée

L'assemblée après en avoir débattu et délibéré, préconise

La réactivation du dossier de la réalisation de la 3^{ème} voie littorale, qui demeure, une piste de réflexion pertinente en termes de temps et d'investissement supportable pour les finances publiques.

Que, sans attendre toute décision au sujet de la valorisation de la ligne littorale, les autorités de la CASA doivent mener une réflexion appuyée sur deux points

1°) la priorité à accorder à la mise en service de la quatrième voie à quai en gare d'Antibes et préparer toutes les dispositions utiles à cet égard ;

2°) étudier et préparer la réservation des emprises pour la mise à trois voies de la section Golfe-Juan-Vallauris [pK 199,1 à 202,3] qui prolongerait de plus de 3 km le tronçon existant et programmé.

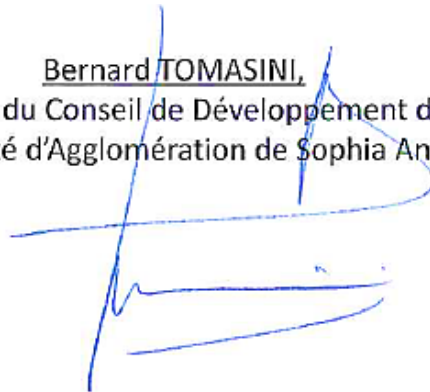
Que le groupe de travail « Transports », en collaboration avec le groupe de travail « Economie/Emploi » du Conseil de développement de la CASA, poursuive ses réflexions en intégrant les préoccupations des entreprises sur l'ensemble du territoire de l'agglomération.

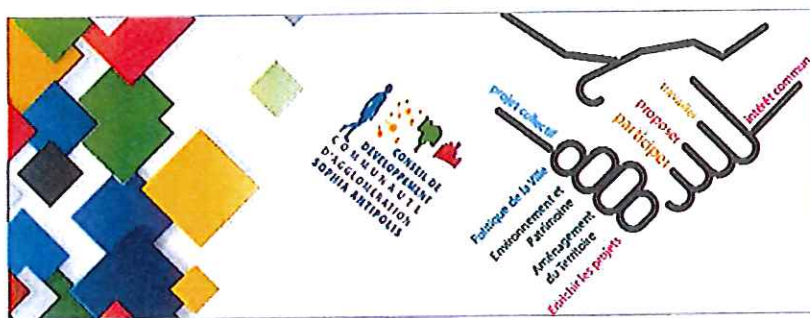
SOPHIA ANTIPOLIS, le 22 Novembre 2016

Alain JUNCKEL, Vice-Président
Groupe Transports-Déplacements
et Politique de la ville

A blue ink signature, appearing to be 'AJ', written over the printed name and title.

Bernard TOMASINI,
Président du Conseil de Développement de la
Communauté d'Agglomération de Sophia Antipolis

A blue ink signature, appearing to be 'BT', written over the printed name and title.



CONSEIL DE DEVELOPPEMENT DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SOPHIA ANTIPOLIS

Avis du groupe de travail Patrimoine Environnement

« Maîtrise de l'énergie, vous avez dit maîtrise ? »

Carole Ghibaudo Vice-présidente

Rédigé par Carole Ghibaudo, René Callini, Alain Bourgon, Christophe Quintavalle,
Francine Begou Pierini

Sunt lacrimae rerum sed Patior ut potiar
(Les larmes coulent au spectacle du monde, mais l'endurance mène à la maîtrise)

La maîtrise de l'énergie a été choisie comme sujet d'étude en 2015 en raison d'une part de l'adoption de la loi sur la transition énergétique et d'autre part de la double problématique dans les Alpes Maritimes, à savoir l'obligation d'économie d'énergie et l'insuffisance d'approvisionnement.

La maîtrise de l'énergie n'a longtemps été envisagée que par les doux rêveurs. Il aura fallu attendre la crise pétrolière du début des années 1970 pour une première prise de conscience écologique. Cependant, malgré les bonnes intentions affichées des textes, la question se pose encore de savoir si la maîtrise de l'énergie ne reste pas un vœu pieux.

I - L'énergie méprisée

A – du gaspillage énergétique à la prise de conscience

1°) rappel historique

Jusqu'au début du 20^{ème} siècle, la maîtrise de l'énergie était utilisée de manière rudimentaire et dans le seul but de procurer de la chaleur aux habitations, sans aucune considération économique.

La période des trente glorieuses 1945-1975 a été le « tout construction » sans isolation. Le pétrole coulait à flot, la débauche énergétique était de mise. Le choc pétrolier du début des années 1970 a été l'élément déclencheur, non dans un souci de préservation de l'environnement, mais en raison de considérations économiques.

LM

La chasse au Gaspillage est apparue avec la première prise de conscience énergétique.

Les premiers textes sont alors votés. Il s'agira de la première réglementation thermique de 1974 RT1974 appliquée en 1975 avec comme objectif de réduire les déperditions, en promouvant l'isolation par l'intérieur, la ventilation. La limite de cette RT sera qu'elle n'est applicable que pour les logements neufs.

Dans les années 1980 les labels voient le jour comme l'habitation haute isolation en 1980, et le label haute performance énergétique en 1982. Puis la deuxième réglementation thermique datera de 2008. Elle s'appliquera aux bâtiments neufs résidentiels et non résidentiels et contiendra des exigences plus fortes pour les bâtiments tertiaires.

En 2000 un changement radical est mis en place par la RT 2000. Elle définit 3 zones climatiques et s'applique à tous les bâtiments résidentiels non résidentiels et tertiaires. Elle crée la consommation d'énergie totale conventionnelle, la température intérieure conventionnelle et la prise en compte des caractéristiques minimum des produits et des systèmes.

La RT 2005 limite notamment la consommation d'énergie pour le chauffage. Elle fait la promotion des énergies renouvelables et crée la première réglementation en rénovation. Son objectif est une diminution de la consommation énergétique d'au moins 15 %. Elle crée pour les logements selon les zones climatiques, une consommation maximale d'énergie par m² de surface.

Puis viendra la RT 2010 qui sera supplantée par le RT 2012 qui consistera à généraliser dès 2013 toute construction neuve en bâtiment basse consommation.

Elle crée des exigences de résultat en limitant les besoins en fonction de la zone géographique de l'altitude de la surface et du type de logement. Elle instaure une température intérieure conventionnelle et entend éviter l'installation systématique de climatisation très énergivore.

Elle met également en place des exigences de moyens telles que l'obligation de recourir aux énergies renouvelables, l'étanchéité à l'air, le traitement des ponts thermiques l'ouverture des baies de 30 % de la surface totale etc...

Enfin la RT existant est applicable au parc existant qui représente 99 % de l'ensemble du parc français. L'accent est mis sur la rénovation de l'existant afin de lutter efficacement sur le gaspillage énergétique.

Ainsi les politiques publiques énergétiques de la France ont épousé la feuille de route de la commission européenne pour une économie sobre en carbone à l'horizon 2050. L'ambition de l'union européenne d'ici 2050 est de réduire de 80 à 90 % ses émissions à effet de serre et de réfléchir sur la transition vers une économie verte.

Déjà en 2009, la loi Grenelle I du 3 août fixait un objectif de réduction des consommations d'énergie du parc de bâtiments existants d'au moins 38 % d'ici 2020 en passant par la rénovation de 400.000 logements chaque année ainsi que des bâtiments publics. La loi Grenelle II du 12 juillet 2010 complète la précédente.

Enfin, la loi sur la transition énergétique a revu à la hausse ses chiffres, imposant de rénover énergétiquement 500 000 logements par an à compter de 2017.

En effet, cette loi votée en août 2015 fait la promotion de deux thématiques qu'elle juge source d'innovation, de performance énergétique d'emplois et de qualité de vie à savoir :

- Les économies d'énergie en matière de rénovation des bâtiments et logements et en matière de transports propres,
- Le développement des énergies renouvelables, éoliennes solaires géothermiques hydrauliques marines, issues de la biomasse.

Après son adoption en première lecture par l'Assemblée nationale le 14 octobre 2014, le projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte a été examiné par le Sénat en séance publique à partir du 10 février 2015.

Le vote solennel sur l'ensemble du texte est intervenu le mardi 3 mars 2015. Cependant, certaines dispositions ont été déclarées contraires à la constitution par le Conseil Constitutionnel initialement saisi.

La loi est divisée en plusieurs titres qui sont les suivants :

Le titre premier est consacré aux objectifs communs pour réussir la transition énergétique à savoir renforcer l'indépendance énergétique de la France et lutter contre le réchauffement climatique. Il contient des principes généraux.

Le titre deux est intitulé mieux rénover les bâtiments pour économiser l'énergie. Il implique des modifications et révisions des PLU car de nouvelles normes seront applicables aux permis de construire.

Le titre trois concerne le développement des transports propres pour améliorer la qualité de l'air et protéger la santé et réduire les émissions..

Il nous intéresse en ce qu'il traite du développement des transports propres, notamment sur le développement en cas de construction de places de stationnement de réseau d'alimentation électrique ou places dédiées aux vélos (article 10) au 1^{er} janvier 2017. L'article 10 dudit titre indique que le développement et la diffusion de moyens de transports à faibles émissions de gaz à effet de serre constituent une priorité et impliquent une politique de déploiement d'infrastructures dédiées.

La France a pour objectif d'ici 2030 d'installer au moins 7 millions de points de charge.

Le titre quatre entend promouvoir la lutte contre le gaspillage et l'énergie circulaire, de la conception des produits à leur recyclage.

Cette partie est intéressante car elle traite du recyclage des déchets avec une priorité pour réduire la production de déchets. Il est prévu une réduction de 7 % des quantités de déchets ménagers et assimilés produits par habitant. Il faut également stabiliser les quantités de déchets d'activités économiques notamment le bâtiment.

La valorisation des déchets sous forme organique doit être augmentée en orientant 55 % en masse des déchets non dangereux non inertes en 2020 à 60 % en masse en 2025. Le tri à la source des déchets organiques est mis en avant pour qu'ils ne soient plus collectés dans les ordures ménagères mais valorisés.



Il y a une généralisation d'une tarification incitative en matière de déchets, ce qui peut relancer le débat sur la taxe incitative.

Les chiffres avancés sont valoriser 70 % des déchets du secteur du bâtiment et des travaux publics pour 2020 et réduire de 30 % les quantités de déchets non dangereux non inertes admis en installation de stockage en 2020/2010 et de 50 % en 2025.

Il faut également augmenter la valorisation des déchets non valorisables sous forme de matière (valorisation de combustibles solides).

Le principe d'autosuffisance par l'installation d'éliminations de déchets ultimes et d'installation de valorisation des déchets ménagers ou assimilés est réaffirmé ainsi que le principe de proximité à savoir la gestion des déchets aussi proche que possible du lieu de production

Le titre cinq a l'ambition de favoriser les énergies renouvelables pour diversifier nos énergies et valoriser les ressources de nos territoires.

Le titre six relatif au renforcement de la sûreté nucléaire et l'information des citoyens ne sera pas développé plus avant car il ne concerne pas notre territoire.

Le titre sept fait la promotion de la simplification et de la clarification des procédures pour gagner en efficacité et en compétitivité.

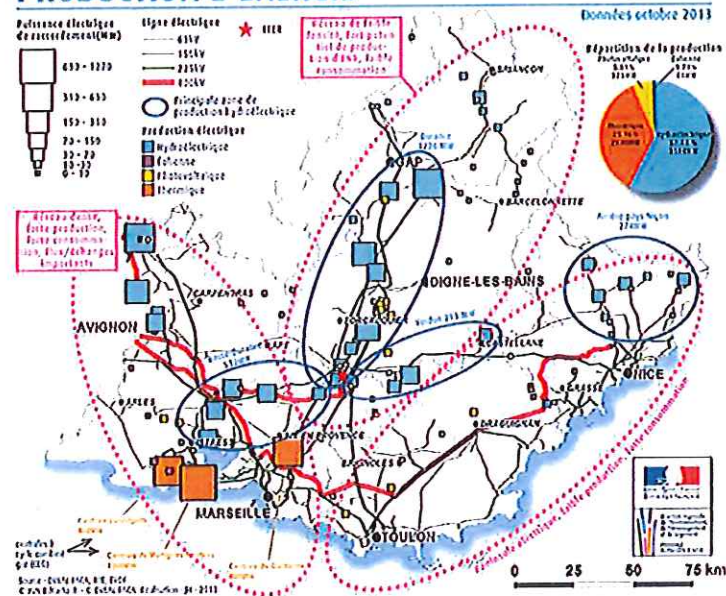
Le titre huit quelque peu utopique entend donner au citoyens, aux entreprises, aux territoires et à l'Etat le pouvoir d'agir ensemble.

Après ce rappel, il convient de s'interroger sur l'approvisionnement énergétique en PACA.

2°) approvisionnement énergétique en PACA

Il convient de se reporter à l'avis du CDD sur les énergies renouvelables en CASA pour rappeler les points suivants.

RÉSEAU ÉLECTRIQUE ET PRINCIPAUX SITES DE PRODUCTION D'ÉNERGIE



La DREAL rappelait en 2013 que le transport à l'échelle régionale ou locale était assuré en 225 kV, 150 kV, 90 kV et 63 kV. Ce réseau permettait d'acheminer l'électricité jusqu'aux grands consommateurs industriels et aux réseaux de distribution. Il constitue, avec le réseau 400 kV, le réseau de transport d'électricité. La zone géographique composée des départements du Var et Alpes-maritimes, dite de l'« Est PACA », était considérée comme une péninsule électrique : l'éloignement des sites de production d'électricité est aggravé par le fait que la zone n'est desservie que par un seul axe (« axe sud ») double circuit à 400 kV et que les axes secondaires actuels à 225 kV sont insuffisants en cas d'avarie sur l'axe sud.

Le dernier trimestre de l'année 2014 a été marqué par la phase d'essais du « filet de sécurité PACA », dont la mise en service était prévue début 2015. Le filet de sécurité PACA s'appuie sur trois nouvelles liaisons souterraines 225 kV Biançon-La Bocca, Biançon-Fréjus et Boute-Trans dans le Var et les Alpes-Maritimes.

L'ambition du « filet de sécurité PACA » est de permettre aux habitants de la région de disposer d'une desserte en électricité qui serait aussi performante que celle dont bénéficie le reste de la France. Il a été inauguré le 21 avril 2015, nous verrons avec le temps s'il tient ses promesses étant donné le peu de recul que nous avons et le fait que l'hiver 2015-2016 été particulièrement doux.

B – la prise de conscience verte

1°) consommation et énergie renouvelable en PACA en CASA

Les énergies renouvelables sont des énergies provenant de ressources que la nature renouvelle en permanence (eau, soleil, matières organiques, chaleur de la terre).

L'électricité produite par le nucléaire n'est pas considérée comme renouvelable.

En PACA, la part des énergies électriques renouvelables représentait 28 % au milieu des années 2000-2010.

En CASA, les émissions de gaz à effet de serre émis liées à son fonctionnement interne et à ses délégations de service public représentent 10 500 teqCO₂ (tonnes équivalent CO₂). 1 tonne équivalent CO₂ équivaut à environ 3 000 kms parcourus en centre-ville par une Twingo (Cf. bilan carbone 2013 basé sur l'année 2011).

Les énergies renouvelables sont peu présentes en CASA.

2°) construction circulation

Le volet construction ou l'architecture solaire passive :

Le plus sûr moyen de bénéficier « passivement » de la chaleur (et de la lumière) du soleil est de construire et d'aménager les bâtiments de manière à profiter au maximum, et naturellement, des apports solaires : c'est l'architecture solaire passive.

Dans les pays chauds, une bonne architecture peut aussi avoir pour but d'éviter la climatisation l'été et d'économiser ainsi de l'énergie. Le principe consiste à installer de grandes baies vitrées au sud permettant au soleil de pénétrer généreusement. Inversement, les ouvertures doivent être réduites au nord : cela peut se faire, notamment, en installant au nord les locaux de « service » (archives pour des bureaux, escaliers, garages, buanderies ou salles de bains pour des logements).

Cela étant, il ne suffit pas de laisser rentrer la chaleur, ni de l'empêcher de repartir.

Il faut aussi :

- d'une part, pouvoir stocker la chaleur, afin de continuer à chauffer le bâtiment lorsque le soleil ne brille plus. C'est en général, l'inertie des matériaux qui s'en charge.
- d'autre part, pouvoir diriger la chaleur depuis les zones chauffées directement par le soleil vers les autres zones ou recoins du bâtiment. L'air chaud monte et l'air froid redescend, homogénéisant ainsi la température de tout le bâtiment : c'est la thermo-circulation.

Une bonne architecture solaire passive doit enfin veiller à ce qu'il n'y ait pas d'ombre portée intempestive en provenance de bâtiments ou d'arbres voisins. Néanmoins, les arbres à forte densité de feuillage et à faible densité de branchage peuvent être utiles, car ils ombragent l'été et laissent passer les rayons solaires l'hiver. Les économies de chauffage (et d'éclairage) engendrées par une bonne architecture solaire peuvent être considérables :

- dans l'habitat collectif, de 30 % dans le nord de l'Europe à 70 % dans le sud ;
- dans les maisons individuelles, où les gains sont encore plus forts à cause de la plus grande motivation des occupants ;
- dans les résidences pour personnes âgées, dont la saison de chauffe dure plus longtemps et dont les températures intérieures sont plus élevées que la normale ;
- dans les autres bâtiments tertiaires. Les écoles et les lieux publics se prêtent ainsi beaucoup à l'architecture solaire. En effet, elles ne sont occupées que le jour, lorsque les apports solaires sont directement exploitables pour le chauffage et l'éclairage naturels.

En CASA, le poste « énergie » recense les émissions liées aux consommations d'énergie des bâtiments communautaires. Cela représente 200 teqCO₂.

Les sources d'énergie des bâtiments communautaires se limitent à l'électricité et au gaz naturel. L'électricité est l'énergie la plus consommée sur le patrimoine communautaire.

Il y a 26 bâtiments communautaires qui consomment 2 GWh d'électricité 0,160 GWh de gaz naturel soit une facturation annuelle de 234 000 euros d'électricité.

Le volet circulation :

Le développement et le déploiement des transports en commun à faibles émissions de gaz à effet de serre et de polluants atmosphériques constituent une priorité au regard des exigences de la transition énergétique et de la nécessité d'améliorer le maillage et l'accessibilité des territoires ».

En zone périurbaine et insulaire notamment, la politique nationale des transports encourage le développement d'offres de transport sobres et peu polluantes, encourage le report modal, lutte contre l'étalement urbain et tient compte du développement du télétravail.

L'État et ses établissements publics gérant directement ou indirectement un parc de plus de vingt véhicules automobiles devraient être tenus d'acquérir des véhicules propres dans la proportion minimale de 50 % de ce parc.

Les collectivités territoriales et leurs groupements, placés dans la même situation devraient, quant à eux, « réaliser une étude technico-économique sur l'opportunité d'acquérir ou d'utiliser, lors du renouvellement du parc, des véhicules propres ».

Par ailleurs, il serait opportun d'installer des vélos « azur » ou « roses » sur les communes d'Antibes, seule ville du bord de mer qui n'en est pas dotée.

Ses vélos pourraient être électriques pour rejoindre les gares routières de Sophia Antipolis.

En CASA, le poste Envibus comptabilise les émissions directes liées à la combustion de carburant de la flotte du réseau et les émissions indirectes liées à leur fabrication. Cela représente 5 500 t_{eq}CO₂ soit 53 % des émissions.

II – l'énergie maîtrisée, un vœu pieux ?

A- la CASA, le ciel le soleil et la mer

1°) les énergies adaptées, le photovoltaïque

Les collectivités locales voient leur capacité à intervenir dans le domaine de la maîtrise de l'énergie étendue. En cohérence avec l'action de l'État, les collectivités territoriales, en première ligne pour la relance d'une politique active de maîtrise de l'énergie, du fait de leur connaissance des territoires et de leur proximité avec les habitants, constituent les relais parmi les plus appréciés des citoyens. Elles sont donc un vecteur privilégié pour sensibiliser, informer sur les enjeux de la maîtrise de l'énergie et inciter à des nouveaux comportements. Elles devront également montrer l'exemple en réduisant leurs propres consommations énergétiques.

Le Soleil, bien que distant de 150 millions de kilomètres de notre planète, est assurément notre plus grande source d'énergie.





Le schéma ci-dessus indique quel est le nombre de foyer équipé en photovoltaïque. Il est alors aisé de constater que ce mode d'énergie n'est pas très développé en CASA ni pour les habitats particuliers, ni pour les bâtiments industriels.

Pourtant, lorsque les toits sont plats, les constructions à usage industriel sont des emplacements privilégiés pour capter l'énergie solaire.

A titre d'exemple, l'opération « les aqueducs » sur Sophia Antipolis est un complexe de bâtiments à énergie positive. L'électricité produite est soit revendue, soit autoconsommée soit stockée.

Le projet « business pôle 2 » prévoit également la mise en place de panneaux photovoltaïques pour l'autoconsommation.

Il est alors recommandé de développer le système des panneaux photovoltaïques tant dans l'habitat individuel que collectif, que sur les bâtiments tertiaires.

Dans le cadre de l'habitation individuelle, les travaux de transformation d'un immeuble situé dans le champ de visibilité d'un édifice classé au titre des monuments historiques ou inscrits doivent faire l'objet d'une autorisation préalable de la part de l'autorité administrative compétente.

L'avis de l'architecte des bâtiments de France peut ne pas être suivi par la mairie même en cas d'avis négatif (CF. TA de GRENOBLE du 2 juillet 2009).

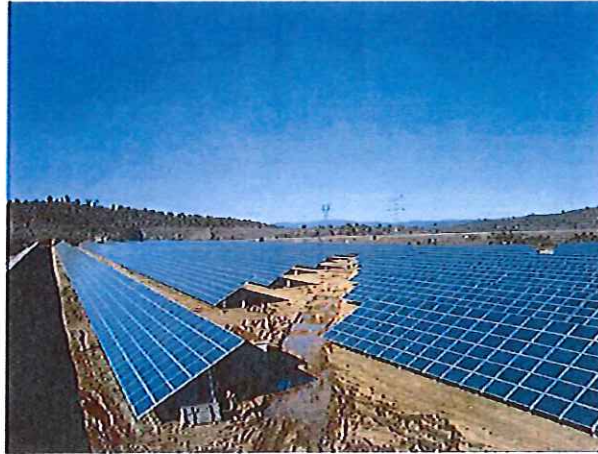
Il existe également la possibilité de créer des champs de panneaux photovoltaïques.

Un exemple marquant est celui de VINON SUR VERDON :

Il s'agit du premier parc solaire de France à haute performance énergétique, inauguré le 15 mai 2009.

La centrale solaire est composée de 18 960 modules photovoltaïques installés sur des tables en aluminium verticales inclinées à 30 %. Elle permet aujourd'hui d'alimenter plus que largement la commune qui compte 4125 habitants au 1^{er} janvier 2012. La production annuelle est d'environ 6GWH (puissance installée : 4,3 MW), soit près de 120% des besoins en électricité des 4125 habitants.

Ce parc solaire respecte l'environnement et s'intègre dans le paysage : la construction des modules a été effectuée sans bétonnage du support de telle sorte que le terrain qui les reçoit pourra, si besoin est, à l'issue de l'exploitation, retrouver son état initial par simple démontage des armatures métalliques fixées au sol par un système d'ancrage non-invasif.



2°)- le smart grid

Dans le cadre des programmes d'expérimentations sur l'évolution des usages de l'électricité, permettant à l'utilisateur de devenir acteur de sa consommation d'énergie en consommant moins tout en gardant son niveau de confort, l'Emetteur Radio Linky permet l'accès sans fil des équipements d'un local aux données du compteur Linky. Il est conçu pour être compatible avec les 35 millions de compteurs Linky qui seront déployés d'ici 2020 par ERDF.

L'Emetteur Radio Linky a pour vocation d'être la passerelle sans fil, permettant l'accès des équipements des locaux (résidentiels, commerces, bureaux) aux données du compteur Linky.

L'Emetteur permet :

- le « management tarifaire » : les équipements modulent leur fonctionnement selon le tarif du moment,
- le suivi de consommation/production électrique,
- le pilotage de certains équipements pour maîtriser sa consommation et améliorer son confort.

B- PRIME INCITATIVE

Prime en CASA en éco-rénovation :

Il existe des conditions de ressources, condition d'occupation après travaux, pour les propriétaires bailleurs, un engagement de location et pratique d'un loyer maîtrisé.

Les travaux doivent améliorer le confort, la sécurité, la salubrité. Le montant de l'aide est de 25 à 30 % des travaux plafonnés.

Une prime dans le cadre du programme "habiter mieux" de 500 € est prévue pour les propriétaires occupants.

L'exposé qui précède nous incite à proposer :

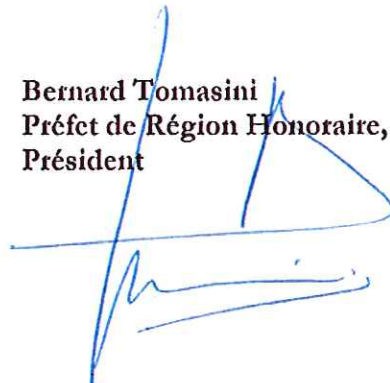
- la mise en place de bornes de recharge pour les voitures électriques dans les centres villes, aux abords des transports en commun ainsi que la gratuité dans les parkings payants situés à proximité des transports en commun à tout détenteur d'un véhicule électrique, ainsi que la mise en place de bornes sur les parkings des grandes surfaces moyennant contrat avec les gestionnaires des parkings
- la mise en place d'une étude sur les lieux permettant l'installation des champs photovoltaïques
- la mise en place de campagnes d'information et incitation à l'installation de ce type de production d'énergie
- la mise en place d'une étude sur les lieux permettant l'installation des champs photovoltaïques.
- La mise en place d'une incitation (pourquoi pas fiscale) pour les propriétaires de bâtiments tertiaires à mettre en place des panneaux photovoltaïques sur les toits des bâtiments (Sophia Antipolis, bâtiment de la casa ?)
- Dans le cadre de l'aménagement de la future ZAC du Fugueiret, l'intégration des équipements d'énergie renouvelables (photovoltaïque)
- La mise en place prime incitative sans condition de ressources avec un pourcentage modulé
- La mise en place de vélos électriques

Carole Ghibaudo
Vice-présidente,
groupe patrimoine environnement

Le 07 avril 2016



Bernard Tomasini
Préfet de Région Honoraire,
Président





CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT DE LA
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE SOPHIA ANTIPOLIS

AVIS DU GROUPE DE TRAVAIL « AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE »

Rédigé par

Stéphane NEDONSEL Vice-Président en charge du groupe AT,
Ugo POCHY (TraViSA), Florent MOREL (TraViSA) et Nicolas MAURENT (TraViSA)

CRÉATION ET AMÉNAGEMENT D'UN RÉSEAU COHÉRENT DE PISTES CYCLABLES

sur le territoire de la CASA

AVIS proposé au vote de l'assemblée plénière du conseil de développement réunie
le 24 mai 2016

PRÉAMBULE :



PLU et déplacements **Modes actifs**

Les déplacements à pied et à vélo sont stratégiques pour le développement équilibré d'un territoire car ils représentent un potentiel important de report modal pour les déplacements courts. En effet, selon l'Ademe, « 1 trajet en voiture sur 2 est inférieur à 3 kilomètres. Faire 500 mètres à pied prend 8 minutes, évite la recherche de place de stationnement et les problèmes de surconsommation et de pollution liés au démarrage. Pour parcourir jusqu'à 5 kilomètres, le vélo est le mode de transport le plus rapide ! ».

trafics supportés par les voies traversantes. Certains PLU évoquent les temps d'accès aux pôles alentours (par la voiture le plus souvent) mais ils restent rares à exprimer les enjeux de mobilité en temps de parcours ou en distance.

Les PLU les plus aboutis en matière de déplacements sont ceux qui évoquent de façon approfondie les modes actifs aussi bien dans le diagnostic que dans la mise en œuvre. Mais, si l'offre (cheminements, itinéraires) est bien détaillée, les pratiques sont peu analysées.

▪ **Les modes de déplacements actifs : de bons remèdes à biens des maux**

L'activité physique, sans être une pratique sportive intense, est un formidable outil de prévention de certaines maladies et permet plus généralement d'améliorer la santé physique et mentale.

Ainsi, en 2010, l'étude Atout France évaluait que la pratique actuelle du vélo engendrait des gains pour la sécurité sociale de 5,6 Milliards d'€.

Cela sans prendre en compte les externalisations positives qui résultent de cette pratique : diminution de la pollution de l'air, ...

Forts de ce constat, certaines villes et/ou départements ont expérimenté depuis 2012 le concept de « sport sur ordonnance » afin de prescrire dans un cadre thérapeutique la pratique encadrée d'une pratique sportive modérée (vélo, marche).

Hormis le gain sur la santé physique, d'autres effets positifs se font aussi sentir sur les plans social et psychologique avec une meilleure confiance et estime de soi, une socialisation améliorée pour des personnes qui éprouvaient des difficultés à avoir une vie sociale épanouie.

Prévenir certaines maladies, améliorer la santé physique et psychologique mais aussi créer du lien social, redonner confiance en soi et bien évidemment acquérir de l'autonomie dans les déplacements tout en préservant le portefeuille du patient et de la société ainsi que la qualité de l'air, **les modes actifs prennent tous leurs sens.**

▪ **Le vélo ne doit pas apparaître comme une revendication mais comme une solution**

Le transport est non seulement un des principaux émetteurs de gaz à effet de serre (GES), mais aussi un secteur qui devrait connaître une croissance importante si rien n'est fait (scénario dit « business as usual »).

Aucun autre moyen de transport ne peut, seul être crédible devant la prédominance de la voiture thermique. C'est donc tout un système alternatif qui doit être construit.

Les transports en commun sont onéreux, les parking-relais (P+R) pour voitures le sont également, entraînant de plus des effets pervers.

Le vélo est la solution idéale pour les premiers ou derniers kilomètres, permettant de démultiplier ainsi l'efficacité du transport public.

De plus, pédaler, est bon pour la santé publique, accessible au plus grand nombre, bon marché pour les collectivités, cela n'émet ni GES, ni particule fine.

Ainsi, il est dommage de le déconsidérer en confondant peu onéreux et gratuit, en confondant simple et dépassé, en confondant sport et transport, en confondant activité physique bénéfique et inconfort de l'effort excessif.

En temps de multiples crises, économique et environnementale, il faut investir dans le vélo !

▪ **L'urbanisme : la clé d'une politique vélo cohérente**

L'hémorragie de surfaces commerciales périphériques constatée depuis quelques années partout en France est une opportunité pour les adeptes du vélo de tisser des liens avec les commerçants de centre-ville.

Il faut se fier en ce sens à l'étude de la FUB (www.fubicy.org) qui démontre que les citoyens cyclistes sont de meilleurs clients pour les commerces de proximité.

LA SITUATION :

La CASA a un potentiel énorme de développement de son réseau de pistes cyclables. Nous vous présentons ici les idées et besoins qui ont été remontés par les cyclistes et signalés à TraViSA.

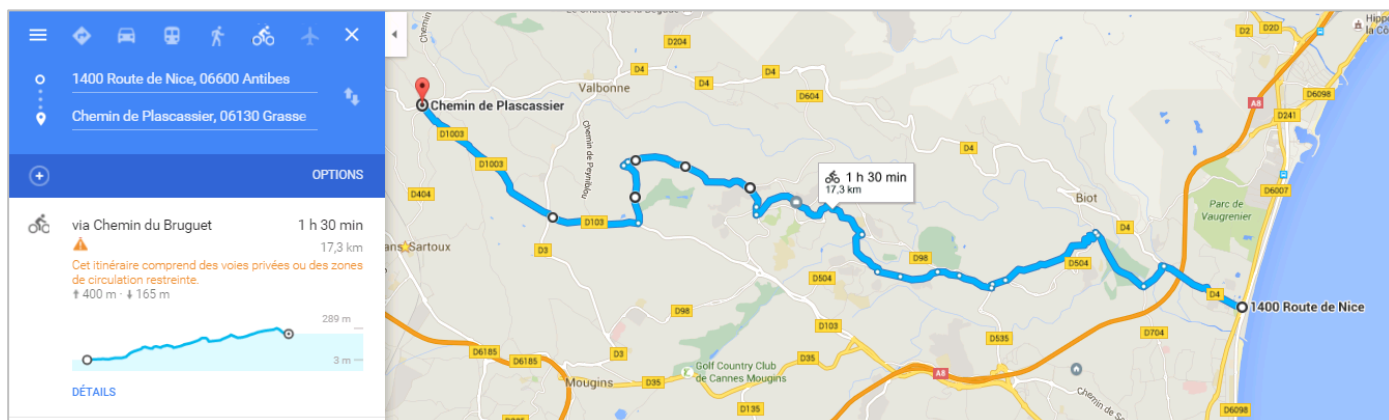
1. Les voies à aménager ou à construire

Nous considérons comme prioritaires de terminer 2 pistes structurantes d'environ 20 km.
Les travaux à réalisés ne sont pas très importants et apportent un gain énorme.

- **Piste cyclable continue de Biot plage à Plascassier (Axe S-E/N-O) :**

Plascassier - Juan les pins par Sophia Antipolis 17.3 Km / 1H30 montée cumulée 400m, descente 170m
Cette piste est à finaliser après la piste Juan à Plascassier.

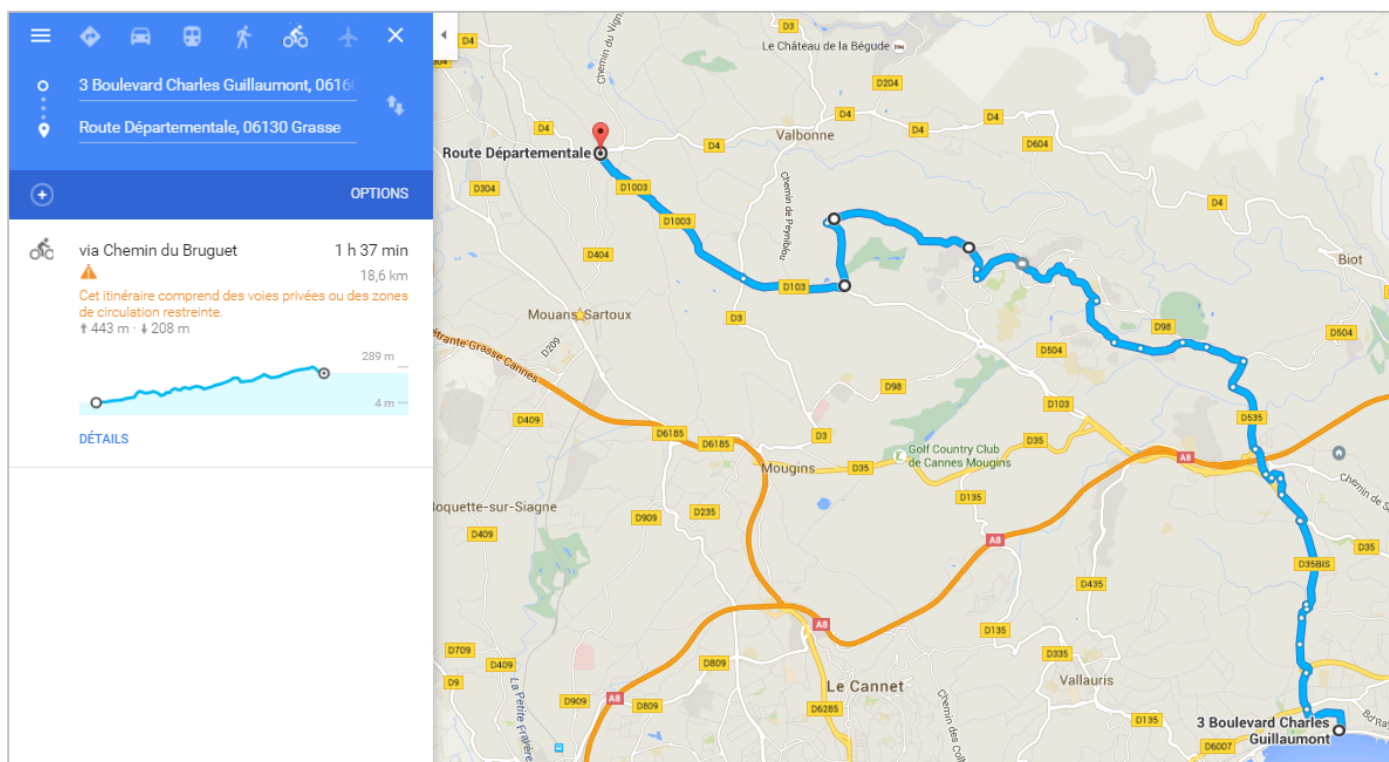
Il manque 250 m (Biot Routes des colles) + 2300m (Biot D504 et D4) = 2550 m sur 17 300 m soit 15% du parcours.



- **Piste cyclable continue de Juan les Pins à Plascassier (Axe S / N) :**

Plascassier Juan les pins par Sophia Antipolis 18.8 Km (montée cumulée 230m, descente 460m) : durée actuelle 1H22 après travaux 49 mn.

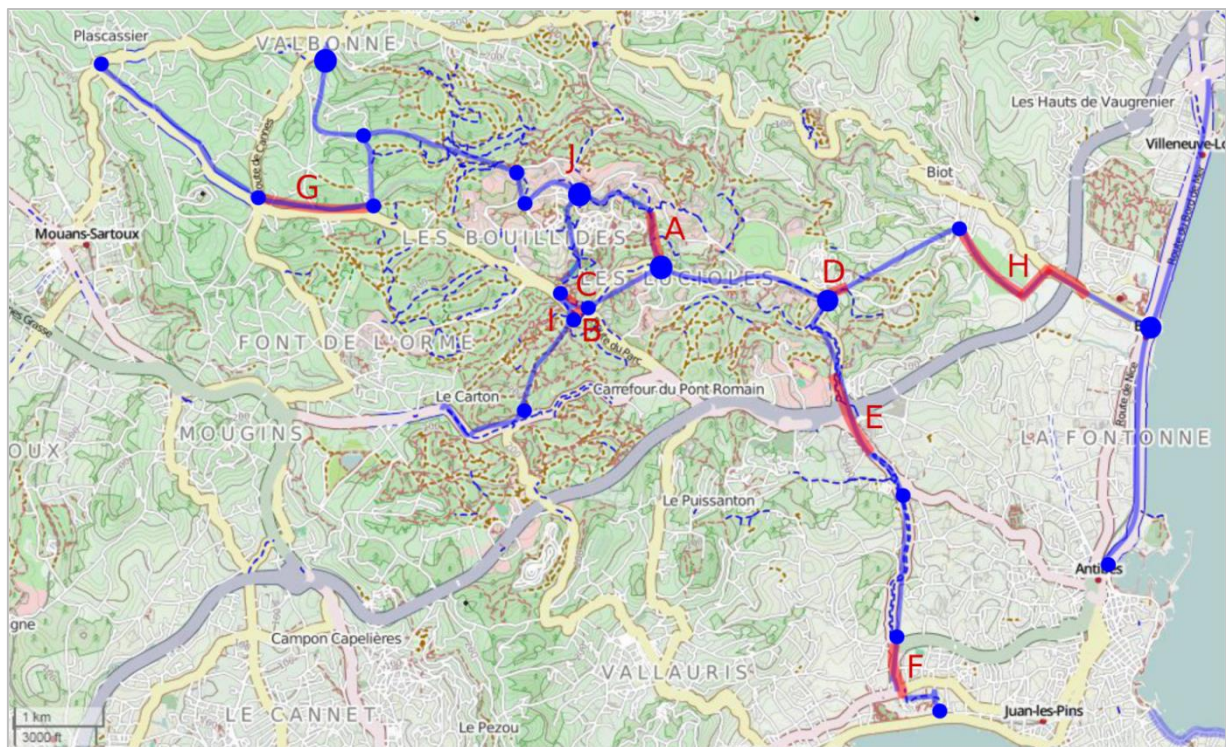
Il manque 650 m (ANTIBES) + 1 100 m (Antibes) + 750 m (Valbonne à la frontière de Biot rue Albert Caquot) + 1400 m (D103 Valbonne) + 300m (D103 Grasse) = 4 200 m sur 18 600 m soit 23% du parcours.



2. Les travaux d'amélioration à réaliser

Toutes les cartes et explications sont à votre disposition en annexes.

Nous sommes à votre disposition pour des explications plus détaillées.



3. Idées pour faciliter la vie des cyclistes

Ajouter à la gare multimodale et dans les parkings relais :

- des distributeurs de pièces détachées (chambres à air, rustine, ...) ;
- présentoir à outils comme ils en existent dans les stations de ski à côté des remontées mécaniques ;
- des points air comprimée ;
- point d'eau ;
- banc public.

4. Outils à la disposition de tous

- Plan des pistes cyclables [<http://travisa.org/cartographie/pistes-cyclables-de-sophia-antipolis/>]
- Carte participative (type wikipedia) [<http://umap.openstreetmap.fr/en/map/infrastructures-cyclables-dans-le-departement-des-50504#12/43.6200/7.0374>]
https://umap.openstreetmap.fr/fr/map/projet-reseau-pistes-cyclables-casa_61072#10/43.7146/7.0084
- Outil cartographique participatif [<http://www.openstreetmap.org/#map=17/43.59210/7.11923>]

5. Le saviez-vous ?

Outre ses bienfaits sur la qualité de l'air et la santé, le vélo est un secteur à fort potentiel qui génère chaque année 4,5 milliards de retombées économiques et représente 35 000 emplois.

CONCLUSION :

Attendu que la CASA doit être un territoire innovant car, le territoire de la première technopôle d'Europe,

Attendu que la demande de la population active est de plus en plus forte en termes de mode de déplacements actifs dans des conditions de sécurité suffisantes,

Vu les impacts négatifs que peuvent engendrer une congestion de la circulation et la pollution due à ces embouteillages sur l'économie de la CASA,

Vu la portée du Plan Climat,

Vu les préconisations du Grenelle de l'Environnement,

Vu les différentes publications du CEREMA, de l'ADEME et de l'INPES sur l'importance du développement des modes actifs de déplacement.

Le CDD CASA souhaite que la CASA devienne moteur dans les Alpes-Maritimes sur la question du développement des modes actifs de déplacement.

Le CDD CASA souhaite que la CASA favorise la création sur son territoire d'un réseau cohérent de pistes cyclables et cheminements piétonniers.

Ainsi nous demandons :

- Que la CASA, étudie sur son territoire : les propositions de tracés que nous lui avons fait et nous fasse un retour,
- Que la CASA corrige les points dangereux en s'appuyant sur les expériences du Club des Villes Cyclables,
- Que la CASA améliore le réseau existant en s'appuyant sur les expériences du Club des Villes Cyclables,
- Que la CASA nous communique un point de contact unique pour suivre les sujets de ce dossier,
- Que la CASA publie un état d'avancement de la construction de ce réseau au travers de la diffusion d'une carte du réseau (internet ou papier) dans tous les lieux publics.

et

- Que la CASA lance un appel à projet de déploiement sur son territoire d'un système de VLS (Vélo en Libre Service) avec des VAE (Vélo à Assistance Electrique).

SOPHIA ANTIPOLIS, le 07 avril 2016

Stéphane NEDONSEL, Vice-Président
Groupe Aménagement du territoire,
Energie Renouvelables



Bernard TOMASINI,
Président du Conseil de Développement de la
Communauté d'Agglomération de Sophia Antipolis





CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT DE LA
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION SOPHIA ANTIPOLIS

TRAVAUX DU CDD CASA

LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DURABLE (PROPOSITIONS DE PISTES D'ACTION)

Travaux à présenter à l'assemblée plénière du conseil de développement
le 29 mars 2017



SOMMAIRE :

▪ PRÉAMBULE	4
▪ LES ORIENTATIONS PRIORITAIRES	5
▪ GRILLE INTÉGRALE	7
↳ ENJEU 1	8
↳ ENJEU 2	14
↳ ENJEU 3	18
↳ ENJEU 4	21
↳ ENJEU 5	24
▪ TABLE DES SIGLES	27



PRÉAMBULE :

« Le développement durable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. »

Rapport Brundtland, 1987.

En juin 2016, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (CASA) a engagé une démarche d'élaboration d'un Programme de Développement Durable (PDD).

Elle a saisi son Conseil de Développement pour qu'il lui apporte un complément et un enrichissement de celui-ci, en proposant des pistes d'action qui répondent aux cinq enjeux identifiés sur le territoire.

Ainsi, plus d'une centaine de pistes d'action ont été retenues et vingt-cinq orientations ont été mises en évidence car considérées comme prioritaires par les membres du CdD de la CASA.

Dans cette démarche de participation à la réalisation du PDD, il est important de souligner que :

1. Nous partageons les cinq enjeux identifiés par la CASA ;
2. Notre engagement dans cette réflexion implique que nous soyons écoutés et si possible entendus ;
3. Que les vingt-cinq orientations considérées comme prioritaires par le CdD, fassent, dans la mesure du possible, l'objet d'une programmation concrète et gage d'efficacité ;
4. Un suivi de la réalisation de ce programme est souhaité ;
5. Le CdD se met à la disposition de la CASA pour participer à la réalisation d'actions, si cela s'avère opportun.

« Ce qui compte, c'est la sincérité avec laquelle ces objectifs sont recherchés et l'efficacité des actions correctrices. » Rapport Brundtland, 1987.

Le Bureau du Conseil de Développement de la CASA

LES ORIENTATIONS PRIORITAIRES :

► ENJEU 1 : LA POURSUITE DE LA TRANSITION DU MODELE D'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE DANS UNE LOGIQUE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE :

- 1.1.1. | Concentrer les efforts sur la desserte de Sophia Antipolis, principal espace générateur de déplacements.
 - 1.1.2. | Développer le vélo et le pédestre, notamment par la structuration et le développement d'un réseau cyclable à l'échelle du territoire ou encore la promotion du vélo électrique.
 - 1.4.2. | Renforcer la cohérence des documents d'urbanisme.
 - 1.5.2. | Développer la culture du risque au sein de la population par des actions de sensibilisation, des exercices grandeur nature, ...
 - 1.5.3. | Prévenir les risques en promouvant un développement agricole et forestier limitant les risques naturels et innover sur des procédés de construction plus résilients.
-

► ENJEU 2 : VALORISATION DU « FORT POTENTIEL DÉVELOPPEMENT DURABLE » DU TERRITOIRE :

- 2.1.1. | Lever les freins au développement de l'énergie solaire sur le territoire en recherchant les emplacements possibles, en sensibilisant les décideurs, en renforçant les obligations dans les documents d'urbanisme réglementaire...
 - 2.1.3. | Accroître la valorisation énergétique des déchets du territoire.
 - 2.3.1. | Aider au montage de projets, en renforçant les capacités de la « pépinière agricole » existante.
 - 2.3.3. | Rechercher le développement de l'agriculture en ville à travers des projets de fermes urbaines, d'encouragement à l'autoproduction/revente locale (jardins partagés...).
 - 2.3.4. | Renforcer l'accès aux produits locaux par le développement des circuits courts en s'appuyant sur l'approvisionnement des cantines scolaires, la labellisation de commerces travaillant en circuits courts, la mise en réseau des acteurs (AMAP...).
-

► ENJEU 3 : L'AMÉLIORATION DU CADRE DE VIE DE L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE POUR LE BIEN ÊTRE DE LA POPULATION :

- 3.1.1. | Renforcer les centralités sur l'ensemble du territoire en revitalisant les centres villes et en dynamisant les pôles secondaires et les centre-bourgs.
- 3.1.2. | Apaiser l'espace public et créer des espaces propices au développement du lien social sur l'espace public.
- 3.1.5. | Améliorer la qualité des paysages urbains pour un meilleur cadre de vie.

3.2.2. | Créer une "vie étudiante" sur Sophia Antipolis en travaillant sur la question avec les acteurs et en animant le réseau d'écoles, de résidences d'associations... dans une logique de mutualisation et de développement des initiatives répondant aux besoins.

3.3.2. | Déployer le très haut débit sur le territoire pour l'ensemble des habitants.

► **ENJEU 4 : UN DÉVELOPPEMENT INCLUSIF POUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION :**

4.1.1. | Développer l'hébergement touristique sur le Moyen et le Haut-Pays pour encourager le développement économique des activités de pleine nature ou d'agro-tourisme.

4.1.2. | Mutualiser les moyens et les efforts des offices de tourisme sur le Haut/Moyen-Pays.

4.1.3. | Soutenir / développer les activités agro-touristiques.

4.3.3. | Proposer une offre d'hébergement (actuellement inexistante sur le territoire) pour les personnes les plus en difficulté : maison-relais, pensions de famille.

4.4.2. | Impliquer la population et les associations du territoire en organisant des appels à projets, des financements participatifs pour des projets de DD (projets EnR, projets agricoles...).

► **ENJEU 5 : LA CO-RESPONSABILISATION DES HABITANTS ET DES ACTEURS DU TERRITOIRE, Y COMPRIS DE LA CASA ELLE-MÊME, FACE AUX ENJEUX DU DÉVELOPPEMENT DURABLE :**

5.1.1. | Sensibiliser la population aux éco-gestes, pratiques responsables... (cf. dans les autres enjeux).

5.2.1. | Développer les démarches de concertation et de co-construction autour des projets d'aménagement, des politiques publiques...

5.3.1. | Décloisonner, travailler avec les territoires voisins qui sont inscrits dans les mêmes dynamiques d'aménagement, de mobilités...

5.4.1. | EXEMPLARITE CASA : Limiter les ressources consacrées au fonctionnement des services en limitant les impressions et la consommation de fournitures, en dématérialisant davantage les procédures internes ou encore en réduisant les déchets produits (compostage au restaurant d'entreprise, recyclage, réemploi...).

5.4.5. | EXEMPLARITE CASA : Accentuer le caractère responsable de la commande publique : amplification des clauses d'insertion sociale ; dispositifs de compensation carboné dans certains marchés, prise en compte de labels de production responsable, privilégier les achats "locaux"...



GRILLE INTÉGRALE :

- ▶ **ENJEU 1** : La poursuite de la transition du modèle d'aménagement du territoire dans une logique de développement durable | **p.8**

- ▶ **ENJEU 2** : Valorisation du « fort potentiel développement durable » du territoire | **p.14**

- ▶ **ENJEU 3** : L'amélioration du cadre de vie de l'ensemble du territoire pour le bien être de la population | **p.18**

- ▶ **ENJEU 4** : Un développement inclusif pour l'ensemble du territoire et de la population | **p.21**

- ▶ **ENJEU 5** : La co-responsabilisation des habitants et des acteurs du territoire, y compris de la CASA elle-même, face aux enjeux du DD. | **p.24**

► ENJEU 1 : La poursuite de la transition du modèle d'aménagement du territoire dans une logique de développement durable

Orientation prioritaire de l'enjeu 1

	Ambition / Objectifs		Orientations	Pistes d'action
1.1	Encourager les mobilités moins individuelles et moins carbonées par le développement d'une offre alternative performante	1.1.0	Développer une politique globale des déplacements menée au plus près des usagers (PDU 2018)	<ul style="list-style-type: none"> - Penser le PDU 2018 dans une logique de développement durable et technologique (coordination des réseaux, développement du ferroutage et cabotage, infos en temps réel, aide aux initiatives collectives pour optimiser et limiter les déplacements, ...) - Poursuivre les travaux de la troisième voie littorale (dont le tronçon Antibes ↔ Cagnes sur Mer est achevé). - Dédier des voies de circulation aux offres alternatives à la voiture individuelle; - Privilégier le développement de tram le long des grandes routes de Sophia;
		1.1.1	Concentrer les efforts sur la desserte de Sophia Antipolis, principal espace générateur de déplacements : des solutions de mobilité à développer en attendant / pour compléter le bus-tram ; des besoins spécifiques concernant les étudiants / chercheurs à travailler	<ul style="list-style-type: none"> - Le réseau Lignes d'Azur permet-il une observation fine ? - La tarification/délais du train est un authentique « tue l'amour » à son propre égard. - Recenser les moyens de transport doux existants et en cours d'élaboration (navette électrique et autonome, transport par câble...) en vue de compléter/remplacer l'offre du TCSP. - Créer une seconde gare routière à proximité du terminus du BHNS (campus universitaire) → Gare Messugues maintenue ; - Pour le dernier kilomètre, créer un réseau de minibus électrique (réseau en étoile à trajet court) dont les horaires soient compatibles avec les arrivées et départs du BHNS. - Mettre en place d'une navette gratuite et décarbonée dans Sophia (penser également hors Sophia) ; - Se concentrer sur les voiries existantes pour éviter d'en créer de nouvelles au détriment des forêts;
		1.1.2	Développer le vélo et le pédestre , notamment par la structuration et le développement d'un réseau cyclable à l'échelle du territoire ou encore la promotion du vélo électrique	<ul style="list-style-type: none"> - Réaliser avant tout les travaux de voirie proposés par le CdD (Avis « pistes cyclables » et « points noirs ») afin d'offrir un réseau continu et maillé de pistes cyclables ; - S'appuyer sur les propositions des usagers (comme celles de l'association « Choisir/Initiatives Vélo » http://www.asso-choisir.org/sophia-antipolis-mobilite-3/) pour augmenter la part modale du vélo à Sophia Antipolis. - Avoir des pistes « convenables » (sans graviers, trous, panneaux publicitaires, mobilier urbain, poubelle, stationnement de véhicule → avoir une réglementation sur les pistes cyclables). - Inciter les entreprises à avoir des vestiaires / douches ; - La morphologie du territoire implique le VAE. Autant passer immédiatement à cette promotion notamment dans les entreprises et écoles de Sophia (cf. SKEMA –Clean Energy Planet) qui permettra aux plus sportifs de trouver une voie défrichée tout en jouant simultanément sur le point de l'électromobilité. - Promouvoir le vélo électrique par une aide financière d'acquisition accordée aux salariés et étudiants exerçant sur le site. Cette aide serait versée selon un calendrier prédéfini s'étalant sur 24 mois ; - Exiger un parking vélo sécurisé sur parkings des entreprises ; - Avoir un Schémas d'Itinéraires continus pour les PMR.

		1.1.3	Développer le co-voiturage "dynamique", utilisable en "temps réel"	<ul style="list-style-type: none"> - Mobiliser le tissu entrepreneurial au travers d'une « Agence de la Mobilité » de sorte à ce que les salariés soient incités « de l'intérieur ». - Favoriser le développement d'applications qui optimisent les déplacements (une personne sur mon trajet, courses, ... en temps réel). - Affectation de places de parkings prioritaires aux covoitureurs (parkings d'entreprises avec un seuil minimum) ; - Créer des parcs relais aux entrées de Sophia (Bouillides, Crêtes, St Philippe) ; - Créer une « charte du covoitureur » (engagement moral) pour les entreprises avec une implication de l'employeur aux frais des covoitureurs ; - Soutenir les applications existantes dans le 06 : www.wever.fr ; www.boogie.fr ; https://gethupp.com/ ; www.ridygo.fr la Plateforme Otto&Co plateforme de la CASA et Equipage06.fr du département ont fusionnées → Dépassées par BlaBlacar et autres applications en temps réel (EnviBus a refusé l'open data à 2 start-up qui sont parties à la métropole qui a ouvert ses données). - Dédier des places co-voiturages sur les parkings d'entreprises - Imposer à chaque commune la création d'un parking (d'une aire) de covoiturage, à chaque entrée de ville (cf. Mouans Sartoux) → indispensable à la gare d'Antibes et proche du nœud autoroutier d'Antibes.
		1.1.4	Soutenir le développement des mobilités électriques	<ul style="list-style-type: none"> - Équiper le territoire en bornes de rechargement multiprotocoles ; - Un accord doit être passé avec NCA pour que les « Autos Bleues » puissent voir en Sophia un territoire logique de déplacement ; ou mettre en place une flotte de voiture électrique partagée et de stations. - Permettre le déplacement en gyropodes ; - Développer les systèmes filoguidés ; - Initier un « pacte d'écomobilité » applicable sur chaque commune signataire.
		1.1.5	Encourager l'innovation pour le développement de services de mobilités à la population : open data, expérimentation de nouvelles solutions / nouveaux services (véhicules autonomes...)...	<ul style="list-style-type: none"> - Ouvrir un challenge (avec le concours de l'ADEME) auprès des entreprises et académiques du territoire (et individus) de sorte à promouvoir l'appropriation de la donnée et la production de résultats utiles / ludiques de cette exploitation ; - Poursuivre le projet de navette autonome à Sophia ;
		1.1.6	Favoriser l'intermodalité en développant les pôles (bus-tram / vélo ; parkings-relais...) et les services multimodaux	<ul style="list-style-type: none"> - Inscrire l'intermodalité au cœur de tous les schémas directeurs de sorte à ce que la lecture soit engageante dès le premier geste. - Développer les plateformes multimodales mobiles sur les bus. - Recenser les centres d'intérêt du 06 très fréquentés et situés hors CASA et voir comment la population de la CASA peut y accéder à ce jour → En tirer les conséquences et les intégrer si besoin dans le plan de l'intermodalité et interconnexion au niveau départemental ; - Développer une « ligne express 230 bis » partant de Cannes la Bocca ↔ SA.

1.2	Changer les comportements de mobilité	1.2.1	Changer la perception des modes de transports doux ou collectifs (événements, défis mobilité...)	<ul style="list-style-type: none"> - Poursuivre le challenge de la mobilité et le réitérer plusieurs fois par ans. - Organiser deux fois par an une semaine de transport gratuit relayée par les médias. - Sensibiliser les citoyens, élus, entreprises, écoles, par un M. ou Mme Mobilité (→Enjeu 5). - Promouvoir les atouts du collectif ou du partagé (cf. Blablacar...) lors d'évènements : surclassés avec chauffeur, suravantages, temps libéré et gagné, fatigue en moins,...
		1.2.2	Faciliter et encourager la mobilisation des entreprises pour mettre en place des solutions de transport alternatives via des PDE et PDIE	<ul style="list-style-type: none"> - Se rapprocher de SCE qui a mené une réflexion sur le sujet et présenté des propositions précises (partenariat avec la société « WEVER » de covoiturage dynamique). - Rebooster le PDIE (Animateur de PDIE indispensable ; une instance type club d'entreprise doit prendre le lead pour organiser la gouvernance d'un PDIE) - Inciter à la mise en place de véhicules collectifs de ramassage affectés à chacune des grandes entreprises « Pass entreprise » (cf. Amadeus, Texas) ;
1.3	Impulser la démobilité sur le territoire	1.3.1	Faire de la limitation des besoins de déplacement un principe d'aménagement central : densification le long des lignes de transports, mixité fonctionnelle poussée, circuits courts...	<ul style="list-style-type: none"> - Challenge localisé de redistribution « inversée » des centres de vie / commerçants - Voir Note n°1 ci-dessous ; - Prendre en considération la mobilité professionnelle ; - Prévoir la construction de logements sur SA ou autour ; - Développer des logements dans les locaux bureaux vides (140 000 m² du CICA) ; → enjeu 2.2.3 - Concentrer les actions sur l'attractivité des centres villes et des polarités complémentaires pour éviter l'étalement et la perte de proximité aux services ;
		1.3.2	Limiter les déplacements liés au travail, par exemple, en favorisant le télétravail en sensibilisant les entreprises ou encore en développant les bureaux pour le co/mono-working	<ul style="list-style-type: none"> - Améliorer rapidement la desserte en fibre optique pour développer le télétravail ; - Soutenir la Commission sur le télétravail (2017) par la JCE ASA ; - Proposer, à l'employeur, des incitations financières au travail à domicile ou co-working. - Développer de nouveaux centres de coworking (BaousCamp (Vence), Coolwork (Villeneuve Loubet), ...) ; - Cf. PADD (High-Tech, Essaimage des HTIC vers le littoral et le Moyen-Pays).
1.4	Réduire la consommation d'espace et les impacts du développement sur l'environnement	1.4.1	Optimiser l'espace consommé en densifiant l'existant et en réaménageant les espaces aujourd'hui dédiés à la voiture	<ul style="list-style-type: none"> - Avoir une densification MESURÉE (Voir note n°2 ci-dessous) - Inciter les propriétaires à mettre des activités adaptées dans des secteurs « à risque » (rouge) du PPRI→ ex : un port sec. - Faire la guerre aux parkings de surface (sur un seul niveau) → développer les parkings silo (limite l'urbanisation de surface) ; - Densifier les surfaces urbanisées avec autorisation de logements dans les zones tertiaires de Sophia.
		1.4.2	Renforcer la cohérence des documents d'urbanisme, au sein de la CASA (eg. PLUi, systématisation du principe d'éco-quartiers pour les nouveaux espaces urbanisés...) et avec les	<ul style="list-style-type: none"> - Créer un poste de chargé de mission pour assurer ce travail ; - L'approche urbanistique doit évoluer afin de fixer par secteur (quartier ou autre surface de territoire) une surface maximum théorique de m² de construction. Les règles de hauteur, de prospect, d'emprise au sol, permettraient de définir au niveau de chaque parcelle les droits à bâtir. - REMETTRE LE SCOT AU CŒUR DES PLU ! (Concevoir un projet d'aménagement global qui chapeautera l'ensemble des projets urbains afin d'éviter les doublons, les saturations, ... (Voir note n°3)).

			territoires environnants (eg. réflexions inter-SCoT).	<ul style="list-style-type: none"> - Recréer une agence d'urbanisme (communautaire / départementale) ; - Établir un périmètre en dehors duquel les surfaces commerciales sont interdites/ limitées (centré vers les centres villes et les grandes polarités) ; - Revoir les projets en cours ou en prévision et vérifier qu'ils répondent complètement aux critères fixés par la CASA dans le plan de DD 2015. - Etudier l'impact cumulé de tous les projets et redéfinir les priorités (fixer des taux maximums de bureaux, commerces, services par quartier). - EXIGER une étude d'impact environnemental systématique pour de nouveaux projets de déforestation créant une surface de plancher supérieure ou égale à 5000 m².
		1.4.3	Rendre la densification acceptable , en valorisant les alternatives acceptables (formes urbaines, immeubles R+3, écoquartiers,...)	<ul style="list-style-type: none"> - Attention : prendre également en compte la topographie du foncier afin de ne pas impacter le paysage ; - Limiter la vente de terrains pour la construction de bureaux ; - Avoir un moratoire sur toute déforestation de plus de 1ha sur les communes cœur de Sophia ; - Promouvoir des quartiers et des bâtiments économe et diversifiant les sources d'énergie, en soutenant notamment la Haute Performance Environnementale (HPE) dans la production de logements et en sensibilisant les organismes HLM ; - Réaliser et promouvoir les éco-quartier pour la rénovation urbaine et réhabilitation de friches ; - Créer une charte environnementale des projets commerciaux ; - Mieux utiliser les livrets de l'ADEME sur ce sujet ;
1.5	Préparer le territoire à la gestion des risques	1.5.1	Créer les conditions de la gestion de la crise à la CASA (formalisation des procédures, formations et exercices grandeur nature) → ENJEU 5	<ul style="list-style-type: none"> - Travail en cours (SMIAGE) ; - Utiliser le « <i>potentiel d'expertise du parc d'activité de Sophia</i> » cf PADD p.194 rayonnement
		1.5.2	Développer la culture du risque au sein de la population par des actions de sensibilisation, des exercices grandeur nature, la mise à disposition de "kits de survie"... → ENJEU 5	<ul style="list-style-type: none"> - Développer la culture du risque : certainement ! mais parallèlement les pouvoirs publics doivent s'attaquer à la minimisation des risques par des actions physiques sur le terrain (voir note n°4 ci-dessous) ; - Exiger des entreprises déjà existantes de créer un bassin de rétention proportionnel à la surface imperméabilisée (modifier la réglementation) → Plan de mise à niveau soutenu par la collectivité notamment dans le financement ; - Homogénéiser les règles de réalisation des bassins de rétention à l'échelle de l'agglomération et instaurer un contrôle périodique de l'état de ces bassins ; - Former/informer les syndics sur l'importance de ces bassins de rétention ; - Travailler/avoir un partenariat avec l'Académie d'excellence 3 de l'UCA nommée « Espace, Environnement, Risques et Résilience » qui forme des personnes compétentes en la matière ; - Si on vend le territoire à l'internationale, il faut en assurer la sécurité et la sûreté des différentes

			installations, des personnes, des flux, des apports énergétiques, ... La sécurité peut alors devenir un argument de marketing territorial ; - Il faut impulser la création d'un observatoire des risques économique ; - Pourquoi pas avoir un ambassadeur des risques qui sensibiliserait la population au sens large (habitants, commerçants, entreprises, syndicats, ...) ; - Il faut que la CASA s'appuie sur les potentielles ressources de son territoire en demandant notamment aux start-up de s'investir dans certains programmes qui permettraient de gérer la venue d'un risque (application sur la montée des eaux ; reconnaissance par la carte SIM des personnes formées aux premiers secours ; reconnaissance par la carte SIM de la langue des propriétaire pour recevoir, dans un certain périmètre, un message d'alerte traduit ; production sur le territoire de kits de survie ; développement des radio à pile car les personnes du 3e âge n'ont pas tous des smartphones, ...) ;
		1.5.3 Prévenir les risques en promouvant un développement agricole et forestier limitant les risques naturels et innover sur des procédés de construction plus résilients	- Peu compatible avec les dégradations perpétuées aux Clausonnes, le Fugueiret, 3 Moulins, Carrefour, St Claude, Sôphipolis, Castorama ... - Créer une directive sur les travaux à mener pour mettre en place un plan d'actions inondation et incendie ; - Savoir investir sur le long terme, car les aléas vont être plus fréquents et importants donc les coûts après la catastrophe vont augmenter et s'additionner jusqu'à coûter plus cher qu'un investissement à l'amont - Valoriser la Recherche à Sophia-Antipolis en Sciences de la Terre et de l'environnement, sciences du Vivant (Académie d'excellence 3 de l'UCA) ; - Développer la micro-agriculture, nécessitant de petites parcelles, une politique attractive d'Agriculteur, la création de jardin partagé (aux avantages multiples : absorption des eaux de pluie, création d'emploi, optimisation de zone en friche ou délaissées).

• **Note n°1 rubrique 1.3.1.** Cette démarche implique que l'on revienne au slogan des années 70 : « Vivre et travailler au pays ». Il s'agit d'un style de vie hélas en décalage avec la réalité des années 2000. Encore aujourd'hui le rêve du salarié français est d'accéder à la propriété, la réalisation de cet objectif implique souvent de faire passer le critère lieu après les autres critères comme le cadre de vie, les services publics et privés à disposition, le prix d'acquisition du foncier ou du bâti.

• **Note n°2 rubrique 1.4.1. Premièrement :** À différentes époques (époque des grands ensembles des années 1950 aux années 1980, puis de l'urbanisme durable à partir des années 2000), la densification est présentée de toutes parts comme une nécessité, voire un progrès limitant les coûts, l'impact écologique, créant du lien social, notamment. C'est un des enjeux majeurs de la ville durable, qui doit lutter contre l'étalement urbain. La **densification, peut néanmoins présenter des inconvénients pour la qualité de vie** (si le projet ne préserve pas l'intimité) et surtout pour la santé des habitants exposés à une densification excessive (par exemple à cause de la pollution air et bruit le long des axes routiers).

Deuxièmement : La densification sous-entend l'objectif d'accroître le nombre de logements d'habitation donc d'habitants. Il faut bien se poser la question de la taille critique des équipements qu'un territoire doit rechercher.

Troisièmement : Il faut garder présent à l'esprit qu'un habitant coûte à la collectivité plus qu'il ne contribue quand sont cumulées les dépenses de l'ensemble des services publics offerts où qu'il faudra lui offrir, cela se vérifie d'autant plus que les dotations compensatoires de l'Etat sont actuellement en chute libre !

• **Note n°3 rubrique 1.4.2** : Cet objectif est essentiel et correspond totalement aux réflexions qui ont amené les membres des groupes « aménagement du territoire » et « patrimoine et environnement » à remettre en cause les orientations prises par la Casa dans l'aménagement du territoire car contraires à l'esprit même du développement durable :

- Les projets sont élaborés séparément et indépendamment des décisions prises avant ou par ailleurs.
- Les « dégâts collatéraux sur l'environnement » de chaque projet cumulés multiplient les risques majeurs : inondations, désertification des centres villes, circulation accrue, disparition des zones naturelles et de la biodiversité...
- La multiplication des projets de même type a pour conséquence des doublons voir une saturation (centres commerciaux, zones artisanales, bureaux inoccupés ...)

• **Note n°4 rubrique 1.5.2. Risques naturels** : Ce type de risque n'est pas nouveau (inondation, incendie, sismique, géologique) il suffit de consulter le service des archives départementales pour dresser la liste des faits majeurs en la matière. Ce qui est nouveau pour le risque inondation c'est la fréquence des événements majeurs et leurs conséquences.

Pour ce risque inondation, la main de l'homme a profondément modifié :

- 1°) la nature du sol par une imperméabilisation excessive des sols naturels ;
- 2°) la non compensation des surfaces de sol naturel et perméable supprimées ;
- 3°) le libre écoulement des eaux de ruissellement (modification du lit des vallons et fossés, comblement);
- 4°) l'ouverture à l'urbanisation de zones jadis connues pour être submersibles ;
- 5°) la sous-évaluation des ouvrages publics d'évacuation des eaux pluviales ;
- 6°) le sous dimensionnement d'ouvrages de franchissement de vallons et /ou rivières.

Pour le point 4, le PPRI doit être revu et adapté au cas par cas à **la parcelle**. Toutefois, pour ces parcelles des modifications des règles d'occupation du sol seraient actées à la demande du propriétaire de la parcelle concernée supportant une servitude, si des travaux publics ou privés seraient réalisés dans la perspective de protéger efficacement d'une inondation la partie habitable basse des logements.

Le constat étant établi il convient de prévoir à très court terme une première action administrative :

- 1°) Raisonner en terme de bassin versant ce qui implique parfois de créer une structure juridique nouvelle dont le territoire dépasse celui de l'agglomération.
- 2°) Ne pas aggraver la situation existante en aval du bassin lors d'épisodes fortement pluvieux d'où une instruction collaborative des diverses autorisations d'urbanisme entre les autorités compétentes ;
- 3°) Définir un programme d'actions visant les points 1, 2, 3, 5 et 6.

Pour les points 1 et 2, la solidarité des collectivités concernées (amont et aval) doit être engagée pour réaliser des ouvrages de stockage et de régulation des eaux pluviales.

► ENJEU 2 : L'exploitation Valorisation du « fort potentiel développement durable » du territoire

Orientation prioritaire de l'enjeu 2

	Ambition / Objectifs		Orientations	Pistes d'action
2.1	Atteindre en 2030, 30 % d'EnR par rapport à la consommation d'énergie du territoire	2.1.1	Lever les freins au développement de l'énergie solaire sur le territoire en recherchant les emplacements possibles (utilisation du bâti agricole du moyen/haut pays...), en sensibilisant les décideurs (formation aux agents/élus communaux...), en renforçant les obligations dans les documents d'urbanisme réglementaire...	<ul style="list-style-type: none"> - Rendre obligatoire les toitures solaires sur toutes les toitures plates (toits terrasses) de Sophia Antipolis et bâtiments commerciaux environnants → recenser toutes les toitures de S.A. susceptibles de recevoir des panneaux solaires (Médiathèque, Théâtre, Cité Judiciaire d'Antibes, Business Pôle à Sophia, ...) - Assouplir les lois sur la protection patrimoniale (coopération avec les ABF) - Créer un « Laboratoire/Institut du photovoltaïque relatif aux problématiques du territoire méditerranéen » qui travaillerait notamment sur les contraintes architecturales, le développement de matériaux adaptés (exemple : la tuile solaire de Tesla), une filière de formation aux techniques d'installation des énergies solaires, ... - Question du stockage et de la redistribution de ces énergies à travailler - Obliger les équipements publics de la CASA à disposer de chauffage et chauffe-eau solaire plus efficace (Médiathèque de Valbonne, Complexe Aquatique Nautipolis, Centre technique d'Envinet, Les Drakkars à Sophia et Startéo à Chateauneuf) - Impulser des initiatives comme celle de la Centrale thermodynamique Solaire de SAED - Avec l'Ademe mettre en place un réseau de témoins utilisant les énergies solaires et organiser des visites de sites privés qui prouvent que cela est possible et rentable - Favoriser les nouvelles installations en tenant compte de l'emploi des énergies solaires dans le calcul de la taxe d'habitation - Inciter les propriétaires de bâtiments à installer des panneaux solaires (accompagnement clé en main, meilleure image, rentabilité à termes, ...) - Accompagner le développement d'entreprises locales spécialisées dans le photovoltaïque (ex : unos Solaire à Starteo) - Voir Avis du CdD sur le « EnR ».
		2.1.2	Lever les freins au développement de l'énergie bois sur le territoire en animant et organisant les acteurs et la filière (morcellement), en sensibilisant les décideurs (formation aux agents/élus communaux...), en renforçant les obligations dans les documents d'urbanisme réglementaire...	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser les propriétaires forestiers et le public et améliorer la gestion durable des forêts - Mettre en place une plateforme d'échange et de coordination de la filière bois énergie (voir note n°5) incluant la sylviculture et la construction en bois qui est moins énergétivore, moins GES et plus isolante - Organiser un tourisme d'affaire, culturel et vert avec le développement d'expérimentation et de la filière locale. - Sensibiliser sur les règles de l'urbanisme pour autoriser les constructions en bois pour éviter les refus pour raisons caricaturales (aspect « montagnard » et temporaire). Cf. avis sur les énergies du groupe Patrimoine

		2.1.3	Accroître la valorisation énergétique des déchets du territoire , notamment en cherchant des synergies avec la nouvelle compétence Assainissement de la CASA (boues d'épuration) ou encore en recherchant une valorisation énergétique des déchets verts	<ul style="list-style-type: none"> - Créer une filière « valorisation des déchets » (cf. San Francisco, Piémont) avec l'étude d'un centre de compostage de déchets verts ; - Etudier la faisabilité d'une recyclerie / Ressourcerie (cf. Les Clausonnes) - Accueillir et développer un marché pour les sociétés innovantes (telle que Zeta Pellet qui valorise les déchets verts) ; - Homogénéiser les collectes et les bonnes pratiques de tri sélectif ; - Étendre la collecte des déchets verts/ fermentescibles à l'ensemble du territoire et les valoriser (cf. Produits de tonte pelouse à Cagnes sur Mer) ; - mettre à disposition des jardiniers des broyeurs de déchets verts qui produiront du BRF à répandre dans les jardins (cf. Biot) ; - Inciter, dans les documents d'urbanisme, au développement des zones de compostage locales, dans les copropriétés verticales et horizontales ; - Moderniser l'unité d'incinération d'Antibes sur les derniers « REFIOM », avec valorisation énergétique ; - Rechercher la réduction de l'émission de gaz à effet de serre au sein de l'activité de Veolia Propreté ; - Eviter de valoriser les Boues d'épuration extrêmement polluantes (métaux lourds) ;
		2.1.4	Impliquer la population dans le développement de projets EnR collectifs (financements participatifs) ou individuels (installations domestiques, chauffage au bois...)	<ul style="list-style-type: none"> - Prendre en compte dans les projets de développement économique la totalité des flux qui en découleront : énergie, eau, égouts (STEP), déchets, transports, données ... Exemple : l'installation d'un datacenter sur le territoire a besoin d'énormes quantités d'énergie, d'eau et de flux de data. - Réfléchir à l'autosuffisance des projets qui peuvent être accompagnés par les pouvoirs publics ; - Sensibiliser à la production d'énergie par le bâti.
2.2	Inciter à la sobriété énergétique sur le territoire	2.2.1	Impulser la démobilité sur le territoire et inciter aux mobilités décarbonées et collectives >> cf. Orientation 1.3	<ul style="list-style-type: none"> - Incitations financières ! - Développer un carburant propre : Gaz naturel et l'énergie éolienne (cf. Gourdon)
		2.2.2	Informers et sensibiliser à la sobriété énergétique les habitants, les entreprises, les communes... (formation aux éco-gestes, exemplarité, défis type "familles à énergie positive", travail sur l'éclairage public à l'échelle de la CASA...)	<ul style="list-style-type: none"> - Lancer une expérience : Avoir quelques familles / ménages de la CASA » pilotes » choisis pour avoir une année « zéro déchet » ou diminution empreinte carbone » ; - L'incitation pourrait être orientée également vers les scolaires du primaire. Comme cela existe avec la Prévention Routière, il pourrait être créée une cellule « développement durable » qui visiterait les écoles et rappellerait, exemples à l'appui, les « éco- gestes au quotidien ». - Éclairage public souvent inutile → pollution lumineuse. Diagnostiquer l'éclairage nocturne des entreprises. - Cf. projet TICELEC à Biot en 2011 (Technologies de l'Information pour une Consommation Electrique Responsable), Cf. Challenge Ecoffices (économie d'énergie dans le Bâtiment CSTB), Cf. NegaWatt
		2.2.3	Accélérer la réhabilitation du parc locatif social	<ul style="list-style-type: none"> - Inciter à la remise aux normes des multiples bureaux vides sur Sophia Antipolis ; - Réfléchir à réutilisation du foncier occupé par les bureaux vides (PLU et emplacements réservés) ;
2.3		2.3.1	Aider au montage de projets, en renforçant les	<ul style="list-style-type: none"> - Remise en état de la ferme des 3 moulins et la transformer en légumerie municipale pour alimenter les cantines scolaire et les restaurant inter entreprise ;

	Développer le maraîchage en réponse à une demande locale		capacités de la « pépinière agricole » existante	<ul style="list-style-type: none"> - Proposer des « contrats » de gestion du parc arboricole par des exploitants ; - Conventionner l'entretien et les récoltes d'arbres fruitiers chez des propriétaires particuliers avec des agriculteurs et/ou associations d'insertion (agrumes, oliviers...) ; - Recenser toutes les terres définies comme agricoles et toutes les parcelles qui pourraient être exploitées sous une forme ou une autre pour un développement agricoles (cf. terre de Monaco, incroyable comestible) ; - Définir avec les acteurs de filière agricole (chambre – agribio, associations, écoles d'Antibes) un plan d'actions pour rapprocher la disponibilité de fonciers et la demande d'exploitation.
		2.3.2	Renforcer le soutien aux communes pour, au-delà du foncier, permettre l'acquisition de bâtiments et équipements agricoles par des fonds de concours CASA	<ul style="list-style-type: none"> - Commencer par recenser les besoins en matière d'équipement agricole ; - Association « Terre de liens » et « Association Solidarité paysanne » : aide aux actions foncières agricoles et agropastoralismes, soutien de l'agriculture, équipements et diagnostics pastoraux, développement des emplois saisonniers agricoles (étude et mise en place) ;
		2.3.3	Rechercher le développement de l'agriculture en ville à travers des projets de fermes urbaines, d'encouragement à l'autoproduction/revente locale (jardins partagés...)	<ul style="list-style-type: none"> - En ville, créer des espaces verts (arbres de haute futaie) capables d'absorber du CO² ; - Inciter les jardinages collectifs en ville et périphérie (exemple : incroyable comestibles, ferme urbaine) ; - Faire un état des plausibles lieux en ville notamment dans les écoles et les maisons de retraite ; - Des exemples existent à Detroit (USA), NewYork (USA), ...
		2.3.4	Renforcer l'accès aux produits locaux par le développement des circuits courts en s'appuyant sur l'approvisionnement des cantines scolaires, la labellisation de commerces travaillant en circuits courts, la mise en réseau des acteurs (AMAP...)	<ul style="list-style-type: none"> - LANCER UN SCHEMA ALIMENTAIRE TERRITORIAL (avoir un retour d'expérience de la commune Mouans Sartoux qui a embauché un agriculteur pour s'approvisionner en aliment pour les enfants de l'école) ; - Développer les fermes urbaines avec l'aquaponie et la permaculture ; - Rapprocher la production du consommateur (circuit court) → Construire un plan de communication vers la population pour valoriser les produits locaux et les orienter vers les lieux de distribution ; - Des exemples existent à, TodMorden (GB), Dijon, Reims, Mayenne ;
		2.3.5	Contribuer à la 3 ^{ème} source d'exportation française : La parfumerie	<ul style="list-style-type: none"> - Produire l'essence de Nérol à partir de la Culture du Bigaradier ou Oranger Amer (arbre très décoratif qui s'adapte bien à l'arrière-pays du littoral méditerranéen comme à Bar sur Loup) ; - Soutenir la Maison des Arts et des Traditions de la Violette ; - Soutenir le projet de Maison du Terroir ;

2.4	MATIERE PREMIERE : TERRE	2.4.1	« Les métiers d'art (céramique, verrerie, ...) représentent un potentiel économique - pas uniquement touristique - à développer, en bénéficiant des innovations technologiques sophipolitaines » Cf. PADD p.195 Pôle d'excellence	- Pôle céramique de Vallauris : Madoura acquis par la CASA
2.5	MATIERE PREMIERE : MER	2.5.1	Promouvoir et valoriser la présence, la richesse et la qualité du littoral et des milieux marins	<ul style="list-style-type: none"> - Gérer de façon intégrée les Rejets d'Assainissement Côtiers (GIRAC), - « La constitution d'un pôle technologique marin doit être favorisée au sein du réseau des activités régionales » (cf. PADD p .195) en lien avec la ferme aquacole de Cannes ; - L'énergie marine peut aussi être développée sur le territoire (des systèmes d'hydroliennes existent) ; - Soutenir la pêche locale ; - Développer le sentier aquatique de l'Anse du Croûton à Antibes ; - Développer la pratique de la voile dériveur et favoriser l'accès libre à la mer ;

• **Note n°5 rubrique 2.1.2** : A noter que la forêt méditerranéenne n'est pas une forêt nordique qui peut produire du bois. Avec une production de biomasse de 2 m³ / ha / an, elle est plutôt une forêt d'usages, de visite et de récoltes avec des Produits Forestiers Non Ligneux : champignons, animaux, miel, liège, plantes aromatiques et de parfumerie, favorisant les circuits courts, l'économie locale et la restauration. Elle est à considérer comme un espace public multifonctionnel : agroforesterie, cueillette, compensation de carbone, chauffage, activité de loisirs, gestion des risques. Cf Plan Bleu à la CASA → Attention à la surexploitation forestière (coupes à blanc, plantation d'essences inadaptées, ...) consistant juste à faire de l'argent.

► ENJEU 3 : L'amélioration du cadre de vie de l'ensemble du territoire pour le bien être de la population

Orientation prioritaire de l'enjeu 3

	Ambition / Objectifs		Orientations	Pistes d'action
3.1	Améliorer l'espace public dans une logique d'amélioration de la qualité de vie et de proximité	3.1.1	Renforcer les centralités sur l'ensemble du territoire en revitalisant les centres villes et en dynamisant les pôles secondaires et les centres-bourgs (1 centralité par commune a minima) par des actions sur les commerces , le maillage du territoire en équipements publics (mise en réseau des équipements communaux, services itinérants...)...	<ul style="list-style-type: none"> - Cesser la construction d'hyper centres commerciaux « hors les murs » (Clausonnes, Fugueiret, ...) - privilégier les zones d'habitation → Établir un périmètre (autours de centres villes et des grandes polarités) en dehors duquel les surfaces commerciales sont limitées voir interdites ; - Les extensions commerciale doivent garantir la survie des commerces de proximité en ville ; - La problématique en ville est celle du stationnement, les hyper-marchés ont un parking gratuit face au magasin. En ville, le parking est restreint et payant. Il faut donc assurer une gratuité des parkings en ville pour les clients des commerces de villes ; - Eviter l'isolement des grands équipements communaux qui favorise les déplacements en voiture ; - Attention à la notion de centralité, tout concentrer en un espace n'est pas bénéfique pour toutes les activités. Pour l'emploi, les lieux de travail, ... il est préférable d'avoir un chapelet de petites polarités.
		3.1.2	Apaiser l'espace public ("marchabilité", mobilités douces, réduction du stationnement...) et créer des espaces propices au développement du lien social sur l'espace public (jardins familiaux, parcs, infrastructures sportives en libre-accès, kiosques à musique...) - des espaces publics à l'image de cet art de vivre azuréen (maritime, campagnard, forestier, montagnard, agricole...)	<ul style="list-style-type: none"> - Prendre exemple sur des villes qui ont fait des coulées vertes comme Nice (exemple : la grande esplanade devant le port d'Antibes ne possède aucune verdure propice à la ballade détente et proche des lieux de lien social) ; - Revenir 50 ans en arrière et recréer les centres villes d'hier (préciser les qualités à retrouver ou à adapter : petit, familial...) ; - Développer le concept d'espaces publics « azuréens » connectés, insonorisés, ... afin d'avoir plaisir à se retrouver dehors (plage, quai, lavoir, rue, allée, rivière, clairière, placette...) ; - Créer des micros aires sportives urbaines, des lieux de rencontre ouverts équipés en wifi ; - Mettre en place du fléchage adapté indiquant des itinéraires courts pour inciter à marcher ; - Avoir une continuité de l'espace public en permettant aux piétons la traversée, en journée, des grands ensembles immobiliers (récent ou non) ; - Réhabilitation des sentiers, sentes, escaliers qui permettent un cheminement aisé, balisé et plus court ; - Créer du lien social avec des kiosques à jeux et à projets ; - Développer des « espaces publics agricoles de proximité » favorisant le bio ; - Avoir des stations de vélos en libre accès (VLS) pour se promener en ville ; - Utiliser les publications et préconisations du CEREMA pour aller dans la bonne direction ;
		3.1.3	Favoriser la mixité fonctionnelle dans les opérations d'aménagement : développement d'offre culturelle, économique, commerciale, sociale...	<ul style="list-style-type: none"> - Placer les pépinières d'entreprises ou co-working proches des centres villes et lieux de vie ; - Recréer des modules de vie comme des centres-bourgs ou espaces communs à l'échelle d'un quartier et du piéton (service, distraction, commerce...).

		3.1.4	Accompagner les activités de nature et prévenir les conflits d'usage	<ul style="list-style-type: none"> - Définir dans le SCOT une politique globale en matière d'espaces naturels et patrimoniaux (Natura 2000, ZNIEFF, soutien au ZPPAUP et aux arrêtés de protection de biotopes, ...) pour concrétiser la compétence CASA « Protection et Valorisation d'ENIC » ; - Protéger les grands domaines (ex : Domaine de Beaumont, des aspres,...) - Aménager des aires d'accueil du public dans les sites Natura 2000 (des lieux de sport nature) ; - Créer des sentiers adaptés aux personnes à mobilité réduite ; - Créer une école des Métiers du Patrimoine (Bâti et Naturel) : Château Robert avec parc arboré remarquable à acquérir par la CASA (à 300 000 euros pour 8+1 ha) pouvant être gratuitement rénové par l'association Terre&Vie (cf. Enjeu 5.1.1.) - Sensibiliser sur les impacts de fréquentation des milieux aquatiques ; - Développer des sites naturels communaux pédagogiques (Arboretum, ...) ; - La station d'épuration construite à l'origine pour SA est à saturation, il faut donc envisager la construction d'une seconde station.
		3.1.5	Améliorer la qualité des paysages urbains pour un meilleur cadre de vie	<ul style="list-style-type: none"> - Créer une charte paysagère de la CASA (partager une réflexion commune sur la signalétique, la place de la publicité et les éléments qui nuisent au patrimoine urbain paysager, limiter l'impact visuel des réseaux et antennes) ; - Etudier une charte graphique et un plan signalétique pour les secteurs sensibles comme les voies d'accès intercommunales. - Améliorer la qualité paysagère des entrées de villes et des zones d'activités ; - Développer un guide de bonnes pratiques pour la gestion des espaces verts municipaux (cf. Antibes) → sensibiliser les professionnels des espaces verts aux choix et gestes respectueux de l'environnement ; - Établir un relevé des arbres remarquables ; - Sensibiliser les habitants aux haies végétales « adaptées » (non allergènes, et économes en eau) ; - Créer des jardins potagers biologiques pédagogiques ; - Sensibiliser sur la place des oiseaux en milieu bâti ; - Mettre en place des pigeonniers municipaux comme à Valbonne ; - Requalifier l'espace littoral (accessibilité, continuité, sécurisation ...) ;
3.2	«Faire vivre» le territoire	3.2.1	Favoriser l'implication des acteurs susceptibles d'animer le territoire (soutien aux initiatives associatives sportives et culturelles ; initier la création de communautés d'usagers ; développement de l'information sur les animations et initiatives locales... à l'échelle communautaire)	<ul style="list-style-type: none"> - Cette orientation nécessite le soutien d'un service de l'agglo en charge d'organiser et de fédérer les initiatives associatives ou amicales. - Encourager et soutenir les actions existantes → Les associations La Ruche et Le Damier animent le territoire de Vallauris (Echanges de services, Découvertes du territoire, Troc des plantes...) ; Le site internet Mon p'tit voisinage tente de créer du lien ; Une habitante des Hauts de Vallauris crée « Cité en action » pour développer la solidarité de proximité (transport solidaire, entraide) ; - Soutenir les jardins familiaux solidaires dans le logement social ; - Etudier la faisabilité d'une monnaie locale (cf. Cagnes-Sur Mer).

		3.2.2	Créer une "vie étudiante" sur Sophia Antipolis en travaillant sur la question avec les acteurs (création d'un Conseil de la vie de Campus et des chercheurs) et en animant le réseau d'écoles, de résidences d'associations... dans une logique de mutualisation et de développement des initiatives répondant aux besoins.	<ul style="list-style-type: none"> - Explorer le moule archaïque du logement étudiant sur la CASA pour faire émerger des lieux de vie (nuits et week-ends morbides...) → l'espace St Philippe est proche de l'UNS / IUT et c'est un lieu de restauration ; - Aller voir les BDE étudiants sur place pour générer cette émulsion - Créer une synergie universitaire/Campus et faire apparaître un véritable sentiment d'appartenance ; - Développer une implication des ingénieurs et techniciens de la technopole en tant que réparateurs citoyens auprès des Repair Café Sophia Antipolis (Valoriser les savoirs et l'esprit Fab-lab et communautaire des « geeks »).
3.3	Développer le e-service	3.3.1	Développer les services de la CASA sous forme numérique , interconnecter les sites publics et sensibiliser les citoyens aux e-services	<ul style="list-style-type: none"> - Créer une application « portail services CASA » (emploi offre-demande) ; - Sensibiliser aux applications qui permettent de faire remonter des informations rapidement comme « SLAC » ;
		3.3.2	Déployer le très haut débit sur le territoire pour l'ensemble des habitants	<ul style="list-style-type: none"> - Donner au TRES HAUT DEBIT UN STATUT DE BIEN DE 1^{ERE} NÉCESSITÉ ET DEVENIR UN BIEN PUBLIC. C'est un prérequis essentiel pour le reste. - Établir la carte communautaire des secteurs desservis.
3.4	Accroître la prise en compte des questions de santé-environnement	3.4.1	Renforcer la prise en compte dans les documents d'urbanisme réglementaire des objectifs de limitation de la pollution atmosphérique et des nuisances sonores (prévention, traitement des "points noirs")	<ul style="list-style-type: none"> - Être drastique dans la préservation des espaces forestiers lors des projets d'aménagement ; - Rédiger au niveau de l'agglomération un mémento à l'usage de la population reprenant les dispositions du RSD 06 ainsi que les prescriptions élaborées par chaque commune membre en matière de pollution atmosphérique, de salubrité et de lutte contre les bruits excessifs.
		3.4.2	Mettre en place un système d'alerte à la population en cas de risques pour la santé et informer sur les attitudes à adopter : mauvaise qualité de l'air, pics de chaleur...	<ul style="list-style-type: none"> - Cf 5.4.0 Procédure d'information en cas de pics de pollution - Devrait être une obligation des pouvoirs publics ! - Eviter la pollution (incinération et feux de jardin) avec l'accueil de l'entreprise Zeta Pellet ;

► ENJEU 4 : Un développement inclusif pour l'ensemble du territoire et de la population

Orientation prioritaire de l'enjeu 4

	Ambition / Objectifs		Orientations	Pistes d'action
4.1	Faire du Moyen-Pays une destination touristique	4.1.1	Développer l'hébergement touristique sur le Moyen et le Haut-Pays pour encourager le développement économique des activités de pleine nature ou d'agro-tourisme	<ul style="list-style-type: none"> - Donner à voir de la CASA un aspect détaché du « tout sur la Côte » en y associant entreprises locales et réseaux associatifs. - Recenser les communes intéressées - Utiliser en hors saison l'hébergement touristique pour des formations (transition énergétique...); - Recréer des gîtes ruraux → Recenser l'ensemble des hébergements collectifs et individuels existants. Faire de même pour les activités de loisirs. - Créer de « nouvelles » activités adaptées au moyen et haut pays, les activités LTSN (Loisirs Touristiques et Sportives de Nature) / Rechercher auprès de plusieurs départements la nature d'activité de loisirs qui peuvent trouver leur place dans le paysage naturel champêtre sans porter atteinte à l'environnement. - Avec les maires concernés et volontaires étudier un schéma de création de ces activités qui peuvent s'appuyer sur le tissu social, économique et associatif local ; - Inclure le Moyen-Pays au réseau Numérique ; - Développer le Low-Tech ; - Avoir un transport collectifs vers le Moyen-Pays (confortables, connectés...).
		4.1.2	Mutualiser les moyens et les efforts des offices de tourisme sur le Haut/Moyen-Pays	<ul style="list-style-type: none"> - Diversifier les propositions de séjour sur le territoire (allant du littoral au Haut-Pays et avec une offres d'activités saisonnières différentes et variées) ; - Créer la charte du tourisme durable ; - Cesser la guerre des territoires en portant le poids des travaux sur l'offre local et plus sur des stéréotypes.
		4.1.3	Soutenir / développer les activités agro-touristiques	<ul style="list-style-type: none"> - Prendre exemple sur la logique italienne en nouant des liens avec les acteurs de l'« agriturismo ». - Stopper la vente de toutes les parcelles agricoles ; - Dans une logique de solidarité territoriale, les restaurateurs pourraient faire la pub pour les auberges et exploitations agricoles dont ils utilisent les produits → Lien à fructifier entre la côte (tourisme massif) et l'arrière-pays plus traditionnel et producteurs de ressources locales. - Redéfinir des chemins de randonnées avec des « points d'étapes » valorisant l'artisanat et l'agriculture. - Maintenir l'agriculture : atout économique (richesses) social (lien) et environnemental (entretien, structurant). → créer les conditions favorables à cette agriculture de proximité, en amont (action foncière, formation, aide à l'installation...) et en aval (organisation de circuits de distribution en direction des consommateurs locaux, valorisation des produits du terroir...).

4.2	Poursuivre les efforts pour un équilibre de l'offre commerciale sur l'ensemble du territoire	4.2.1	Compléter l'offre commerciale du Moyen-Pays, en particulier concernant les commerces non-alimentaires	<ul style="list-style-type: none"> - Développer les points relais (livraison de colis). Les commerces de proximité non-alimentaire vont être de plus en plus confrontés au e-commerce ! Mais qui nécessite toujours la livraison. - Développer la solidarité de services ou la « uberisation » (les voisins transporteurs solidaires sont eux-mêmes préalablement livrés sur leur lieu d'activité en ville). Dépôt à la mairie où dans des boîtes aux lettres La Poste de type Cityssimo ; - Favoriser le regroupement de ces commerces non-alimentaires dans un bâti commun. - Mettre en place d'un camion itinérant de service de formation/réparation d'ordinateurs.
		4.2.2	Soutenir le maintien des commerces de proximité au-delà de la seule logique économique (enjeu de revitalisation des centres-bourgs) : audits commerciaux, soutien apporté via la plateforme France Initiative...	<ul style="list-style-type: none"> - Développer les points relais (livraison de colis) ; - Soutenir les monnaies locales (valorise le commerce de proximité) ; - Faire en sorte d'aider à la pérennité d'une épicerie multi vente dans chaque commune de l'agglo dont la population permanente est au moins égale à un seuil restant à fixer.
		4.2.3	Impliquer et responsabiliser les grandes surfaces vis-à-vis des petits commerces et de l'approvisionnement local	<ul style="list-style-type: none"> - Les petits commerces sont bien souvent des filiales ou franchise du même nom que les centres commerciaux.... - Le développement de petits commerces hors circuit grande distribution et à envisager ; - Parrainage de petits commerces de proximité ; - Compensation des préjudices ; - Voir les possibilités d'accroître le prélèvement qui abonde le FISAC.
4.3	Accompagner l'insertion sociale et professionnelle des publics en difficulté	4.3.1	Partager les valeurs républicaines, lutter contre les discriminations	<ul style="list-style-type: none"> - Accompagnement solidaire de chaque personne par 2 autres avec une initiative du type SNC (Solidarité Nouvelle face au Chômage) - Accompagnement de projets individuels avec l'association Finance&Pédagogie - Accompagnement interactif avec l'outil ICM (Interaction, Communication, Médiation)
		4.3.2	Lutter contre la précarité énergétique : soutenir financièrement ou par des services spécifiques les populations défavorisées concernant les mobilités et la rénovation énergétique	<ul style="list-style-type: none"> - Orientation à étudier par les CCAS.
		4.3.3	Proposer une offre d'hébergement (actuellement inexistante sur le territoire) pour les personnes les plus en difficulté : maison-relais, pensions de famille	<ul style="list-style-type: none"> - Dans le Moyen-Pays pour redonner vie à des Bourgs de villages avec stage de formation aux activités de la transition énergétique ; - Un nombre non négligeable de logements privés sont vacants, notamment à cause des expériences malheureuses subies par les petits bailleurs. Si l'Etat donnerait systématiquement sa garantie de paiement des loyers (pour les loyers encadrés) de nombreux bailleurs n'hésiteraient plus à remettre sur le marché de la location leur logement vacant.

				<ul style="list-style-type: none"> - Les personnes dites « en difficultés » doit aussi comprendre les jeunes actifs et nouveau employé car l'offre d'hébergements est un réel souci (pour se loger on s'éloigne du lieu de travail, donc on perd du temps dans le transport souvent polluant, ...).
		4.3.4	Fluidifier les parcours au sein du parc social, notamment en recherchant la relocation des personnes âgées au sein du parc social (appartement plus petit et moins cher)	<ul style="list-style-type: none"> - Colocation intergénérationnelle ?
4.4	Faire du territoire, un cadre favorable au développement de l'innovation sociale	4.4.1	Développer l'esprit de "coopération" en impliquant les associations locales dans l'éducation via les temps périscolaires	<ul style="list-style-type: none"> - Mener un projet pilote en choisissant une association et une école ; - Des structures de ce genre existent dans de nombreuses communes (cf. « Coup de pouce » à Biot) ; - Développement de l'économie du partage sociale et solidaire (voiture électrique partagée à Gourdon) ; - Développement des Low-Tech ; - Développer une Monnaie locale ; - Association « Cité en action » développe l'entraide et la solidarité ; - Chaque commune doit recenser les associations à vocation culturelle de son territoire et transmettre à leurs dirigeants les activités périscolaires en place et solliciter des propositions d'interventions complémentaires.
		4.4.2	Impliquer la population et les associations du territoire en organisant des appels à projets, des financements participatifs pour des projets de DD (projets EnR, projets agricoles...)	<ul style="list-style-type: none"> - Créer un « Prix Envinet » ; - Parrainage entre Ville et Village du Moyen-Pays ; - Soutenir projets de Ressourcerie, Repair Café, Maison partagée ; - Consacrer une rubrique suivie de cette orientation dans le magazine municipal et/ou la revue d'information communautaire.

► **ENJEU 5 : La co-responsabilisation des habitants et des acteurs du territoire, y compris de la CASA, face aux enjeux du DD**

Orientation prioritaire de l'enjeu 5

	Ambition / Objectifs		Orientations	Pistes d'action
5.1	Favoriser le développement de comportements et de modes de consommation solidaires au quotidien Changer les comportements quotidiens	5.1.1	Sensibiliser la population aux éco-gestes, pratiques responsables... (cf. dans les autres enjeux)	<ul style="list-style-type: none"> - Être plus directif et drastique ; - Projet de la CASA d'un Tri sélectif sur les Hauts de Vallauris ; - Accompagner les changements de comportement (sensibilisation et éducation aux nouvelles pratiques de transition) : distribution de compost, développement du compostage individuel ; promouvoir des pratiques d'économie d'eau ; soutenir des projets de jardins familiaux solidaires dans le logement social ; - Projet TICELEC à Biot (maîtrise consommation), soutenir les chantiers d'insertion permanents sur l'environnement et le cadre de vie ; - Développer la culture environnementale de la population (éducation et sensibilisation) ; - Prolonger l'action des ambassadeurs ; - Commencer par enseigner aux scolaires du primaire ce que recouvre l'écologie dont le DD est une composante.
		5.1.2	Favoriser le développement de comportements et de modes de consommation solidaires conformes aux aspirations environnementales	<ul style="list-style-type: none"> - Soutenir ou concourir à des labels/prix tels que le prix Energie Citoyenne, le label écoquartier, ... ; - Promouvoir l'éco-responsabilité ; - Mise en place d'un Espace Info Energie.
5.2	Impliquer les acteurs du territoire	5.2.0	Améliorer la connaissance de l'agglomération	<ul style="list-style-type: none"> - Proposer un accès à l'information ouvert à tous ; - Avoir un site internet et numéro unique pour Envinet ; - Sensibiliser sur le cycle de l'eau et l'assainissement du territoire ; - Publier et diffuser un annuaire des acteurs locaux de l'environnement dont ceux des filières Solaire et Bois ; - Renforcer les liens entre les structures administratives et les capacités économiques et industrielles du territoire. Pour montrer l'exemple, la CASA devrait être la première à utiliser les capacités/technologies/services/... développer sur son territoire.
		5.2.1	Développer les démarches de concertation et de co-construction autour des projets d'aménagement, des politiques publiques...	<ul style="list-style-type: none"> - Intégrer les habitants et associations au comité de pilotage du Contrat de ville (comme indiqué), et à la Gestion Urbaine de Proximité pour améliorer la qualité des concertations et des gestion pour gagner en efficience d'après l'expertise d'usage et des besoins des usagers (Diagnostic partagé) et les points de vue des associations.
		5.2.2	Proposer des appels à projet à destination des associations pour les impliquer dans les objectifs DD de la CASA	<ul style="list-style-type: none"> - Co-élaboration d'objectifs et d'outils. - Repair Café (recyclage), Monnaie locale, Accompagner les Fonds de Participation des Habitants ; - Cf L'association La Ruche à Vallauris ; - Créer des prix d'initiatives plus que des appels à projet car les acteurs de terrain définissent mieux par l'usage et le vécu expérientiel les projets à mener et récompenser le succès d'actions.

		5.2.3	Impliquer les entreprises par l'évènementiel (concours, prix, défis...)	<ul style="list-style-type: none"> - DEEE Day (recyclage électronique), Green « IT » tude de la semaine verte (Amadeus 2011), DDthlon (rallye pédestre aux Semboules), Ecoffices (Challenge) ; - Inciter et développer la collecte sélective de déchets ménagers et cartons des Z.A ; - Etendre les collectes ponctuelles de déchets professionnels spécifiques ; - Prendre en compte les Déchets d'Activités à Risques Infectieux (DASRI) de façon adaptée ; - Exonérer fiscalement la taxe professionnelle en lien avec l'environnement ; - Recenser les entreprises menant des actions en faveur du développement durable et inciter à la mutualisation d'expériences ; - Mettre en place un label « envinet » pour les professionnels engagés dans une démarche écoresponsable ;
		5.2.4	Co-construire et mutualiser les services avec les communes	<ul style="list-style-type: none"> - Proposer aux acteurs territoriaux des logiques de formation au contact des experts locaux sur des outils et réseaux qui pourraient créer des usages nouveaux ; - Coordonner les actions de lutte contre les nuisibles (Charançons) ; - Essaimer les initiatives et les bonnes pratiques comme celles de Mouans-Sartoux, Roquefort (Ecomobilité), Villeneuve-Loubet (Prix Energies citoyennes) ; - Ramassage des ordures et encombrants (Plan départemental) ; - Intégrer la loi NOTRe en terme de coopération entre les acteurs territoriaux ; - S'enrichir des liens et échanges entre les communes, entre la collectivité et les collectivités voisines, entre la collectivité et les partenaires privés ou les pôles universitaires et de recherche, ou dans un cadre international : Faire de la CASA un lieu d'échanges et de formation ; Participer au réseau d'échanges PACA 21 ; Initier l'inter-SCOT avec le volet environnement.
5.3	Travailler l'inter-territorialité	5.3.1	Décloisonner, travailler avec les territoires voisins qui sont inscrits dans les mêmes dynamiques d'aménagement, de mobilités...	<ul style="list-style-type: none"> - Cette orientation prend toute sa valeur dans le domaine de la mobilité. L'agence départementale de la mobilité est-elle efficace ? - Logique des circuits de déplacements courts ainsi que des logiques de proximité (circuits courts) ; - Développer une solidarité entre les territoires autour des enjeux dépassant le SCOT : Eco-Vallée (OIN), Contrats de Baie (La Napoule-Juan et Antibes-Cap d'Ail), Natura 2000, Bande du Littoral, Destinations de nos déchets verts et ménagers (Var...), PAPI (Amont et Aval des inondations) ; - S'appuyer sur les modalités de fonctionnement de la loi NOTRe ;
5.4	Mettre la CASA en situation d'être exemplaire	5.4.1	<u>EXEMPLARITE CASA</u> : Limiter les ressources consacrées au fonctionnement des services en limitant les impressions et la consommation de fournitures, en dématérialisant davantage les procédures internes ou encore en réduisant les déchets produits (compostage au restaurant d'entreprise, recyclage, réemploi...)	<ul style="list-style-type: none"> - Systématiser la numérisation et encourager les télé-activités (y compris pour des réunions locales) ; - Chiffrer les objectifs en quantité et en valeurs financières ; - Intégrer des critères de performance environnementale dans tous les équipements communautaires ; - Dématérialiser les procédures : bénéfice environnemental et économique ; - Promouvoir une collectivité exemplaire dans ses pratiques et ses actions (inciter à la transversalité des services ; assurer la transparence et la concertation des études et projets ; les élus et les services sur l'environnement et le développement durable ; renforcer l'identité communautaire ; intégrer des

5.4			règles de bonne conduite environnementale au règlement intérieur ; - Créer un observatoire des données urbaines (agence d'urbanisme communautaire) ; - Labelliser « Agenda 21 local » le programme et les autres démarches de la CASA
	5.4.2	<u>EXEMPLARITE CASA : Amplifier les actions de sensibilisation interne aux écogestes</u> (actualisation du guide existant, formation obligatoire...)	- Exemple de l'OCDE ;
	5.4.3	<u>EXEMPLARITE CASA : rationaliser et améliorer le parc de véhicules de la CASA</u> (véhicules électriques, vélos électriques, mutualiser davantage la flotte de véhicules...)	- Développer la part de véhicules propres/ électriques dans les flottes communautaires.
	5.4.4	<u>EXEMPLARITE CASA : Limiter les déplacements des agents</u> (télétravail ; "virtualisation" des réunions...) et inciter à l'utilisation des modes alternatifs (prise en charge abonnements transports collectifs à 100 %...)	- Développer un Plan de Déplacement Administration ;
	5.4.5	<u>EXEMPLARITE CASA : Accentuer le caractère responsable de la commande publique :</u> amplification des clauses d'insertion sociale ; dispositifs de compensation carboné dans certains marchés, prise en compte de labels de production responsable, privilégier les achats "locaux" ...	- Small Business Act Local (vu au Colloque Inter-Entreprises) ; - Mettre en place des Marchés et achats écoresponsables ; - Mettre en œuvre des « Chantiers propres ». - PRIVILEGIER LES ACHATS LOCAUX : Rédiger une proposition de loi réformant le code des marchés publics afin de faciliter les « achats locaux » dans la limite d'un seuil différencié et adapté au budget du donneur d'ordre en lieu et place d'un seuil financier forfaitaire appliqué de la même façon à tous.

TABLE DES SIGLES :

ABF : Architecte des Bâtiments de France

BRF : Bois Raméal Fragmenté

CASA : Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis

CdD : Conseil de Développement

DASRI : Déchets d'Activités à Risques Infectieux

DD : Développement Durable

HPE : Haute Performance Environnementale

NCA : Nice Côte d'Azur

NOTRe : Nouvelle Organisation Territoriale de la République

PADD : Plan d'Aménagement et de Développement Durables

PDD : Programme de Développement Durable

PDIE : Plan de Déplacement Inter-Entreprise

PDU : Plan Déplacement Urbain

PLU : Plan Local de l'Urbanisme

PMR : Personne à Mobilité Réduite

PPRI : Plan de Prévention du Risque Inondation

REFIOM : Résidus d'Épuration des Fumées d'Incinération des Ordures Ménagères

RSD : Règlement Sanitaire Départemental

SA : Sophia Antipolis

SAED : Sophia Antipolis Energie Développement

SCOT : Schéma de Cohérence Territorial

SMIAGE : Syndicat Mixte pour les Inondations, l'Aménagement et la Gestion de l'Eau

STEP : STation ÉPuration

TCSP : Transport en Commun en Site Propre

UCA : Université Côte d'Azur

VAE : Vélo à Assistance Électrique

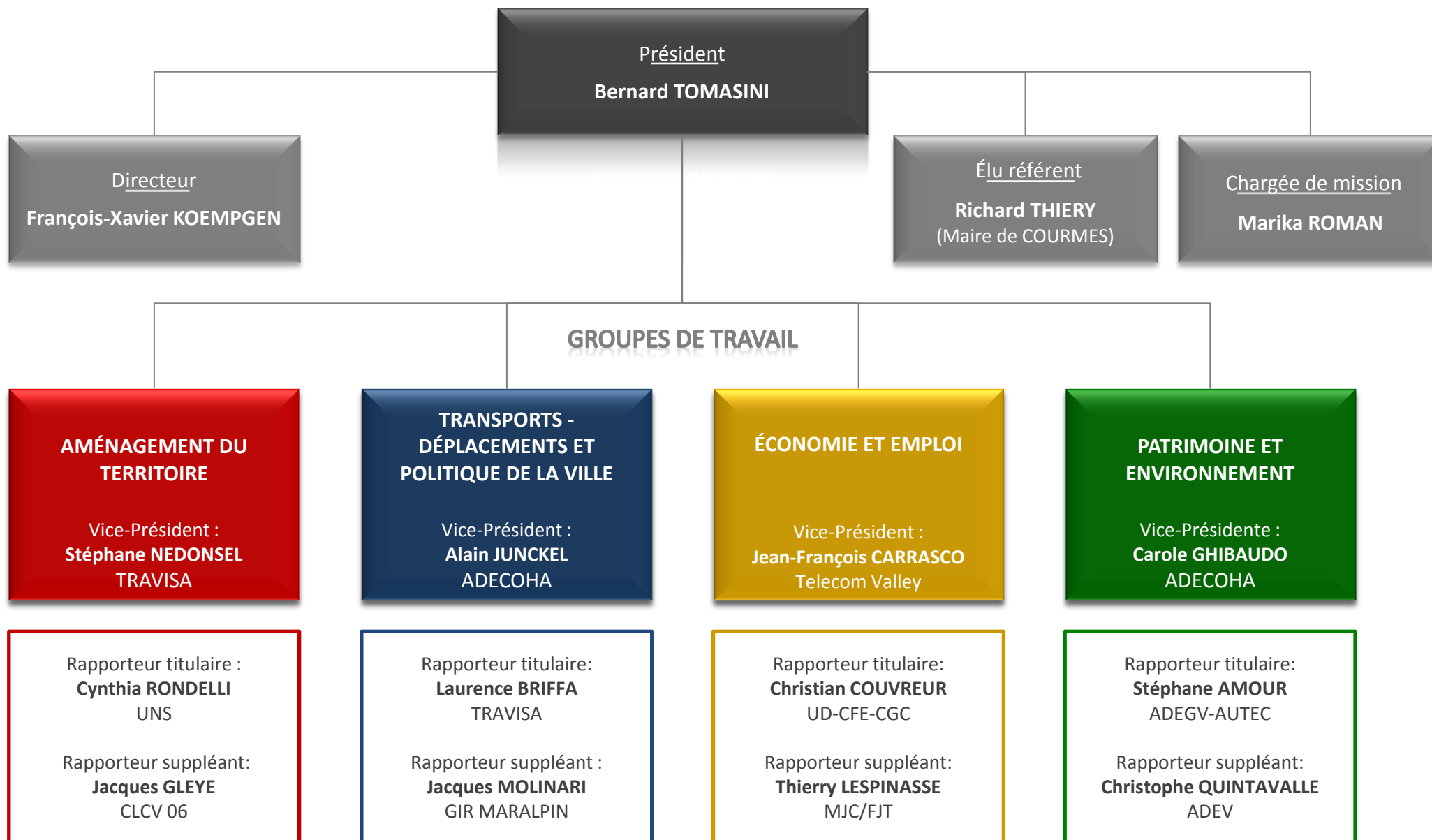
VLS : Vélo en Libre-Service

ZA : Zone d'Activité

ZNIEFF : Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique

ZPPAUP : Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager

ORGANIGRAMME 2016-2017- Bureau du CdD CASA



AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 19/02/2018
Numéro : CC_2018_026
Nature : DE - Deliberations
Objet : Rapport d'activités 2016-2017
Matière : 5.7 - Intercommunalité

Interlocuteur

Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : HGIzexz

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 28/02/2018
Identifiant : 006-240600585-20180219-CC_2018_026-DE

Acte reçu

Date : 19/02/2018
Numéro interne : CC_2018_026
Code nature : 1
Code matière 1 : 5
Code matière 2 : 7
Objet : Rapport d'activit?s 2016-2017
Classification utilisée : 19/04/2017
Document : 99_DE-006-240600585-20180219-CC_2018_026-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 10

99_AU-006-240600585-20180219-CC_2018_026-DE-1-1_2.PDF
99_AU-006-240600585-20180219-CC_2018_026-DE-1-1_3.PDF
99_AU-006-240600585-20180219-CC_2018_026-DE-1-1_4.PDF
99_AU-006-240600585-20180219-CC_2018_026-DE-1-1_5.PDF
99_AU-006-240600585-20180219-CC_2018_026-DE-1-1_6.PDF
99_AU-006-240600585-20180219-CC_2018_026-DE-1-1_7.PDF
99_AU-006-240600585-20180219-CC_2018_026-DE-1-1_8.PDF
99_AU-006-240600585-20180219-CC_2018_026-DE-1-1_9.PDF
99_AU-006-240600585-20180219-CC_2018_026-DE-1-1_10.PDF
99_AU-006-240600585-20180219-CC_2018_026-DE-1-1_11.PDF

N